

Les Institutions Pénitentiaires pour Mineurs Délinquants

Etude comparée avec certains pays étrangers

Projets de Réformes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

Henry TOUBAS

AVOCAT STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

ATTACHÉ AU PARQUET GÉNÉRAL

1936

Les Institutions Pénitentiaires pour Mineurs Délinquants

Etude comparée avec certains pays étrangers
Projets de Réformes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

Henry TOUBAS

AVOCAT STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

ATTACHÉ AU PARQUET GÉNÉRAL

1936

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, agrégé d'Histoire de Droit.

LEMERCIER, chargé de Cours de Droit romain.

DIJOL, chargé de Cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM.

Président: LÉGAL, professeur de Droit criminel.

Assesseurs: EUZIÈRES, doyen de la Faculté de Médecine;

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

INTRODUCTION

Le problème de l'enfance coupable se posant à l'heure actuelle avec tant d'acuité, les journaux ne se lassant d'émouvoir nos esprits par les « bagnes d'enfants », nous avons voulu nous rendre compte par nous-mêmes, si nous pouvions être aussi inhumains, et aussi peu civilisés.

Une grande campagne de presse menée par différents journaux tels que « *Paris-Soir* » et « *Détective* » accentua un mouvement de réforme déjà en cours. M. Louis Roubaud fit ces temps derniers, sur les Maisons d'Education Surveillée, un reportage qui obtint un certain succès dans l'opinion publique. Les « *Enfants de Caïn* », tels que nous les a montrés M. Louis Roubaud, existent-ils vraiment ? Leur misère est-elle si grande que l'on puisse s'apitoyer sur leur sort ? Il était intéressant pour nous de connaître la vérité et de participer ainsi bien modestement à l'œuvre de redressement de l'enfance coupable.

L'importance du problème ne doit pas nous échapper en effet si nous analysons la dernière statistique parue. Le dernier compte général de l'administration de la justice criminelle présenté par M. le Garde des Sceaux au Président de la République, quoique datant de 1931, est suffisamment éloquent par lui-même pour nous inciter à agir. La proportion des mineurs délinquants de 21 ans, qui était en 1929 et 1930 de 11 %, chiffre minimum enregistré depuis le rétablissement de la paix, descend encore en 1931, puisqu'elle n'atteint plus que 10 % : par rapport à 1913, 17 %, la diminution est extrêmement importante.

Si l'on envisage spécialement, parmi les mineurs, ceux qui, en application de la loi du 22 Juillet 1912, ont été jugés par la Chambre du Conseil, par le Tribunal pour enfants ou par le Tribunal correctionnel pour des faits délictueux commis par eux alors qu'ils n'avaient pas encore 18 ans, le total de 1931 (11.598) marque une diminution très nette sur les chiffres des années précédentes :

12.234 en 1930

11.882 en 1929

12.825 en 1928

14.407 en 1927

14.185 en 1926

14.191 en 1925

Cette statistique, qui marque en somme un progrès dans la délinquance juvénile, doit-elle nous suffire et nous contenter? La population de nos Maisons d'Education Surveillée est encore trop considérable pour que l'on puisse s'en désintéresser, comme nous serons amenés à le voir plus loin dans cette étude. En effet, la dernière Statistique nous donne, en 1931, comme moyenne, un chiffre de 338 filles et de 1.134 garçons envoyés dans nos Maisons d'Education Surveillée, soit, au total, 1.472 mineurs délinquants répartis entre nos différents établissements publics.

Depuis longue date déjà, on essayait de provoquer des réformes. Il n'y a pas très longtemps encore, le 15 Août 1934, M. Louis Rollin, député de Paris, adressait au Garde des Sceaux une lettre, à la suite d'une révolte de la colonie de Belle-Ile, lui rappelant : « que les « savants les plus éminents et les plus avertis affirment que les « jeunes délinquants relèvent de la médecine, que leur état réclame « des soins, un effort patient et dévoué de rééducation et que l'af- « freuse maison de correction, bien loin de l'améliorer, ne fait que « l'aggraver. »

Ne pouvant traiter le problème de l'enfance coupable complètement, nous limiterons notre étude uniquement aux Institutions chargées de recevoir les mineurs délinquants : tout d'abord en France, Maisons d'Education Surveillée et œuvres privées. Ce qui sera l'objet de notre première partie.

Voulant ensuite rechercher des éléments susceptibles de pouvoir nous aider à la refonte de notre système pénitentiaire concernant les mineurs, nous traiterons dans une deuxième partie le régime pénitentiaire de quelques pays étrangers.

Enfin, après avoir indiqué les déficiences de nos institutions, il nous incombait de proposer dans une troisième partie les réformes qui nous paraissaient utiles.

Tel est l'objet de notre étude.

Nous remercions tout spécialement avant de commencer, M. Etienne Martin, professeur de Médecine légale à la Faculté de Lyon, M. Victor Mouret, inspecteur honoraire de l'Assistance publique du département du Rhône, M. Van Derborgh, directeur de la Maison d'Education Surveillée d'Aniane, auprès desquels nous avons trouvé un enseignement utile pour l'élaboration de ce travail.

Puissent ces quelques lignes nous montrer l'importance du problème et nous inciter à agir.

PREMIÈRE PARTIE

**Des Institutions Pénitentiaires
pour Mineurs Délinquants
en France**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555203_0009

TITRE PREMIER

Les Sources de la Réglementation Actuelle

Les sources de notre Code de l'Enfance résultent d'une série de textes échelonnés de 1850 à 1912 et de 1912 à nos jours. Très brièvement examinons-les.

CHAPITRE I

LA LOI DU 5 AOUT 1850

Section I. — Historique de la loi

Avant d'aborder cette étude, qu'il nous soit permis dans un bref historique d'exposer quelle était la condition du mineur délinquant dans le code de 1810 et comment grâce à l'initiative privée et à de nombreux appels émanant de tous côtés de la part d'hommes compétents et avertis, la loi du 5 Août 1850, fut votée.

Notre Code pénal de 1810 s'était-il préoccupé d'un système pénitentiaire spécial pour l'enfance coupable et malheureuse ? Cette question fut tranchée différemment par de nombreux auteurs. Les uns estimaient que le législateur de cette époque avait compris que les enfants devaient être soumis à un régime différent de celui des adultes puisque les articles 66 et 67 du code pénal parlaient tous deux « de Maisons de correction » ; d'autres dont M. le Professeur Paul Cuche remarquait avec juste raison d'ailleurs « que le terme de maison de correction figure également dans l'article 40 du même code pour désigner l'établissement où les adultes doivent subir la peine de l'emprisonnement, (1) quoi qu'il en soit il nous importe de signaler qu'en fait l'exécution pratique d'une telle mesure se heurtait à l'absence d'établissements spéciaux et que les jeunes détenus étaient soumis à un régime répressif analogue à celui des adultes. — Pour éviter cependant une promiscuité trop dangereuse les jeunes délinquants purgeaient leurs condamnations dans des quartiers distincts des prisons départementales. Pouvait-on ainsi rééduquer et punir ? Comprenant l'inefficacité d'un tel système, divers essais furent tentés pour atténuer des résultats fâcheux ou peut-être mieux pour calmer l'opinion publique qui commençait déjà à s'émouvoir. La loi du 5 Juin 1875 imposant le régime cellu-

(1) Paul Cuche, *Les Peines éducatrices*, Annales de l'Université de Grenoble, 1902. p. 2.

laire dans les prisons départementales n'était pas encore votée et il arrivait fréquemment que l'on trouvât des enfants parmi des adultes criminels plus ou moins pervers. Nous n'insisterons pas davantage sur cet état d'imperfection et nous allons voir quelle fut la réaction devant un tel état de choses. L'initiative privée annonce la réforme. Mentionnons ainsi ses efforts qui, dès 1828, à Neutroff, près de Strasbourg, puis à Paris, à Oullins (Rhône), à Sainte Foy (Dordogne), au Val d'Yèvre (Cher) étaient venus en aide des Pouvoirs Publics. En 1839, M. Demetz fondait Mettray pour les garçons tandis que la sœur Marie-Ernestine fondait, en 1848, Dar-netal, près de Rouen, pour les filles. Ils avaient été devancés à Lyon par l'abbé Rey qui avait organisé déjà la Société St-Joseph et avait acheté à Oullins une propriété où fonctionna la première maison de relèvement.

Nous citerons enfin quelques années avant la loi du 5 Août 1850, la circulaire du 6 Avril 1842 adressée par M. Martin, Ministre de la Justice, à MM. les Procureurs Généraux. « Il ne faut pas perdre de vue, écrivait-il, que les jeunes détenus ont été acquittés ; que ce n'est pas une peine qu'ils subissent et que l'art. 66 en autorisant leur détention a formellement exprimé que ce serait pour être élevés, c'est-à-dire pour recevoir les soins et l'instruction propres non seulement à corriger leurs mauvaises habitudes, mais encore à leur fournir les moyens de pourvoir plus tard par le travail, à leurs besoins... Il suit de là qu'on méconnaîtrait les intentions du législateur et des tribunaux, qui n'ont en vue *que le bien des enfants*, si l'on maintenait la détention, quand les circonstances qui l'avaient rendu nécessaire, n'existent plus, ou bien quand on trouve à placer les jeunes détenus dans une situation qui assure mieux leur avenir que le régime de la maison de correction. »

L'impulsion était donnée, la loi du 5 Août 1850 ne fit que la suivre, ce fut comme on l'a appelée « le Statut fondamental de l'Education pénitentiaire en France ». C'est peut-être beaucoup dire lorsqu'on l'étudie dans le détail et que l'on jette un regard attentif sur ses résultats, c'était néanmoins une base solide qui pouvait permettre aux générations à venir de remédier à des situations de fait vraiment désastreuses. La pensée qui anima les esprits de cette époque était de supprimer, du moins en partie, la répression pour n'exercer auprès des jeunes délinquants qu'un système éducatif. Par-dessus tout, le législateur cherche à écarter l'enfant de la ville ; pour cela, il ne voulut créer que des colonies agricoles.

Avant d'aborder cependant toute critique du système, il nous paraît indispensable d'exposer une Etude Sommaire de la loi du 5 Août 1850, ce qui nous permettra par la suite de mieux comprendre toute l'évolution à laquelle elle a donné lieu et d'étudier avec plus de clarté les différentes institutions destinées à recevoir les parias de l'enfance.

Section II. — Analyse de la loi

La loi du 5 Août 1850 fit dans le monde pénitentiaire une véritable révolution. Cette loi, dont a été rapporteur M. Corne, ancien Procureur Général, près de la Cour de Paris, réalisa sans conteste un immense progrès sur l'état de choses antérieur. Jusqu'à cette époque, en effet, on s'était désintéressé ou, pour ne pas être trop catégorique, peu occupé de l'enfance coupable. La criminalité augmentant d'années en années, les Pouvoirs Publics s'alarmèrent et entendant enfin les appels de tout un peuple, réalisèrent une réforme attendue depuis longue date.

Si cette loi fit sensation chez nous, son retentissement à l'étranger en fut aussi grand. M. Henri Joly écrit dans son ouvrage *L'Enfance coupable* : « Si vous consultez les hommes compétents des nations qui nous entourent sur l'essor de l'éducation correctionnelle dans leur pays, tous vous répondront : C'est de votre loi de 1850 que cet essor date ; c'est de cette loi que nous relevons dans tout ce qui touche à la répression et à l'amélioration de la jeunesse coupable. » (1) Si, en 1850, nous avons mérité de tels hommages, avons-nous depuis maintenu notre prestige ? Nous avons innové, et sous une pluie d'éloges nous nous sommes contentés, par la suite, de regarder évoluer les autres, nous reposant déjà après l'effort. Il nous sera d'ailleurs permis de le constater dans le cours de cette étude lorsque nous aborderons les systèmes étrangers.

Quelles étaient donc les nouveautés de cette loi ?

Avant de rentrer cependant dans l'étude de ce texte, nous indiquerons en quelques lignes, les vues du législateur de cette époque, grâce auxquelles nous suivrons avec plus d'attention encore sa pensée.

Il fallait d'abord confier le soin de la jeunesse coupable à l'administration pénitentiaire puisqu'il s'agissait de voleurs, de meurtriers et qu'une peine pouvait être prononcée pour la répression de ce délit ou de ce crime.

Au service de l'enseignement, car ces enfants en sont encore à l'âge de l'école.

A l'Assistance publique, car très souvent la misère des parents a dû être la cause de tous ces écarts.

Au placement individuel dans les familles, car l'enfant est fait pour vivre en famille, et si la sienne est indigne ou incapable de satisfaire à ce besoin, il importe de lui en donner une autre.

Partant de ces quelques idées maîtresses que nous venons de poser, le législateur se mit à l'ouvrage et posait ses premiers jalons, en inscrivant au premier plan dans son article 1^{er} que « les jeunes détenus des deux sexes devraient recevoir une éducation morale religieuse et professionnelle », sa pensée exprimée par ces quelques

(1) Henri Joly, *L'Enfance coupable*, page 197.

mots, il opérerait aussitôt une distinction entre garçons et filles. Pour faciliter notre tâche, nous suivrons donc ce plan et étudierons simultanément ces deux catégories de mineurs délinquants.

§ 1. — *Pour les jeunes garçons*

La loi du 5 Août 1850 classe ces jeunes délinquants en 4 catégories selon leur condition juridique :

1° Les prévenus, les accusés et les condamnés en vertu de l'article 67 ou de l'art. 69 à six mois d'emprisonnement et au-dessous. Ces prévenus et ces condamnés subiront leur détention et leur peine dans la maison d'arrêt desservant le Tribunal qui aura statué — mais afin d'écarter ces enfants de tout contact immédiat avec les adultes, le législateur a ajouté dans l'article 2, le complément indispensable de cette disposition en spécifiant que « dans les maisons d'arrêt, un quartier distinct est réservé aux jeunes détenus. »

2° Les acquittés en vertu de l'article 66 comme ayant agi sans discernement et non remis à leurs familles.

Ceux-ci, d'après l'article 3 de la loi, « doivent être conduits dans une Colonie Pénitentiaire pour y être élevés en commun, sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. » Nous soulignerons aussitôt en passant la portée un peu trop exclusive de ce texte. Le législateur de cette époque ne semble préconiser que les travaux des champs, il parle bien des différentes industries qui s'y rattachent, mais sont-elles suffisantes pour offrir après un stage assez long des débouchés susceptibles d'apporter une situation en rapport avec le milieu dans lequel l'enfant risque de se trouver plus tard ? Nous verrons d'ailleurs plus loin dans cette étude que cette disposition quelque peu rigoureuse de la loi du 5 Août 1850 a été adoucie par la création de centres industriels, comme Aniane par exemple.

3° Les condamnés en vertu de l'article 67 ou de l'article 69 à plus de six mois et à moins de deux ans.

Comme les précédents, ils doivent être envoyés dans des colonies pénitentiaires. Nous relevons ici une lacune du texte, car il s'agit des mêmes colonies pénitentiaires dont nous parlions pour la catégorie précédente. Condamnés et acquittés vont se trouver mêlés. Aussi, par scrupule sans doute, a-t-on indiqué à toutes fins utiles que les condamnés avant d'être occupés aux travaux ordinaires de la Colonie et par conséquent avant de se trouver en contact direct avec les acquittés, seraient occupés à des travaux sédentaires pendant trois mois et renfermés dans un quartier distinct (art. 4 de la loi). Cette différence que nous constatons entre ces deux catégories d'enfants et qui aurait un intérêt pratique primordial, doit-elle retenir davantage notre attention, s'il ne nous est pas permis de la cons-

tater en fait ? Nous aurons d'ailleurs à nous étendre plus longuement sur ce point lorsque nous traiterons de la mise en application de la loi du 5 Août 1850.

4° Les condamnés à plus de deux ans d'emprisonnement en vertu de l'article 67 et les insubordonnés des colonies pénitenciaires.

Pour cette double catégorie d'enfants, la loi prévoit dans son article 10 « des colonies correctionnelles à établir soit en France, soit en Algérie ». Conformément à l'article II, ces détenus devaient « pendant les six premiers mois être soumis à l'emprisonnement et appliqués à des travaux sédentaires et, à l'expiration de ce terme, le directeur pouvait, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la dite colonie. »

Avant de clore ce paragraphe concernant les garçons, à titre indicatif nous mentionnerons l'absence de dispositions pour les garçons envoyés en correction paternelle. Quelles étaient les mesures employées à leur égard en 1850 ? Ils étaient maintenus dans des prisons de droit commun comme les derniers des malfaiteurs.

§ 2. — *Pour les jeunes filles*

Le législateur de 1850 nous paraîtra avoir eu ici beaucoup trop de courtoisie pour la confiance trop grande qu'il paraît avoir voulu porter au sexe féminin. Il a prescrit, en effet, pour elles, l'ouverture de maisons pénitenciaires.

Comme nous le voyons déjà, la dénomination n'est plus la même. Il ne s'agit plus de « Colonies », mais de « Maisons » pénitenciaires. La loi de 1850 ne crée pas non plus pour elles des maisons pénitenciaires différentes selon leur condition juridique. Ces maisons pénitenciaires recevront indistinctement :

1° Les acquittées en vertu de l'article 66 comme ayant agies sans discernement et non remises à leurs parents.

2° Les condamnées en vertu des articles 67 et 69 à l'emprisonnement pour une durée quelconque.

3° Enfin les mineures détenues par voie de correction paternelle, que la loi n'a point passé sous silence comme précédemment pour les garçons.

Nous ne tarderons cependant pas davantage pour indiquer que l'administration pénitenciaire a voulu aussitôt combler cette lacune de la loi de 1850 en créant des quartiers correctionnels rattachés aux maisons pénitenciaires pour les condamnées à plus de deux années d'emprisonnement et pour les insubordonnées.

Avant de terminer cette analyse de la loi du 5 Août 1850, nous rappellerons que ces dispositions s'étendent aux établissements privés. Ce texte législatif encourageait en effet l'initiative privée et les associations libres à créer des écoles ou colonies sous le contrôle et

la surveillance de l'Etat. L'Etat ne devait fonder d'écoles à lui que si au bout de cinq ans, il ne s'en trouvait pas d'assez nombreuses et de qualité suffisantes.

A côté de toutes autres dispositions, elle permettrait d'abrégier la détention, par placements extérieurs dans des familles honorablement connues. Elle stipulait enfin qu'à leur libération les jeunes détenus seraient placés au moins pendant trois années sous le patronage de l'Assistance Publique.

Ayant tracé en quelques traits cette loi du 5 Août 1850, il nous reste à présent à voir comment elle fut mise en application et quels furent ses résultats.

Section III. — Mise en application de la loi du 5 Août 1850

Ces principes posés, il restait au législateur d'en ordonner l'exécution. Les mesures qu'il prescrivait allaient-elles donner un résultat immédiat ? Dans le doute ou faute de crédits suffisants, comme il l'avait d'ailleurs prévu, il préféra laisser à l'initiative privée la responsabilité de l'expérience, et ce n'est que très timidement qu'il créa quelques établissements publics.

Les résultats devaient démontrer que, seule, l'initiative privée ne pouvait donner de bons résultats.

Parmi toutes ces âmes charitables et ces gens d'élite que seul un sentiment de philanthropie animait, il devait se trouver dans leurs rangs quelques spéculateurs qui, sous le manteau de la charité, ne cherchaient qu'à relever leurs finances. L'enfant n'était pour ces derniers qu'un moyen et non un but. Quelques chiffres viennent confirmer cet état de choses. Si nous parcourons en effet quelques années, prenant comme point de départ un peu avant la loi du 5 Août 1850 pour aboutir seulement en 1891, date à laquelle les Pouvoirs publics commencèrent à s'émouvoir, nous constaterons avec peine, une augmentation toujours croissante de délits ou de crimes commis par des mineurs de moins de 16 ans.

En 1841	on comptera	13.500	délits
En 1851	»	21.000	»
de 1851 à 1861	»	25.000	»
de 1861 à 1872	»	28.000	»
de 1872 à 1881	»	34.500	»
En 1891	»	36.000	»

Les chiffres atteints de 1872 à 1881 de 34.500 délits marquent l'apogée de l'accélération de ce mouvement. Vingt-deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, on ne pouvait que constater la faillite des colonies privées. Il fallait agir sans plus tarder pour mettre un frein à cette criminalité juvénile qui ne faisait que s'accroître.

C'est ainsi que M. Louis Puibaraud, membre du Conseil supérieur des Prisons, fut chargé par le « Comité de Défense des Enfants traduits en justice » le 5 Juin 1895 d'étudier la question : « De la nécessité d'organiser des établissements pénitentiaires de divers degrés pour les différentes catégories de mineurs de 16 ans, mis à la disposition de l'Etat, par jugement des tribunaux ». (1) Comme on peut s'en apercevoir nous-même par la question même qui fut posée à M. Puibaraud, on doutait déjà à cette époque de l'efficacité de la loi de 1850. Dans quelle mesure en effet cette loi avait-elle été appliquée pour que vingt-deux ans après on envisagea la création d'établissements publics appropriés ?

La réponse ne tardera pas à venir. La loi de 1850 n'était pas applicable sur-le-champ pour des raisons que nous allons voir et elle présentait de plus quelques lacunes qu'il convenait de combler.

Prenons en effet les mineurs de seize ans prévenus ou accusés, ils sont placés dans les maisons d'arrêt départementales qui, en 1893, sont au nombre de 365. Sur ce nombre, combien y en a-t-il de cellulaires pour se conformer au désir manifesté par le législateur dans son article 2 qui veut éviter tout contact entre ces enfants et les adultes ? A cette époque, 19 seulement le sont. Comme le disait M. Puibaraud « il n'a pas suffi de deux lignes d'une loi pour remuer des pierres ». (2)

Pour les enfants envoyés en correction paternelle par application des articles 375-376 et suivants du Code civil, oubliant les garçons, la loi de 1850 n'a pris de disposition que pour les jeunes filles en leur donnant pour compagnes et exemple des condamnées. Mais en 1893, que se passait-il en fait ? Exception faite pour Paris où la Petite Roquette hébergeait quelques « têtes dures de famille » et un établissement fondé par M. Demetz portant nom « La Maison Paternelle », annexe du Domaine de Mettray, ces jeunes enfants allaient chercher dans une maison d'arrêt une éducation que les parents s'étaient sentis incapables de pouvoir leur donner — nous n'avons qu'à nous rappeler ce que nous avons indiqué pour les mineurs prévenus sur le nombre restreint des prisons cellulaires et nous pouvons ainsi juger par nous-mêmes de l'efficacité d'un tel enseignement !

Aussi pour remédier à de tels inconvénients est intervenue la loi du 4 Février 1893 en vue de hâter la mise en application de la loi de 1875 qui ordonnait la transformation cellulaire des prisons départementales. Elle a permis aux départements la rétrocession des Prisons à l'Etat ou la création de prisons interdépartementales et a prévu au besoin le déclassement d'office des prisons en commun

(1) M. Louis Puibaraud, *Les Maisons d'Education préventives et correctionnelles*, Essai d'un plan de réforme de la loi du 5 août 1850 sur les jeunes détenus, p. 3.

(2) Louis Puibaraud: *Les Maisons d'Education préventive et correctionnelles*, page 16.

qui ne satisfaisaient pas à certaines conditions d'hygiène et de sécurité. Mais cette loi n'a donné elle-même que peu de résultats.

Ce n'est que très lentement que cette réforme se réalisa. Elle se réalisa tout de même, non pas par la transformation des prisons mais par la sagesse des juges d'instruction qui veillent avec un soin tout particulier à ce que les jeunes détenus n'aient aucun contact avec les adultes.

Dans son ensemble aussi, la loi du 5 Août 1850 a trop tardé, faute de ressources, à réaliser tous les progrès qu'elle annonçait. Elle a tardé bien longtemps à établir pour les indisciplinés et pour les condamnés à plus de deux années d'emprisonnement, une colonie correctionnelle.

Nous n'avons sur ce point qu'à nous reporter au rapport de l'administration des prisons de l'année 1864. Il nous signale l'existence de 32 maisons d'éducation correctionnelle pour jeunes garçons (ce n'est que bien plus tard, en 1891, que fut ouverte à Cadillac (Gironde) la première maison pénitentiaire pour les filles) dont 6 sont des établissements publics dirigés par l'Etat et 26 des établissements privés. (1)

Des colonies correctionnelles proprement dites, prévues par l'article 10 de la loi du 5 Août 1850, on n'en trouve pas. Où sont donc placés les insubordonnés et les condamnés à plus de deux ans ?

Les insubordonnés sont envoyés dans d'autres colonies pénitentiaires et les condamnés sont transférés dans les mêmes établissements que les acquittés : violation de la loi. L'œuvre du législateur est restée lettre morte. Cette promiscuité ne pouvait qu'être funeste et regrettable. Les faits sont d'ailleurs là pour nous le prouver ; nous voulons parler de l'affaire du pénitencier de l'Île du Levant. M. L. Bonneville de Marsangy, avocat à la Cour Impériale de Paris, nous conte cette affaire dans son livre sur la moralisation de l'Enfance coupable ; la prenant comme exemple, nous la résumerons en quelques mots. (2)

En 1860, M. le Comte Pourtalès fondait une colonie pénitentiaire dans l'île du Levant (une des îles d'Hyères). Des désordres assez graves s'y manifestaient dès le début. En 1866 on y transféra de la Colonie St-Antoine un certain nombre de jeunes détenus. St-An-

(1) Pour pure valeur historique nous les énumérons :

Etablissements publics :

Les Douaires: Quartier de Gaillon; Saint-Antoine: Quartier de Rouen; Saint-Bernard; Saint-Hilaire.

Etablissements privés :

Bar-sur-Aube: Nancy; Bayel: Naumoncel; Bordeaux: Ostwald; Citeaux: Oullins; Fongombault: Petit-Quevilly; Grande-Trappe: Pezet; Guermahez: Sainte-Foy; Ile-du-Levant: Saint-Flour; Langonnet: Sté de Patronage de la Seine; La Loge: Toulouse; Le Lac: Vail Hanquès; Marseille: Val d'Yerre; Mettray: Villette; Montebtain.

(2) L. Bonneville de Marsangy: *Moralisation de l'enfance coupable*, p. 92.

toine, situé en Corse, était une Colonie publique dirigée par l'Etat, et abritait dans ses murs toute une population de jeunes malfaiteurs plus redoutables les uns que les autres. Leur arrivée dans l'île du Levant ne pouvait donc que susciter de nouveaux troubles. « Le contingent, dit l'acte d'accusation, était précédé d'une grande réputation d'indiscipline ; et quelques meneurs ne cachaient pas les espérances que leur laissait cette perspective. » (1)

Le résultat ne se fit pas attendre : révoltes, pillage, incendie, treize enfants brûlés et massacrés.

Après une telle leçon, on comprend dès lors la nécessité qu'il y avait d'agir.

Au seuil de cette étude, en parcourant les années, nous avons exposés très succinctement toute une évolution. Les hommes de cette époque croyaient voir en la loi du 5 Août 1850 un facteur stabilisateur. Cet espoir, comme nous l'avons vu, ne fut que de courte durée ; ils devaient s'apercevoir bien vite que tout cela n'était qu'illusion et que, malgré tous leurs efforts, tout était à refaire. La loi du 5 Août 1850 marque cependant, dans l'histoire de notre Droit Pénal, une base solide qui aurait dû nous permettre d'améliorer beaucoup mieux que nous ne l'avons fait jusqu'à présent le sort de l'Enfance coupable. De nombreuses lois et décrets sont venus par la suite, très timidement, réglementer cette question sans apporter de solutions bien satisfaisantes. Il serait trop long d'étudier maintenant tous ces textes séparément, nous nous bornerons à les indiquer afin de ne point laisser dans l'ombre les efforts de nos législateurs et surtout pour montrer leurs hésitations en la matière :

Loi du 19 Avril 1898 sur les enfants assistés qui permettait la remise du mineur non seulement aux colonies pénitenciaires mais aussi à l'Assistance publique.

Loi du 28 Juin 1904 visant les actes d'immoralité, de violence ou de cruauté commis par les pupilles de l'Assistance publique.

Loi de 1906 reportant la majorité pénale à 18 ans et fixant la limite de la durée de l'éducation corrective à 21 ans.

Loi du 11 Avril 1908 édictant, dans un but d'humanité, des précautions à prendre pour les mineurs de 18 ans se livrant à la débauche ; loi restée d'ailleurs inappliquée et qu'est venue seconder celle du 24 Mars 1921 sur le vagabondage pour en tourner les difficultés d'application, créant cependant une situation rendue inquiétante par son manque de sélection. Nous verrons plus loin, au cours de cette étude que cette loi a été à nouveau modifiée par le décret-loi en date du 31 Octobre 1935.

(1) Mêmes références.

CHAPITRE II

LA LOI DU 22 JUILLET 1912

Enfin la loi du 22 Juillet 1912 dite sur les « tribunaux pour enfants » créant une période d'irresponsabilité jusqu'à 13 ans, est venue instaurer une juridiction spéciale. Sans vouloir trop nous appesantir sur ce texte, il nous incombe cependant de signaler les nouveautés apportées, sur les points seulement qui nous intéressent. Elle crée d'abord une période d'irresponsabilité pénale où l'enfant ne pourra plus être traduit devant une juridiction répressive.

Article 1^{er}. — « Le mineur de l'un ou de l'autre sexe de moins de 13 ans, auquel est imputé une infraction à la loi pénale, qualifiée crime ou délit, n'est pas déféré à la juridiction répressive.

« Il pourra être soumis, suivant les cas, à des mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation, de réforme et d'assistance qui seront ordonnées par le Tribunal civil statuant en Chambre de Conseil. »

Quant aux mesures à prendre par la Chambre du Conseil, elle prévoit dans son article 6 :

1° La remise de l'enfant à sa famille.

2° Le placement jusqu'à la majorité soit chez une personne digne de confiance, soit dans un asile ou un internat approprié soit dans un établissement d'anormaux soit dans une institution charitable, reconnue d'utilité publique, ou désignée par arrêté préfectoral.

3° Remise à l'Assistance publique. Nous verrons tout à l'heure sur ce point combien est grande la pénurie des établissements d'anormaux, à part ceux apportés par l'Alsace-Lorraine. Quant à l'internat approprié, il ne reçoit que les mineurs de 13 ans ; on en compte seulement deux : un public à Chanteloup, dépendance de la Colonie de St-Hilaire (Maine-et-Loire) ; un privé à Frasnelle-le-Château (Haute-Saône).

En vertu de son article 21, elle décide que lorsque le prévenu ou l'accusé aura plus de 13 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, à une personne ou à une institution charitable ou conduit dans une colonie pénitentiaire, pour y être élevé ou détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint l'âge de 21 ans.

Enfin la loi du 22 Juillet 1912 inaugure le système de la liberté surveillée (articles 6 et 20) mesure mixte, intermédiaire entre la remise aux parents et l'envoi en correction. Nous n'en parlerons pas puisque nous limitons notre étude aux maisons d'éducation surveillées et aux différents patronages, œuvres privées susceptibles de pouvoir recevoir des mineurs délinquants.

Cette loi de 1912, qui réalisa en matière d'enfance coupable un progrès très sensible, fut modifiée à plusieurs reprises (22 février 1925 ; 26 mars 1927 ; 30 mars 1928).

A la suite de toutes ces décisions législatives qui se sont ainsi échelonnées au cours des temps, le législateur, peut-être heureux de toutes ces réformes successives, paraît avoir voulu couronner son œuvre par le décret du 31 Décembre 1927 remplaçant l'ancienne appellation « Colonie pénitentiaire et correctionnelle » par celle de « Maison d'Education Surveillée ». (1) Changeant le mot, il croyait peut-être changer la chose. A titre indicatif, mentionnons que les dénominations d' « Ecoles de Préservation » pour les établissements de jeunes filles et d' « Ecole de Réforme » pour l'établissement de St-Hilaire ont été maintenues.

Que devons-nous conclure de toute cette évolution ? Tous les efforts fournis par nos législateurs ont-ils suffi pour permettre aux enfants de se redresser et devenir plus tard des hommes ? Nous pouvons sans hésitation répondre négativement. Au cours de l'étude à laquelle nous allons pouvoir nous livrer maintenant, nous nous apercevrons du manque d'organisation et du manque de sélection entre jeunes détenus qui compromettent l'amendement de ces jeunes coupables.

Avant de clore cette partie historique de notre sujet et avant de nous acheminer sur ces maisons pour Enfants et d'aller frapper à leurs portes, nous exposerons très brièvement les derniers efforts fournis par l'Administration pénitentiaire.

Nous avons vu précédemment que la loi du 5 Août 1850 prévoyait pour les condamnés à plus de deux années d'emprisonnement et pour les insubordonnés des autres colonies des colonies correctionnelles à établir soit en France soit en Algérie et que cette mesure n'avait pas été mise en application. A l'heure actuelle nous constatons avec plaisir qu'il existe deux établissements affectés spécialement à ces catégories de délinquants :

La maison d'Education surveillée d'Eysses, par Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) pour les garçons.

(1) La Cour de Cassation a décidé, dans un arrêt, en date du 7 décembre 1932, (Gaz. du Pal. 7 janvier 1933) que l'appellation de « Maisons d'Education surveillée » n'était pas légale, qu'elle était purement administrative. La Cour de Cassation avait décidé, de même, depuis la loi du 12 avril 1906, pour l'appellation de « Maison de Correction ». Cap. 30 mai 1924 (S., 1924. 1. 144)

L'école de préservation de Clermont (Oise) pour les jeunes filles. A côté de cette mesure qui s'imposait depuis longue date, l'Administration Pénitentiaire a réalisé dans un autre ordre d'idée des réformes salutaires. Elle a séparé les tuberculeux ganglionnaires et osseux (Belle-Ile-en-Mer), les syphilitiques (Eysses, Doullens), les ruraux (Belle-Ile, St-Maurice), les urbains (Aniane).

Enfin, pour bien montrer au public ses bonnes intentions, elle a dénommé ses gardiens « Moniteurs », mais à faire une telle réforme, n'aurait-elle pas dû, alors, leur supprimer leurs uniformes et leur ôter ainsi cet aspect de sévérité, leur donner au moins l'apparence d'une douceur paternelle ?

En dernier lieu, signalons les nouveaux décrets-lois concernant l'enfance.

C'est le décret-loi du 27 octobre 1935 sur le personnel des Colonies pénitentiaires.

Celui du 31 octobre 1935 modifiant la loi de 1921 sur le vagabondage des mineurs ; enfin, à la même date, deux autres décrets-lois, l'un modifiant la correction paternelle, l'autre modifiant l'article 2 de la loi du 28 juin 1904 sur les Pupilles difficiles de l'assistance publique.

Ceci dit, il nous incombe maintenant de visiter dans le détail ces établissements destinés à recevoir les mineurs délinquants. Nous ne parlerons pas du lieu de détention des prévenus et des condamnés à moins de six mois d'emprisonnement, puisque, comme nous l'avons précédemment indiqué, ils sont placés à l'abri de toute promiscuité possible dans les maisons d'arrêt départementales. Plus tard, dans le projet de réforme que nous proposerons, nous leur ferons une place et nous indiquerons comment il serait possible de les traiter autrement que par un isolement absolu.

Nous traiterons donc d'abord « des internats appropriés » chargés de recueillir les mineurs au-dessous de 13 ans.

Passant ensuite aux mineurs de 13 à 18 ans, nous étudierons les maisons d'éducation surveillée et dirons quelques mots des établissements privés.

Il nous sera alors permis de porter une appréciation sur notre système actuel et de pouvoir le critiquer dans une juste mesure.

TITRE II

Le Régime Pénitentiaire des Mineurs Délinquants

L'historique auquel nous nous sommes livrés, au début de cette étude, serait peut-être suffisant pour nous permettre de supprimer ces quelques idées générales. Il nous paraît cependant indispensable en quelques lignes de dresser ici même un schéma qui nous indiquera la route à suivre.

Pour connaître les différents établissements qui sont appelés à recueillir les mineurs délinquants, il y a lieu tout d'abord d'opérer une distinction entre ceux affectés aux jeunes garçons et ceux affectés aux jeunes filles.

I. - LA POPULATION DES JEUNES GARÇONS EST RÉPARTIE ENTRE QUATRE SORTES D'ÉTABLISSEMENTS

1°. - Les Prisons départementales qui sont appelées à recevoir les prévenus et les condamnés à six mois ou à moins de six mois d'emprisonnement, dont nous ne parlerons pas.

2°. - Les colonies pénitentiaires établies conformément à la loi du 5 août 1850 qui reçoivent les mineurs de 13 à 18 ans acquittés comme ayant agi sans discernement et non remis à leurs familles et les condamnés de six mois à deux ans d'emprisonnement.

3°. - Les colonies correctionnelles destinées à recevoir les insubordonnés des autres colonies, les condamnés à plus de deux ans d'emprisonnement et les relégables (loi du 27 juin 1885).

4°. - Les internats appropriés qui sont des établissements tout à fait distincts des colonies pénitentiaires et qui, d'après la loi du 22 juillet 1912, ne reçoivent que les enfants au-dessous de 13 ans qui ne sont soumis par la Chambre du Conseil qu'à des mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation, de réforme et d'assistance. Contrairement au plan que nous indiquons ici même, nous traiterons de ces écoles en premier lieu, car elles forment en somme un îlot tout à fait indépendant du reste des autres établissements.

II. - QUANT AUX JEUNES FILLES, elles sont réparties dans des maisons pénitentiaires du même type. Nous n'en parlerons, plus loin, d'ailleurs que très brièvement, le reproche que nous pourrions faire aux premiers établissements s'appliquent de même aux seconds.

Indiquons enfin que dans l'esprit de la loi du 5 août 1850, les colonies publiques devaient seulement pourvoir à l'insuffisance des colonies privées. Aujourd'hui, elles se sont imposées à nous par la disparition de colonies privées qui ont disparu soit par la faute de ressources, soit par suite de la suppression des congrégations religieuses qui les desservaient. L'initiative privée a cependant bien reprise dans ce domaine mais pas suffisamment pour atténuer les résultats fâcheux des colonies publiques. Nous trouverons donc parmi les colonies pénitentiaires des colonies publiques et des colonies privées. Les premières sont créées et administrées par l'Etat ; les secondes sont bien administrées par de simples particuliers mais placées sous la surveillance de l'Etat qui leur alloue en retour quelques subventions.

CHAPITRE I

DES INTERNATS APPROPRIÉS

Comme nous l'avons précédemment indiqué, l'internat approprié est une formation qui ne reçoit que des sujets de moins de 13 ans. On en compte deux : un public, à Chanteloup, un privé à Frasnelle-Château (Haute-Saône). Nous ne parlerons que du premier.

L'INTERNAT APPROPRIÉ DECHANTELOUP (Maine-et-Loire)

L'internat approprié de Chanteloup a une origine fort ancienne. Si nous en rapportons ici en quelques lignes l'histoire, ce n'est que pour montrer que l'idée de séparer les tout jeunes enfants des adolescents, n'est pas nouvelle, mais remonte au lendemain de la loi du 5 août 1850. Comme nous allons le voir, son organisation a changé, son but en est resté le même.

Les seules écoles de réforme que nous avons autrefois, étaient tenues par des religieuses. Pour quelles raisons l'Etat voulut-il avoir pour lui des écoles de ce genre ? M. Henri Joly nous en donne l'explication : « Un des chefs les plus connus de notre administration pénitentiaire, nous dit-il, crût qu'il y avait là, pour l'Etat proprement dit, une marque d'infériorité inacceptable. (1) C'est alors que le Directeur de Saint-Hilaire fut chargé de créer chez lui, sans délai et presque sans ressources, une grande école de réforme. « Il nous faut cela dans un mois. Nous ne pouvons pas demander de crédit spécial. Débrouillez-vous. » (2) Tels furent les ordres donnés. Devant un tel ultimatum, le Directeur de Saint-Hilaire, obligé de s'exécuter, avisa chez lui la ferme de Chanteloup qu'il aménagea tant bien que mal. Un instituteur et ses deux filles furent chargés d'éduquer

(1) Henri Joly : *A la recherche de l'Education correctionnelle à travers l'Europe*, page : 66.

(2) Henri Joly : *A la recherche de l'Education correctionnelle à travers l'Europe*, page : 66.

les enfants qui allaient leur être confiés. Le principe, excellent dans sa nature, ne devait recevoir qu'une application bien défectueuse. Il y avait trop de lien de dépendance entre Saint-Hilaire et Chanteloup. On ne devait parer à un tel état de chose que bien plus tard. La loi du 22 juillet 1912, établissant la minorité pénale à 13 ans, et la Chambre du Conseil ne pouvant prendre à l'égard des enfants de moins de 13 ans que des mesures d'éducation et de surveillance, on se vit dans l'obligation d'avoir des établissements tout à fait distincts et spécialisés à cet effet. C'est ainsi qu'en octobre 1917, l'Internat approprié de Chanteloup devint indépendant de Saint-Hilaire. C'est peut-être pour cette raison qu'à l'heure actuelle la colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire se nomme Ecole de Réforme et non comme les autres Maisons d'Education Surveillée.

Toute la documentation que nous allons fournir ici sur cet Etablissement, provient d'un rapport fait par M^r François Clerc et Henri Van Etten, au Comité pour la Diminution du crime à Paris après une visite à l'Internat approprié de Chanteloup.

Sans vouloir attacher une importance capitale au cadre et aux bâtiments proprement dits, nous en ferons cependant une très brève description. Ceci fait, nous porterons notre attention sur d'autres points : c'est-à-dire les enfants que nous y rencontrerons, le personnel chargé de les surveiller et enfin le système appliqué au point de vue éducatif. Ce sont d'ailleurs les seuls points vraiment importants qui puissent nous donner une idée exacte de la chose et qui puissent nous aider à nous prononcer sur les résultats qui peuvent être obtenus.

Section I. — Description des lieux

Situé dans une ancienne ferme, l'Internat approprié de Chanteloup, forme un petit hameau à environ 3 kilomètres de Fontevault (Maine-et-Loire). M. Van Etten nous en fait la description suivante : « Une cour rectangulaire, plantée d'accacias, bordée par deux bâtiments et par de hauts murs ; toutefois, ajoute-t-il, le portail est toujours ouvert. (1) Dans le premier corps de bâtiments on trouvera : salles d'hydrothérapie, chauffage central, infirmerie, les bureaux et un logement pour une monitrice. Nous trouverons dans l'autre bâtiment, beaucoup plus de vie, ou plutôt beaucoup plus d'activité et de mouvement. Deux classes, chacune de 20 à 30 élèves, ornées des dessins des enfants ; une chapelle. Le réfectoire séparé des classes par un vestibule, apporte aux jeunes enfants un confort très suffisant. Les enfants mangent dans la porcelaine et se servent de couverts ; chacun a sa serviette et son verre, sur les tables il y a des nappes. Nous verrons plus loin que le régime est loin d'être le même dans les maisons d'Education Surveillée.

(1) Rapport de MM. Henri Van Etten et François Clerc au Comité pour la Diminution du crime à Paris. (1931).

Quant aux dortoirs, situés au premier étage du même établissement, ils sont au nombre de deux. Selon l'expression même de l'administration, chacun contient cinquante « chambrettes ». Ces « chambrettes » sont de simples box séparés les uns des autres par une muraille de briques décorée selon les goûts et les affinités de leur locataire.

L'hygiène y est convenable et les soins médicaux assez réguliers. Le médecin vient à l'Internat deux fois par semaine et y examine les enfants qui lui paraissent chétifs. Il inspecte aussi les locaux et la nourriture. Deux fois par an, un dentiste passe dans l'établissement et y opère une inspection générale de toutes les bouches. Un spécialiste des yeux et voies respiratoires fait, lui aussi, une inspection bi-mensuelle. Signalons, enfin, l'installation de 15 douches et 5 baignoires. A l'exception des dortoirs, tous les locaux sont munis du chauffage central.»

Section II. — Les Pupilles

Nous n'aurons que quelques mots à dire à leur sujet. Comme nous l'avons déjà indiqué, seuls les garçons de moins de 13 ans y sont admis. Leur nombre varie entre 60 et 70. Nous trouverons d'abord des enfants envoyés là par ordre des Tribunaux Civils siégeant en Chambre de Conseil (Art. 1 et art. 6, loi du 22 juillet 1912) ensuite des sujets difficiles des Pupilles de la Nation, enfin des mauvais sujets de l'assistance publique.

En pratique, tous ces enfants n'entrent à Chanteloup qu'à partir de 7 ans. On tolérerait 6 ans, mais ce serait dans un cas exceptionnel.

A son entrée dans l'Internat, le Pupille subit une visite médicale, passant ensuite entre les mains de la Directrice il y reçoit les conseils d'usage. Les visites indispensables achevées, le jeune pupille revêtira un petit costume bleu marine et un peu dépaysé, rejoindra ses nouveaux camarades. Une nouvelle vie va commencer pour lui; on va s'efforcer de lui enseigner le bien, ou mieux, de lui faire oublier le mal.

Section III. — Le personnel et ses méthodes éducatives

§ 1. — *Le personnel*

Nous indiquerons immédiatement que tout le personnel est féminin et mettant à part un seul moniteur homme chargé de l'approvisionnement de l'établissement et de faire des courses. Ce dernier ne nous intéresse pas puisque n'ayant aucun rapport direct avec les pupilles.

Nous trouvons à la tête de l'établissement une directrice assumant en même temps que la direction de la maison et de l'enseignement, les fonctions de comptable. A ses côtés deux institutrices donnant

chaque jour 5 heures de classe et présidant l'étude du soir. Enfin, pour assumer la garde des enfants et leur surveillance générale, six monitrices, qui par mesure d'économie, doivent assurer le service du nettoyage, de la cuisine et de la lingerie.

D'après ces quelques données, nous pouvons aisément porter une appréciation sur cette organisation intérieure et sur les charges trop lourdes imposées à chaque membre du personnel. Quelle influence peut avoir en effet, une monitrice sur un enfant lorsque l'administration la met au rang d'une femme de chambre ? D'un autre côté, on peut douter sur un recrutement heureux de monitrices après un tel cumul de fonctions ; et c'est pourtant d'elles que dépend l'éducation de l'enfant et son redressement.

§ 2. — *Education.*

Nous indiquerons tout d'abord qu'il n'y a pas ici de préparation professionnelle, on ne peut pas en effet préparer à un métier un enfant de moins de treize ans. Ce n'est d'ailleurs pas le but de l'établissement qui doit se borner uniquement à instruire et à éduquer. Cependant la Directrice étudiant chaque enfant séparément, d'après leurs tendances et leurs goûts personnels, tâche malgré tout à orienter chaque pupille à la sortie de l'Internat vers telle ou telle profession.

Comme nous venons de le dire, le but principal de l'Internat de Chanteloup est donc d'instruire et d'éduquer, de préparer en somme l'enfant à la classe en leur donnant tout au moins, ce minimum de science indispensable à tout être humain. Afin de faciliter cette tâche, les pupilles seront divisées en sections selon leur développement intellectuel :

3 sections de grands ;

1 section de moyens ;

1 section de petits.

Chaque section comprend environ une dizaine d'enfants et sera placé sous la direction d'une monitrice. Les sections, ainsi formées, seront tout à fait indépendantes les unes des autres. L'enfant ne joue et ne prend ses repas qu'avec ceux de sa section.

Au point de vue de l'enseignement scolaire, les pupilles reçoivent le même enseignement que celui qui est donné dans les écoles primaires et se trouvent répartis en deux classes selon leur degré d'instruction. Exception faite pour le Dimanche et le Jeudi, les classes ont lieu chaque jour, matin et après-midi, suivies le soir de 5 heures à 7 heures d'une étude surveillée.

L'éducation religieuse n'est point délaissée et semble occuper ici une place assez prépondérante. En effet, à Chanteloup, tous les enfants suivent le catéchisme et font leur première communion. Un prêtre des environs s'occupe pour cela lui-même des enfants et vient

à l'Internat chaque dimanche pour dire la messe et chaque jeudi pour le catéchisme.

Si, comme nous pouvons le voir, l'enfant est occupé toute la journée par son travail, il a cependant quelques heures de repos durant lesquelles il pourra se détendre dans un parc de 80 hectares, où des jeux seront mis à sa disposition (baskett-ball, portique). Chaque jour a lieu d'ailleurs en plein air une leçon de gymnastique, afin de développer le corps en même temps que l'esprit.

Quant aux moyens disciplinaires, ils ne consistent qu'en de simples pénitences comme: la mise au piquet et la mise au pain sec, avec limite d'un repas. Il n'y a pas de cellule à Chanteloup.

Les récompenses sont les mêmes que celles des colonies pénitenciaires: inscription au Tableau d'Honneur, permission, placement familial, remise à la famille.

Pour l'alimentation, d'après le témoignage de M. Henri Van Etten, elle est saine et abondante.

Telle est, en quelques mots, la vie menée par ces jeunes enfants, à Chanteloup. Le caractère pénitenciaire n'existe pour ainsi dire pas dans cet établissement, il ne s'agit que d'une école, une école dont le régime est peut-être plus dur que dans les autres, mais qu'une directrice toute dévouée tache d'adoucir en donnant à ses pupilles, l'impression de la liberté. En effet, chaque fois qu'il y a carroussel à Saumur ou à Fontevrault, on y transporte tous les enfants, et le passant qui les y rencontrerait se tromperait sans nul doute sur leurs antécédents.

Ayant atteint l'âge de treize ans, l'enfant quittera l'établissement. La Directrice, afin de ne pas le perdre de vue, s'efforcera de le placer dans le voisinage. Quand le placement sera impossible, on saisira le tribunal qui statuera sur leur sort.

En conclusion, de cette étude sur l'Internat approprié de Chanteloup, nous ne pourrions qu'approuver la marche de cet établissement, et ne formuler qu'une seule critique pour les monitrices dont les fonctions ne répondent pas toujours au but principal qu'elles doivent poursuivre. Nous avons d'ailleurs déjà soulevé plus haut cette remarque et n'insisterons pas d'avantage sur ce point.

A Chanteloup, le but est donc atteint, le redressement moral de l'enfant s'y opère assez facilement. Il y a, bien entendu, des indomptables qui seront à leur sortie aussi pervers qu'à leur rentrée. Peut-on en attribuer la cause à un défaut de surveillance ou d'éducation, nous ne pensons pas. Ce sont plutôt des incurables ou des malades à soigner encore pendant de longues années et qu'il faudrait recueillir dans d'autres établissements à cette seule fin. Malheureusement il n'en sera pas ainsi, ou bien ils regagneront le taudis ou bien ils iront retrouver leurs grands frères dans quelques colonies pénitenciaires d'un tout autre genre pour mieux se perfectionner encore dans leurs vices.

CHAPITRE II

LES MAISONS D'ÉDUCATION SURVEILLÉE

LES COLONIES CORRECTIONNELLES

Le titre même de ce chapitre nous indique le plan à suivre à présent à travers notre randonnée parmi les colonies pénitentiaires. Dans une *première section* nous traiterons des Maisons d'Éducation surveillée proprement dites chargées de recueillir les mineurs de 13 à 18 ans ou acquittés comme ayant agi sans discernement, non remis à leur famille et les mineurs condamnés de six mois à deux ans d'emprisonnement.

Dans une *deuxième section* nous étudierons les colonies pénitentiaires destinées à recevoir les insubordonnés des autres colonies et les mineurs condamnés à plus de deux ans d'emprisonnement.

Section I. — Des Maisons d'Éducation surveillée

Si les journalistes-écrivains nous ont épouvanté par leurs récits dramatiques sur ces institutions publiques ou ces bagnes d'enfants, comme ils les nomment, nous ferons ici abstraction de leurs récits, pour décrire ces établissements avec plus d'impartialité.

Ce sont pour les garçons :

La Maison d'Éducation surveillée d'Aniane (Hérault) pour les mineurs de 16 à 21 ans, préparés aux professions industrielles urbaines.

La Maison d'Éducation surveillée de Belle-Ile-en-Mer (Morbihan) pour les mineurs de 17 à 21 ans préparés aux métiers ruraux et industriels ou ayant des antécédents judiciaires. Signalons ici une section maritime et un quartier spécialement affecté pour les mineurs tuberculeux, ganglionnaires et osseux curables.

L'Ecole de Réforme de Saint-Hilaire (par Fontevrault) (Maine-et-Loire) : pour les mineurs de 13 à 16 ans préparés à l'artisanat rural et aux professions agricoles.

La Maison d'Éducation surveillée de Saint-Maurice à la Motte Beuvron (Loir-et-Cher) : pour les mineurs de 16 à 18 ans qui se destinent à l'artisanat rural et aux professions agricoles.

Le Sanatorium de Bellevue (par Fontevrault - Maine-et-Loire) pour les tuberculeux pulmonaires curables.

Enfin la Maison d'Éducation surveillée d'Eysses par Villeneuve-sur-Lot pour les mineurs qui ont été condamnés à plus de deux ans d'emprisonnement ainsi que pour les insubordonnés des autres établissements dont nous ne parlerons d'ailleurs que dans notre deuxième section, à cause de son caractère tout à fait spécial.

Quant aux *jeunes filles*, le nombre en est encore beaucoup plus réduit, nous aurons :

L'Ecole de Préservation de Cadillac (Gironde) : pour les mineures de 13 à 16 ans.

L'Ecole de Préservation de Doullens (Somme) : pour les mineures de 16 à 18 ans, comprenant un dispensaire prophylactique pour les mineures atteintes de maladies vénériennes et une maternité avec une pouponnière pour les mineures enceintes ou ayant un enfant en bas âge.

L'Ecole de Préservation de Clermont (Oise) : pour les mineures de 18 à 21 ans ayant encouru déjà une condamnation antérieure ainsi que pour les insubordonnées des autres établissements, qui est en somme, le symétrique de la Maison d'Education surveillée d'Eys-
ses pour les garçons.

Nous ne traiterons pas successivement les différents établissements. Les critiques que nous pourrions formuler sur l'un d'entre eux devant s'appliquer également aux autres. Pour les Maisons d'Education surveillée proprement dite nous prendrons de préférence comme type Aniane, puisqu'il nous a été donné de le visiter avec un groupe d'étudiants en Droit sous la direction compétente de M. Legal, le distingué professeur de Droit pénal de la Faculté de Montpellier, apôtre dévoué de la cause de l'Enfance coupable. Pour les autres Maisons d'Education surveillée ayant un caractère repres-
sif plus marqué, nous porterons toute notre attention sur la Maison d'Education surveillée d'Eysses, aidés dans étude par la thèse de M. Henri Favre, présentée en 1933 devant la Faculté de Droit de Toulouse et par des documents fournis par la Ligue d'Etude et de Réforme du statut de l'Enfance délinquante à Paris.

LA MAISON D'EDUCATION SURVEILLEE D'ANIANE

Monsieur Louis Roubaud, dans son livre « Les enfants de Caïn » donne d'Aniane une description si pittoresque et si imagée que nous nous permettons de la reproduire ici-même.

« A trente kilomètres de Montpellier, par les vignes en vendan-
« ges, les « garrigues » pierreuses et les « pinèdes », c'est encore une
« abbaye de Bénédictins vieille de douze siècles.

« Mais en descendant le toboggan de route qui vous lance sur le
« gros village d'Aniane, vous apercevez d'abord de modernes bâti-
« ments carrés, une haute cheminée à panache de fumée noire.

« L'usine masque le couvent.

« Les pupilles vivent dans le cloître et travaillent à l'usine. Les
« galeries voûtées sont devenues des préaux ; on accède aux dortoirs
« par un bel escalier où court une rampe de fer forgé que Saint-
« Benoît, dit-on, caressa de ses mains pâles, et M. le Directeur habi-
« te « le logement du prieur ». (1)

(1) Louis Roubaud : *Les enfants de Caïn*, page 45.

Quelques mots gravés sur ses murs nous définissent avant d'y entrer ce qu'est la Maison d'Education surveillée d'Aniane. « Colonie Industrielle et Agricole d'Aniane ». Signalons aussitôt que le texte de la loi du 5 août 1850 a été élargi ici en créant un centre plus industriel qu'agricole. Nous ne pouvons d'ailleurs que louer cette initiative.

Sans l'apparition soudaine d'un gardien ou plutôt d'un moniteur, le visiteur, en pénétrant dans ces lieux, ressent une heureuse impression de calme et de douceur. Quelques fleurs attirent le regard et le rassurent. Ce charme est hélas vite rompu par le bruit sec d'un verrou que l'on vient de tirer derrière vous.

M. Vanderborgh, Directeur de l'établissement, nous accueille fort aimablement et après nous avoir exposé en quelques mots les méthodes d'éducation et de redressement employées chez lui, nous propose la visite des différents ateliers. Nous passerons sous silence la description des bâtiments très vieux que nous rencontrons, pour aller frapper aussitôt aux portes des ateliers et analyser ainsi la vie de ces jeunes délinquants, dans la colonie. C'est en nous rendant ainsi auprès d'eux que nous fûmes amenés à croiser un groupe de cinq à dix enfants munis de balais, qui, sous la surveillance d'un moniteur, s'apprêtaient à leur bien humble besogne. « Des nouveaux », nous dit le Directeur. Nous devons apprendre, en effet, qu'à son arrivée, le pupille n'est pas affecté immédiatement à un atelier et que pour déterminer ses aptitudes physiques et connaître son état mental, il est employé pendant un mois au moins au service général, c'est-à-dire nettoyage des cours et des bâtiments. Nous venions, sans nous en douter, de visiter le centre d'observation d'Aniane. Nous nous permettrons d'en faire la critique plus tard, une porte vient de s'ouvrir devant nous, un « fixe » sec, annonce notre arrivée, les machines se taisent un instant, nous sommes dans un atelier. Vingt têtes se sont dressées et nous regardent avec curiosité, nous avons devant nous des voleurs, des vagabonds, des criminels, en un mot, des *coupables*. Quels sont ces coupables ? Comment sont-ils répartis ? Tel sera l'objet de notre premier paragraphe.

§ 1. — *Les Pupilles*

Les enfants que nous pouvons rencontrer dans la colonie d'Aniane ne sont pas, comme on pourrait le croire, des gamins, mais presque des hommes. L'âge moyen d'arrivée se situe à 17 ans environ.

Comme nous avons pu le remarquer en effet, lorsque nous avons énuméré les différents établissements privés, l'Administration Pénitentiaire a réparti les mineurs délinquants suivant leur âge dans les quelques établissements publics dont elle pouvait disposer. C'est ainsi qu'elle a classé les enfants de 16 à 21 ans à Aniane. Aussi nous ne nous étonnerons pas de rencontrer ici une catégorie de malfaiteurs assez redoutables et par contre coup un régime disciplinaire assez dur. Leur nombre, hélas trop nombreux, varie entre 220 et

250. Parmi cet effectif de pupilles quelque peu impressionnant, où toute l'activité, même d'un Directeur le plus zélé, restera vaine et sans résultats, nous trouvons un mélange de pupilles de condition juridique si différente qui transforme Aniane en une véritable *Tour de Babel*. Ce sont d'abord les mineurs acquittés, en vertu de l'art. 66 du Code Pénal, les pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique confiés à l'établissement par rapplication des art. 1 et 2 de la loi du 27 juin 1904, enfin, les mineurs condamnés conformément à l'article 67 du Code Pénal. Des acquittés des condamnés, parmi lesquels des voleurs, des mendiants, des vagabonds: telle est la population de la colonie. On comprendra dès lors combien sera délicate et rude la tâche des éducateurs devant de pareils élèves et sans aller plus avant dans cette étude, nous nous élèverons aussitôt contre un état de choses inconcevables, pour notre civilisation. Pupilles acquittés et pupilles condamnés, avons-nous dit, se trouvent réunis sous le même toit. Comment concevoir une pareille chose si l'on réfléchit quelque peu sur les conséquences que peuvent entraîner une telle réunion ? (1)

Peut-on d'abord prétendre rééduquer, réadapter à la vie sociale, pendant le temps très court que passe dans l'établissement un délinquant, particulièrement dangereux, puisque ses juges ont jugé bon de le condamner malgré son âge ? Quelle sera ensuite la réaction de l'enfant acquitté, comme ayant agi sans discernement et par conséquent jugé susceptible d'amendement, qui verra son camarade plus coupable que lui aux yeux de la loi, libéré à l'expiration de sa peine tandis que lui, pour qui on a voulu avoir plus de bienveillance, se verra interné jusqu'à sa majorité dans la colonie ?

Ces questions posées suffisent en elles-mêmes pour démontrer ici l'erreur du législateur de 1850 et de l'urgence qu'il y a à remédier à cet état. Mais, vous répondra-t-on, un triage est opéré, susceptible de faciliter l'amendement de nos pupilles. En effet, à Aniane, les pupilles sont répartis en trois groupes :

Grands,
Moyens,
Petits,

en tenant compte de l'âge et de la constitution physique de l'enfant. Il est à remarquer toutefois que cette classification n'est observée que pour les récréations, exercices physiques, et pour les repas, tandis que diverses catégories se trouvent réunies dans les ateliers

(1) Les Tribunaux évitent, en principe, de condamner un mineur à une peine d'emprisonnement allant de six mois à deux ans, afin d'éviter ces inconvénients. Cependant, il peut arriver que ce cas se produise et par conséquent, qu'un tel condamné aille purger sa peine parmi des mineurs acquittés, la loi du 5 août 1850 n'ayant pas été encore modifiée sur ce point. Voir thèse de M. André Mailhol: *La Colonie Industrielle et Agricole d'Aniane*, page 29, qui nous signale une proportion de 1 % de pupilles condamnés en vertu de l'article 67).

et dans les classes. On peut donc rester bien hésitant et bien perplexe devant ce « triage » qui compromet sans aucun doute les plus aptes au redressement.

C'est à côté du voleur, du criminel que le jeune vagabond va vivre pendant de longues années. Que de courage et de volonté lui faudra-t-il pour ne pas succomber au mal ! La liberté qu'il avait essayé de conquérir en parcourant les routes, il vient l'expier ici et payer son goût d'aventure en frappant des heures durant sur une enclume. Il n'y aura plus d'espace libre pour lui, il y aura l'atelier, le contremaître, le surveillant et, à défaut de soumission... la cellule.

Le mineur vagabond vient d'être fort heureusement protégé par le décret-loi du 31 octobre 1935. Le législateur du nouveau décret a estimé que les jeunes vagabonds étaient pour la plupart des victimes et non des coupables. A ces enfants, il fallait d'abord épargner la prison préventive en les plaçant dans une œuvre de rééducation, ensuite les soustraire aux Tribunaux et même aux Tribunaux pour Enfants, en les assimilant, en somme, aux mineurs de moins de 13 ans qui ne sont traduits que devant la Chambre du Conseil, enfin ne les soumettre qu'à des mesures de rééducation et les mêmes que pour les mineurs de 13 ans : mise en liberté surveillée, placement dans une institution charitable ou à l'Assistance Publique, non dans une colonie pénitentiaire.

Ce n'est que si l'enfant enfreint la décision prise à son égard qu'il pourra être traduit devant le Tribunal pour Enfants. L'enfant sera jugé alors suivant les règles ordinaires des juridictions des mineurs, mais même dans ce cas on ne pourra jamais décider qu'il a agi avec discernement et le condamner à une peine.

§ II. — *La vie des pupilles dans la colonie. — Enseignement professionnel. — Education physique. — Instruction. — Education morale et religieuse.*

Presque exclusivement industrielle, la colonie d'Aniane offre à ses pupilles une variété très grande de métiers. En voici d'ailleurs la longue liste :

Ajusteurs mécaniciens.
Tourneurs sur métaux.
Service des machines.
Service de l'électricité.
Serruriers.
Forgerons taillandiers.
Chaudronniers.
Ferblantiers.
Cordonniers.
Charrons.

Menuisiers.
Tailleurs.
Ravaudeurs.
Boulangers.
Maçons.
Infirmiers.
Lingers.
Cuisiniers.

Tous ces travaux apportent indiscutablement des débouchés aux pupilles qui, selon leur goût personnel, pourront opter pour telle ou telle profession. Enfermés dans leurs ateliers de 7 h. à 11 h. et de 13 h. à 17 h., les pupilles sauront, à leur sortie d'Aniane, se servir de leurs doigts.

L'apprentissage y est dur. Mais nous devons reconnaître que sur ce point les résultats obtenus sont bons. A son arrivée dans la colonie, en effet, l'enfant est un être incapable de pouvoir se débrouiller seul dans la vie ; à sa sortie, il aura au moins dans une certaine mesure le pain assuré. Ils seront tous spécialisés et pourront dès lors prétendre à trouver un emploi de leur compétence. C'est un point capital sans conteste, que de pouvoir assurer un gagne-pain à ces enfants, mais est-ce vraiment tout ? Ne doit-on pas rechercher dans le travail une action moralisatrice ? Le travail auquel est assujéti un pupille ne doit-il pas avoir pour but aussi de lui faire oublier ses antécédents et lui montrer qu'il est capable comme tout le monde de se redresser et de se rendre utile ? Ce résultat est-il atteint à Aniane ? Si nous avons constaté une bonne formation d'ouvriers, nous sommes obligés de reconnaître maintenant que l'organisation du travail ne répond pas au deuxième point que nous avons soulevé, c'est-à-dire au relèvement moral de l'enfant. L'atelier dans lequel travaille l'enfant lui rappelle trop souvent sa misère. Une porte toujours fermée, des fenêtres étroites au haut des murs, un surveillant en uniforme, tel est le cadre. L'enfant vit éternellement dans la crainte, et il y vivra ainsi pendant des années.

Tel un automate, il limera son morceau de fer avec dégoût, il n'ignore pas que son travail ne sera pas rétribué et qu'il n'a droit qu'à des gratifications qui pourront lui être retirées pour une bêtise, une parole prononcée, un rire un peu trop bruyant, un haussement d'épaules jugé irrespectueux.

Ne serait-il pas dès lors facile de donner aux ateliers un cadre plus sympathique, et moins austère : de larges fenêtres pour laisser pénétrer le soleil, suppression du surveillant en uniforme et confier au contremaître, en même temps que son rôle d'instruction professionnelle, celui d'exercer la surveillance ? Ne devrait-on pas de même encourager l'enfant au travail en lui attribuant une part, si modique soit-elle, sur ses travaux ?

On devrait calquer la rétribution des jeunes délinquants sur celle des détenus de droit commun, en leur allouant un pécule. Ce serait par contre un avantage des établissements d'Etat qui, plus facilement que les établissements privés, pourraient servir ce salaire sans difficultés. Le pécule ne serait pas le même pour chaque pupille et pourrait être proportionné à la capacité du mineur.

*
**

A côté des ateliers obscurs, il y a aussi l'air libre, l'espace, le soleil. Aniane possède, en effet, une exploitation agricole où un groupe d'une trentaine de pupilles peut être envoyé. C'est d'ailleurs là que l'on rencontrera les meilleurs pupilles de la colonie. C'est une véritable récompense pour eux que de pouvoir travailler au dehors après avoir respiré l'atmosphère des ateliers. Mais ce bien-être est quelquefois malheureusement leur perdition ; c'est là d'où l'on s'évade le plus facilement. Ils n'ignorent pas, certes, qu'ils seront repris quelques heures plus tard, mais la route est là toute proche, il n'y a que quelques enjambées à faire pour la prendre, la tentation est trop forte pour certains qui veulent tenter leur chance. Ils reviendront bientôt sous bonne escorte affamés et fatigués, ils n'iront plus aux champs, ils connaîtront la cellule, les ateliers et peut-être « Eysses ».

*
**

Cela dure huit longues heures... ; en silence il a fallu travailler ; dans un même recueillement, il faudra tout à l'heure absorber son repas et sans trop de bruit il faudra essayer de se distraire sous les préaux. Il y a aussi l'exercice avec l'instruction militaire. Puis, au soir tombant, c'est la classe pendant deux heures. M. l'instituteur écrit des chiffres au tableau. Les yeux attentifs au début se ferment petit à petit pris par la fatigue. Puis la tête oscille d'un côté et d'autre et tombe lourdement sur le pupitre. C'est la dernière étape de la journée.

Il faut s'instruire pourtant, on ne cesse de le leur répéter, mais comment y arriver après une journée de dur labeur ? Ce n'est peut-être pas la volonté qui leur manque le plus pour satisfaire à ce besoin, mais plutôt un peu de force. L'enseignement scolaire qui devrait avoir la meilleure place dans l'emploi du temps du pupille est donc relégué en fin de journée, au lieu d'être placé avant toute fatigue corporelle.

Comme dans les écoles primaires, les élèves sont inscrits au cours préparatoires, au cours élémentaire ou au cours moyen. Le programme est identique à celui de nos écoles publiques. Quant à l'effectif des classes (60 à 70 élèves), trop élevé, nécessiterait la création de plusieurs cours afin de permettre à l'instituteur une surveillance plus étroite et lui donner ainsi la possibilité de connaître tous ses élèves et par conséquent de mieux les suivre dans les pro-

grès qu'ils seraient susceptibles de réaliser. Nous signalerons enfin une dernière lacune en ce domaine : c'est le manque d'études surveillées pour la préparation des classes, c'est-à-dire rédaction des devoirs et étude des leçons. Autrement dit, à Aniane, le pupille a huit heures de travail manuel pour deux heures de travail intellectuel par jour. C'est peu, pour ne pas dire insignifiant.

Nous devons cependant reconnaître que certains pupilles d'Aniane sont admis au certificat d'études, mais comme nous le dit M. André Mailhol dans sa thèse sur cette colonie : « le succès des candidats n'est pas une preuve suffisante de la supériorité des méthodes d'enseignement adoptées dans l'établissement » (1) étant donné l'âge plutôt avancé des pupilles : 17 ans environ et le nombre restreint des candidats.

Signalons enfin l'état déplorable du matériel scolaire d'Aniane, par faute de crédits.

*
**

A côté de l'instruction scolaire, il est bon de signaler à présent l'éducation morale et religieuse. Cette tâche fort délicate est, hélas ! insuffisamment remplie à Aniane. Les moniteurs ou surveillants, comme nous le verrons plus tard, sont incapables de la mener à bien. Signalons cependant que chaque semaine un fonctionnaire : soit le directeur, soit l'instituteur chef, ou même quelquefois un fonctionnaire étranger à l'établissement, tel par exemple qu'un magistrat fait une conférence sur un sujet de morale pratique ainsi que des conférenciers bénévoles qui, chaque mois, se rendent à Aniane pour le même but. Cette pratique, très heureuse en elle-même ne suffit pas, si elle ne trouve aucune collaboration à côté. Une heureuse initiative a été prise cependant par le directeur de cet établissement qui a fait installer un poste de T.S.F. au profit des pupilles. Quant à l'enseignement religieux, la liberté la plus complète est laissée aux pupilles. Aussi le rôle de l'aumônier est-il très effacé.

§ III. — *Le personnel.*

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les agents des établissements d'éducation correctionnelle jouent un rôle prépondérant dans le redressement des enfants qui leur sont confiés. Ce sont eux qui doivent diriger les enfants, les corriger, leur montrer le bon côté de la vie, en un mot les réadapter à la vie sociale. Cette tâche devient particulièrement délicate lorsque l'on s'adresse à des enfants coupables, à des malades. Avons-nous sur ce point toute satisfaction ? Le personnel de la maison d'Education Surveillée d'Aniane est-il apte à remplir de telles fonctions ? Avant même de répondre à cette question, nous opérerons une distinction entre le personnel administratif, le personnel de surveillance et le personnel technique.

(1) Thèse A. Mailhol : *La Colonie Industrielle et Agricole d'Aniane*, page 45.

Le personnel administratif.

A la tête de l'établissement, nous trouvons un directeur qui, sous l'autorité du ministre de la Justice, s'occupe de l'ordre, de la discipline et de l'administration intérieure de l'établissement. Il surveille la conduite des pupilles et doit s'attacher tout spécialement à suivre leur redressement en s'entretenant individuellement avec eux. Saisissant l'occasion des incidents journaliers, il en fait l'objet de causeries morales et instructives. Nous nous permettrons sur ce point d'adresser à M. Van Derborgh, directeur de la Colonie d'Aniane, l'expression de notre profonde admiration pour l'activité particulièrement dévouée qu'il déploie auprès de ses pupilles et pour les sentiments paternels qu'il leur témoigne. Mais que peut-il faire seul en présence de 250 pupilles ?

A ses côtés viennent se ranger un sous-directeur, un instituteur chef, deux instituteurs et un comptable. Il y aurait beaucoup à dire ici. Sans vouloir trop insister, nous sommes obligés néanmoins de mettre les choses au point. Les instituteurs ne sont que des comptables qui, accessoirement, à la fin de leur journée, consacrent deux heures à l'instruction des pupilles. C'est peut-être leur seule compétence, mais alors pourquoi ne pas en chercher d'autres plus compétents ? En effet, presque tous, des sous-officiers retraités ont été nommés à ce poste comme emploi réservé. La classe qu'ils commandent, c'est le « quartier ». A côté d'eux, cependant, on trouve des instituteurs diplômés des écoles normales qui ont opté pour les établissements pénitentiaires.

Le personnel chargé de la surveillance.

Nous trouvons en tête un premier maître ou mieux un surveillant chef responsable de l'exécution des services de surveillance qui établira le service des moniteurs et qui fixera le nombre et l'heure des rondes de nuit. Pour l'aider dans sa tâche, il aura directement sous ses ordres, trois maîtres ou surveillants qui auront autorité sur les moniteurs mais qui s'occuperont tout particulièrement de comptabilité et d'économat. (Antérieurement au décret du 31 décembre 1927, les maîtres étaient des surveillants commis-greffiers).

Enfin au dernier échelon de cette hiérarchie, les moniteurs chargés de la garde des enfants veillent à leur bonne tenue, à l'observation des soins de propreté et à l'exécution de la tâche imposée. Les agents qui sont en contact permanent et direct avec les pupilles et sur qui repose tout amendement possible des enfants, sont bien loin de réaliser tout ce qu'on leur demande. Ce sont des gardiens et non des éducateurs. Ils en ont d'abord l'apparence par leur uniforme et leurs méthodes éducatrices sont un peu trop répressives. Le commandement est sec : c'est la soumission ou la punition. Ce n'est pas en brutalisant l'enfant qu'on lui fera comprendre son devoir. Le recrutement de ce personnel manque donc de garanties suffisantes.

Le personnel technique.

Nous trouvons ici un médecin, un aumônier, et enfin les chefs d'ateliers. Sur ces derniers, nous n'aurons que très peu de choses à dire. Ce sont des contremaîtres civils qui seront chargés uniquement de l'enseignement professionnel à donner aux pupilles. Nous ne soulèverons qu'une seule objection. Ne serait-il pas préférable de supprimer purement et simplement ces contremaîtres civils pour les remplacer par des moniteurs, compétents bien entendu, qui assumeraient la double fonction de contremaître et de surveillant. Etant donné le nombre considérable d'ateliers et par conséquent l'effectif assez restreint des pupilles qui peuvent se trouver dans un atelier déterminé, il ne semble dès lors pas impossible pour une seule personne de remplir cette double fonction.

Avant de quitter Aniane, une question brûle nos lèvres. On a beaucoup écrit sur les « bagnes d'enfants », on nous a parlé du cachot aux fenêtres grillagées ! Très timidement un de nous demanda à M. le Directeur de visiter une cellule. Il nous fut répondu que cette punition était très rarement appliquée, ce fut tout. Nous n'avons pas visité les cellules de discipline d'Aniane et pourtant il manquait du monde dans les ateliers ! Aussi avant de terminer notre visite, allons-nous consacrer, dans un dernier paragraphe, quelques lignes au régime disciplinaire.

§ IV. — *Régime disciplinaire.*

Il ne faudrait pas croire que tous les pupilles d'Aniane sont de mauvais garnements, ne méritant aucune récompense. Comme partout, il y a les bons et les mauvais.

Pour les premiers, ils auront droit à certains égards et à certains encouragements : gratifications en numéraire accordées mensuellement pour le travail et la conduite qui, placées sur le livret de Caisse d'Epargne, constituent un pécule de sortie pour l'enfant, tableau d'honneur, les galons de bonne conduite donnant droit à des vivres supplémentaires une fois par semaine, enfin les affectations à un poste de confiance : cuisine, infirmerie, jardin, etc..., et le port des cheveux pour ceux qui ont un an de présence dans la colonie et qui sont proposés pour la libération provisoire, l'engagement ou le placement.

Pour les autres, enfin, pour les intraitables, les « têtes dures », le régime est bien différent : ce sont les punitions. Indiquons aussitôt qu'elles ne sont infligées que par le Directeur et jamais au moment même de la faute. Chaque matin, en effet, le Directeur assisté de l'instituteur chef et du premier maître tient audience dans une salle spécialement affectée à cet effet. C'est là qu'il rendra sa sentence. Les punitions seront en rapport avec la gravité de la faute commise. On aura recours d'abord aux privations de récompenses générales (tableau d'honneur, perte de galons, etc...), privation de récréation, retenue sur le pécule, le pain sec, la cellule de punition, enfin l'envoi à la colonie correctionnelle d'Eysses.

Indiquons cependant que la mise en cellule ne peut être prononcée que pour une durée n'excédant pas quinze jours. Repentant ou non, l'enfant subira sa peine, affamé et grignotant son morceau de pain, il regrettera alors peut-être sa faute, basant son repentir sur l'appétit du moment.

*

**

Nous regagnons enfin l'air libre ; derrière nous, se sont refermées une à une les portes des différents ateliers. La grande porte en fer de la colonie d'Aniane vient de tourner à nouveau sur ses gonds, nous retrouvons le monde civilisé. Notre retour à Montpellier est moins joyeux, tout le monde se tait, chacun pense à ce qu'il a vu. Si on nous eût interrogé, la réponse serait venue la même sur toutes les bouches : « Pauvres gosses ». Ne nous méprenons pas cependant sur cette impression, tout à fait spontanée. Il est un fait indéniable que nous sommes obligés de reconnaître, si certains pupilles méritent qu'on aient pour eux certains égards, d'autres par contre ne sont dignes d'aucune pitié, et le sort qui leur est réservé n'est que la résultante normale de leur passé criminel.

Mais pour les autres, pour ceux que le juge a voulu soustraire du taudis et de la misère des enfants, pour les jeunes vagabonds qui, pour la grande majorité, n'ont commis qu'un crime envers la société, celui d'être nés, méritent-ils, tous ceux-là, un traitement aussi rigoureux ? (1) Coupables, oui, certes, mais, ajouterons-nous aussitôt, coupables malheureux.

Coupables malheureux, cette association de mots peut paraître bien étrange, elle n'en est pas moins l'expression d'une évidente réalité.

Passant maintenant à une autre catégorie de mineurs, nous allons donner un aperçu beaucoup plus bref sur une colonie purement correctionnelle : la maison d'Education Surveillée d'Eysses, ce qui nous permettra de conclure et d'émettre notre avis sur les Maisons d'Education Surveillée en général dont nous aurons pris comme types Aniane et Eysses.

Section II. — Les Colonies correctionnelles

A côté des Maisons d'Education Surveillée proprement dites que nous venons d'étudier en traitant Aniane, il en existe d'un tout autre genre, dont le régime disciplinaire beaucoup plus dur fait qu'on les nomme plus communément « Colonies correctionnelles ». Elles ne seront appelées à recevoir que les pupilles incorrigibles des autres établissements et que les mineurs condamnés à une détention de longue durée à partir de deux années d'emprisonnement. Il n'en existe que deux en France :

(1) Signalons le nouveau décret-loi du 31 octobre 1935 qui, comme nous l'avons vu précédemment, a modifié la loi de 1921 sur le vagabondage des mineurs.

1° *La Maison d'Education Surveillée d'Eysses* pour les garçons.

2° *L'Ecole de Préservation de Clermont (Oise)* pour filles.

Nous ne traiterons que de la première.

LA MAISON D'EDUCATION SURVEILLEE D'EYSSSES

N'ayant pu nous rendre compte par nous-mêmes de la valeur de cet établissement, nous devons nous contenter ici des yeux des autres et nous faire une opinion sur ce qu'ils nous ont rapporté. Cette tâche sera beaucoup plus difficile à remplir, mais ces quelques lignes que nous allons consacrer à la Maison d'Education Surveillée d'Eysses sont indispensables pour compléter notre étude. Nous serons aidés ici par la thèse de M. Henry Favre qui, ayant pu visiter cet établissement, nous donne tous les éléments susceptibles de pouvoir nous aider ici-même. Nous ne parlerons que de la vie des pupilles à l'intérieur de la colonie en insistant sur les différences qui peuvent exister entre Eysses et Aniane.

La population que nous allons rencontrer ici n'est plus la même que celle que nous avons précédemment visité ; des récidivistes, des voleurs, des assassins, des incorrigibles, en un mot le rebut de l'enfance coupable. Pour eux pas de redressement possible à première vue, il semble que tout effort de redressement restera vain et pourtant, comme nous allons le voir, on ne s'est pas découragé ici, on n'abandonne pas l'enfant à son propre sort, on va essayer de le sauver tout de même, malgré son lourd passé.

« Un mur d'enceinte de 7 mètres, au-dessus des portes ou des murs bas, on a posé des fils de fer barbelé pour éviter les évactions, qui, sans cela, seraient fréquentes. A l'intérieur, les quartiers sont distincts les uns des autres, les portes épaisses avec des verrous et des serrures de sûreté ; le tout organisé dans un but de protection et de défense. » (1)

Tel est l'aspect général que nous en donne M. Henry Favre. L'intérieur répond, comme nous allons le voir, à l'extérieur. Discipline très dure : il s'agit ici de punir et d'éduquer. Il nous incombe maintenant de voir comment est remplie cette double obligation.

§ I. — *Le pupille à son arrivée.*

Tandis qu'à Aniane l'enfant n'était l'objet d'aucune mesure particulière, de nature à déceler ses aptitudes et ses tendances, ici, au contraire, on s'efforcera de connaître l'enfant afin de lui appliquer les mesures nécessaires convenant le mieux à son tempérament.

A son arrivée dans l'établissement, l'enfant est conduit devant le Directeur qui, après l'avoir interrogé, lui fait toutes les recommandations d'usage pour sa bonne conduite, lui laissant entrevoir une

(1) Henry Favre : Thèse, Toulouse : *La Maison d'Education surveillée d'Eysses*, page 10.

libération future. Mais là n'est pas son seul rôle, il ne connaît pas le sujet qu'on lui présente pour la première fois et les procès-verbaux qui accompagnent le mineur ne lui en donnent qu'un faible aperçu. Il a recours alors à la méthode Binet-Simon. Cette méthode consiste à répartir les degrés mentaux en plusieurs classes :

1° *L'idiotie* : niveau mental d'un enfant de 2 ans.

2° *L'imbécilité* : qui peut être : soit profonde : niveau mental d'un enfant de 3 à 5 ans,

soit légère : niveau mental d'un enfant de 6 à 7 ans.

3° *La débilité mentale* qui, elle aussi, peut être, soit profonde : niveau mental d'un enfant de 9 ans,

soit légère : niveau mental d'un enfant de 9 à 10 ans.

Avec cette échelle de degrés mentaux, le Directeur fait subir alors au nouvel arrivant une série de 8 tests qui seront posés les uns après les autres en tenant compte de leurs difficultés. Nous ne les citerons pas tous les huit : à titre d'exemple cependant nous en poserons un parmi ceux que nous énumère M. Henry Favre dans son ouvrage.

« Dire ce qu'il y a d'absurde dans les phrases suivantes :

— Un grand savant a deux chats. Pour qu'ils puissent sortir, il fait faire dans la porte un trou pour le gros chat et un autre pour le petit.

— J'ai trois frères, Paul, Ernest et moi.

— Un malheureux cycliste a eu la tête fracassée et il est mort sur le coup. On l'a emporté à l'hôpital et on craint bien qu'il ne puisse en réchapper.

— On a trouvé sur les fortifications le corps d'une jeune fille coupé en morceaux. On ignore s'il s'agit d'un crime ou d'un suicide.

Sur les quatre phrases, il faut faire deux bonnes réponses. »

Les résultats obtenus au moyen de ces tests sont consignés sur une fiche d'observation qui est versée dans le dossier du mineur.

Ce premier examen passé, le mineur sera mis entre les mains du docteur qui recherchera ses tares et pourra à l'occasion indiquer ses aptitudes physiques. Ceci fait, l'enfant ne rejoindra pas immédiatement ses compagnons, il ira en observation pendant quelques jours dans le quartier cellulaire où pourra être étudié son caractère.

Ce n'est qu'après toutes ces épreuves que l'enfant sera affecté à sa catégorie. En effet, il est bon de noter qu'ici les pupilles ne vivent pas tous ensemble, mais sont répartis en plusieurs catégories suivant leur condition pénale.

§ II. — *Classement des pupilles.*

La Maison d'Education Surveillée d'Eysses comprend trois sections tout à fait indépendantes les unes des autres :

La section de correction.

La section de répression.

Le quartier spécial pour syphilitiques.

Ajoutons avant de parler de ces différentes sections, qu'exception faite pour les syphilitiques, les pupilles étaient versés autrefois dans l'effectif commun et ce n'est que depuis 1930 seulement que les deux sections de correction et de répression ont été fondées.

Très succinctement examinons-les.

I. — LA SECTION DE CORRECTION

Cette section ne renferme que les indésirables des autres colonies pénitenciaires, les indisciplinés et les pupilles vicieux de l'Assistance publique. On a tout essayé avant de les conduire ici ; à bout d'arguments, il a fallu les diriger sur Eysses. Toutes les précautions doivent être prises pour eux, il faut les punir et tenter une dernière fois de les sauver. Aussi le règlement de 1930 a-t-il prévu ici à l'inférieur même de ce cadre deux sections : une section d'épreuve et une section d'amendement.

Tant que le pupille n'aura pas fourni des signes d'amendement suffisants, il restera dans la section d'épreuve pendant une durée d'au moins six mois. Ce n'est qu'après ce stage de six mois ou plus selon les cas que le pupille passera dans la section d'amendement où il pourra jouir de certaines prérogatives.

La discipline y sera moins dure. Si sa conduite a été jugée bonne pendant douze mois, il pourra s'engager dans l'armée, être placé dans une famille ou même être libéré provisoirement.

II. — LA SECTION DE REPRESSION

Nous allons nous trouver en présence ici de condamnés. Ce sont des mineurs de 16 ans condamnés pour crimes et délits à plus de deux ans d'emprisonnement par application des articles 67 et 69 du Code Pénal bénéficiant d'une excuse atténuante et des mineurs reléguables. Il pourra donc se trouver qu'un pupille reste à Eysses jusqu'à l'expiration de sa peine et dépasser par conséquent sa vingt et unième année. Un enfant de 16 ans peut donc se trouver en contact avec un adulte ce qui peut nuire à son redressement. Il serait donc souhaitable ici de voir éliminer cet élément adulte pour ne conserver strictement que des mineurs. Quant aux mineurs reléguables, ils ne resteront là que jusqu'à leur majorité, ils retrouveront ensuite leur entière liberté. Nettement séparés des autres, les pupilles de la section de répression vivent complètement indépendants en attendant une remise de leur peine ou une libération conditionnelle si leur conduite le leur permet.

III. — LE QUARTIER SPECIAL POUR LES MINEURS SYPHILITIQUES

Ce quartier spécial groupe dans ses murs tous les mineurs délinquants atteints de syphilis. On s'est aperçu, à juste raison en effet, que pour des maladies aussi graves il fallait une organisation tout à fait spéciale et des médecins spécialistes capables de donner des soins à ces malades. Les infirmeries des différentes maisons d'Education Surveillée n'offrant à ce sujet aucune garantie, on créa à Eysses, en 1920, un quartier spécial pour syphilitiques.

Tout en les soignant, on ne perd cependant pas de vue leur redressement moral et la nécessité qu'il y a de leur donner une profession. Ils auront donc comme tous les autres leurs classes et leurs ateliers.

§ III. — *L'enseignement réservé aux pupilles*

Nous n'avons que peu de choses à dire ici. Comme à Aniane, le pupille recevra une instruction primaire bien faible par rapport à l'enseignement professionnel qu'il recevra. Il y a temps pour tout et il semble qu'il serait possible, sans délaisser l'enseignement professionnel, de donner une certaine instruction à l'enfant. Sur ce point, mentionnons, comme à Aniane, le recrutement défectueux du personnel enseignant, comme d'ailleurs du personnel surveillant. (Nous verrons plus loin à ce sujet la nouvelle réforme qui vient de s'opérer ces temps derniers à propos du recrutement du personnel).

Indiquons enfin que les métiers offerts aux pupilles ne sont pas aussi variés qu'à Aniane. Nous trouvons des artisans, des menuisiers, des charpentiers, des cordonniers, des tailleurs et un nombre fort restreint de cultivateurs.

Ceci s'explique d'ailleurs par le caractère particulièrement difficile et dangereux même des pupilles de cette colonie. Il serait peu prudent, en effet, de confier à ces mineurs des outils qui puissent leur servir d'armes le cas échéant. A ce propos, nous rapporterons cette triste histoire du jeune Rigaud que nous fait M. Louis Roubaud dans son livre : les « Enfants de Caïn ».

« Rigaud est un mutilé ; il fait sonner sur la dalle sa jambe de « bois.

« Il revient périodiquement au prétoire avec la même prévention : « il s'est fâché.

« Quand Rigaud se fâche, il dévisse son pilon, qu'il brandit comme une massue en bondissant à cloche-pied sur ses voisins. Ce « pourrait être un massacre ; on l'a maîtrisé à grand'peine. Il a « recommencé hier au réfectoire : dix jours de cellule. »

Cet exemple suffit pour nous montrer combien il est désormais mal aisé de pouvoir organiser des ateliers comme il en existe à la colonie pénitentiaire d'Aniane.

Quant à l'éducation morale et religieuse elle est enseignée comme à Aniane, c'est-à-dire un peu trop négligée, à notre avis. Indiquons en dernier lieu que, comme dans les autres Maisons d'Education surveillée, le pupille ne touchera point de salaire, il n'aura droit qu'à une gratification sur sa bonne conduite. Encore un point qui devrait faire l'objet d'une réforme.

Les punitions sont *les mêmes* que dans les autres établissements, elles seront cependant, ici, appliquées plus souvent, étant donné le caractère particulièrement difficile des pupilles. La durée du séjour en cellule y sera cependant plus longue. Tandis qu'à Aniane, la mise en cellule ne peut être prononcée que pour une durée n'exédant pas 15 jours, ici elle variera entre 1 et 3 mois.

*
**

Après cette courte étude sur la Maison d'Education surveillée d'Eysses, nous pouvons conclure à une bonne organisation intérieure de cet établissement. Enfants acquittés et condamnés ne vivent pas en commun. Le pupille est étudié assez sérieusement à son arrivée, ce qui facilitera la tâche de ceux qui sont chargés de son redressement.

Tout n'est cependant pas parfait, nous critiquerons comme nous l'avons d'ailleurs fait pour Aniane, le recrutement du personnel, le défaut de salaire pour le pupille qui ne voit pas son travail récompensé, l'absence presque totale d'éducation morale et religieuse, enfin ce contact permanent d'adultes et d'enfants parmi les condamnés.

CHAPITRE III

DE LA LIBÉRATION DES PUPILLES

Après avoir exposée la vie des pupilles dans nos différentes colonies pénitentiaires, il nous paraît opportun maintenant de consacrer ces quelques lignes à leur libération.

La libération du pupille peut s'effectuer de deux façons. Ce peut être d'abord sa libération définitive lorsqu'il atteint sa vingt-et-unième année. Sa libération peut être ensuite avancée par des mesures de faveur selon sa conduite, ce serait : le placement familial, l'engagement dans l'armée ou la libération provisoire.

Section I. — La libération définitive

Certains pupilles n'ayant pu obtenir par leur bonne conduite une libération anticipée, ne sortiront de la colonie pénitentiaire qu'à leur vingt-et-unième année où à l'expiration de la période fixée par le Tribunal. Ce sont sans nul doute les plus redoutables, puisque leur conduite ne fut pas jugée assez bonne pour qu'on leur accorde leur libération avant terme. Malgré ce, on ne les abandonnera pas tout à fait. Chaque pupille reçoit à la sortie un trousseau complet

et les économies qu'il a pu réaliser durant son séjour dans l'établissement. Si l'enfant ne doit pas retourner dans sa famille ou s'il n'en a pas, son Directeur s'efforcera de lui trouver un emploi ou le confiera à un patronage pour que celui-ci puisse l'aider à trouver du travail. Aucune précaution n'est cependant prise pour cette catégorie d'enfants. Il devrait y avoir pour eux un régime de transition entre l'internement auquel ils ont été soumis et la liberté complète qu'ils vont désormais connaître. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point dans notre projet de réforme. Fort heureusement, cependant, la date de leur libération coïncide, en général, avec l'époque de l'incorporation dans l'armée. La discipline militaire constituera ainsi une transition utile avant le retour à la vie civile.

Section II. — Le placement familial

Lorsque la conduite d'un pupille a été jugée bonne, le Directeur peut le placer chez un particulier. Le Directeur discutera les clauses du contrat, le salaire qui sera accordé à l'enfant. Ces contrats sont établis d'après un modèle type dans lequel l'Administration a imposé la clause générale du versement au profit de la caisse de patronage de l'établissement d'une somme égale à 2 % du montant du paiement de chaque trimestre et 3 % à chaque renouvellement de contrat. Les salaires sont payés à la colonie par trimestre: ces sommes seront versées aux livrets de caisse d'épargne des pupilles qui se verront, cependant, octroyer une partie de leur salaire comme argent de poche.

Quoique libre, le pupille reste sous la surveillance du Directeur qui peut prendre contre lui toute mesure de discipline et peut révoquer son placement.

Cette méthode peut, à priori, apparaître favorable au redressement moral de l'enfant, elle peut cependant être parfois dangereuse. Tout dépendra des employeurs. Malheureusement, il est à craindre que le plus grand nombre d'entre eux ne poursuivent qu'un but : celui de rechercher une main-d'œuvre à bon marché et non de leur assurer une atmosphère toute familiale et de surveiller leurs relations.

Section III. — L'engagement militaire

Comme nous l'avons précédemment indiqué, le service militaire sera une excellente préparation à la vie civile pour les pupilles. Régime de semi-liberté en somme qui permettra de se rendre compte de l'amendement de l'enfant. Pour pouvoir s'engager, le pupille doit remplir trois conditions :

- 1° Il doit être âgé de 18 ans;
- 2° Sa conduite a du être jugée bonne;
- 3° Il lui faut l'autorisation de ses parents.

Sur ce dernier point seulement nous ferons remarquer que si le pupille n'a pas de parents ou s'ils sont déchus, le consentement du Préfet seul suffit.

Section IV. — La libération provisoire

La libération provisoire étant une mesure très grave, on ne s'étonnera pas qu'avant de l'accorder, on s'entoure de toutes précautions utiles. On exigera d'abord, du pupille, une conduite irréprochable pendant une période d'un an et on enquêtera ensuite auprès de la famille pour connaître les parents les plus dignes à le recevoir. Comme nous le font remarquer MM. Vidal et Magnol, il ne faut pas confondre le placement familial et la libération provisoire bien que dans les deux cas, il y ait suspension de l'internement du pupille. En effet, pour le placement familial, le Directeur pourra prendre, seul, cette initiative, à charge cependant pour lui d'en référer au ministre; le pupille restant sous sa surveillance et son autorité, il pourra, le cas échéant, le faire revenir dans sa colonie. Au contraire, pour la libération provisoire prévue par l'art. 9 de la loi du 5 août 1850, la décision sera prise par le Ministre de la Justice sur rapport du Directeur, l'enfant est libéré et ne se trouve plus sous le contrôle de la colonie, seule une nouvelle décision du Ministre peut révoquer la libération provisoire. Enfin, signalons que la liberté provisoire peut être accordée sur la demande des parents ou sur requête du Ministère public d'après la loi du 26 mars 1927. Le Tribunal accordant la libération provisoire peut néanmoins soumettre le mineur au régime de la liberté surveillée.

*
**

Tels sont nos établissements publics destinés à recevoir les mineurs délinquants. Il serait intéressant de pouvoir indiquer en conclusion de cette étude sur les Maisons d'Education surveillée, qu'elles ont été les résultats obtenus. Les statistiques sont, hélas, fort mal faites sur ce point et ne nous donnent qu'un faible aperçu sur la situation des récidivistes. Indiquons, cependant, d'après une statistique pénitentiaire pour l'année 1931 combien on pouvait compter de récidivistes parmi nos établissements publics. Le nombre s'en répartit comme suit:

Pour les garçons :	Aniane : 10
	Belle-Ile-en-Mer : 18
	Eysses : 1
	Saint-Hilaire : 56
	Saint-Maurice : 0
Pour les filles :	Cadillac : 0
	Clermont : 0
	Doullens : 2

87

Soit un total de 87 récidivistes.

Beaucoup de réformes sont donc à envisager mais avant de les exposer, qu'il nous soit permis d'examiner maintenant le rôle de l'initiative privée en cette matière. Nous avons vu dans notre histo-

rique que l'initiative privée joue un rôle prépondérant dans le chapitre de l'Enfance coupable; il nous appartient de montrer, à présent, comment elle se comporte en présence des établissements publics.

CHAPITRE IV

DES INSTITUTIONS PRIVÉES

DESTINÉES AUX MINEURS DÉLINQUANTS

Dans toutes les sociétés, dans tous les temps et dans n'importe quel domaine où l'on se place, on s'est toujours rendu compte que l'initiative privée avait donné de bons résultats. En matière d'enfance coupable elle a fait de très grands efforts qui ont permis de contrebalancer l'état plutôt défectueux des établissements publics. Il s'est trouvé, en effet, chez nous des hommes charitables qui, comprenant la gravité de la situation, ont agi et qui, dans la mesure de leurs moyens, ont envisagé de sauver ceux que l'Etat comprenait ne pouvoir éduquer.

Si la loi du 22 juillet 1912 a mis entre les mains de simples particuliers l'application de sanctions judiciaires, elle ne l'a pas fait cependant sans certaines conditions. Il fallait éliminer les philanthropes intéressés. C'est ainsi que la loi de 1912 modifiée par celle du 30 mars 1928, décide dans son article 28:

« Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du Ministre de la Justice, du Travail et de l'Industrie, après avis du comité national, pour la protection des enfants traduits en justice, déterminera les mesures d'application de la présente loi.

« Ce règlement fixera notamment le taux et les conditions des allocations qui pourront être accordées aux personnes, hôpitaux ou hospices et institutions charitables, auxquels des mineurs auront été confiés par l'application de la présente loi ». Tel a été l'objet du décret du 15 janvier 1929 qui est venu abroger celui du 31 août 1913 réglant ainsi les rapports de l'autorité administrative, avec les personnes et les institutions charitables à qui peuvent être confiés des mineurs de moins de 13 ans et des mineurs de 13 à 18 ans.

Section I. — Idées générales sur les institutions charitables

leur désignation, leur contrôle, leurs moyens d'existence.

Aux termes de l'article 7 du décret du 15 janvier 1929: « Toute
« personne recueillant des mineurs d'une manière habituelle, toute
« institution non reconnue d'utilité publique désirant être désignée
« pour recevoir des mineurs, en vertu de la loi du 22 juillet 1912,
« est tenue d'adresser une demande au Procureur de la République,
« dans le ressort duquel se trouve le domicile de la personne ou le
« siège de l'institution.

« Ce magistrat transmet aussitôt cette demande avec son avis
« motivé, au Préfet dans les départements et au Préfet de police
« dans le département de la Seine.

« Après une enquête, le Préfet statue sur la demande et adresse
« une ampliation de son arrêté au Ministre de la justice qui la noti-
« fie aux Procureurs Généraux. »

Quant aux institutions charitables reconnues d'utilité publique
et dont les statuts les habilitent à recevoir des mineurs délinquants,
aux termes d'une circulaire du Ministre de la Justice du 15 Février
1929, « il n' a pas lieu à arrêté spécial de désignation ; il appartient
« cependant aux chefs des parquets, avant toute remise de mineurs,
« de faire procéder à une enquête sur les œuvres et d'en référer à
« la chancellerie si les moyens d'action paraissent insuffisants. »

Aux termes de cette même circulaire, le représentant de l'institu-
tion devra indiquer dans sa demande :

1° Les noms et prénoms, date et lieu de naissance, nationalité,
profession et domicile des membres du conseil d'administration et
du personnel de direction de l'institution.

2° Le but poursuivi.

3° Le siège de l'œuvre.

4° Pour les institutions possédant plusieurs établissements, la
liste de ces établissements.

5° Les ressources.

6° Enfin, les renseignements suivants:

a) note descriptive des locaux, dortoirs, réfectoires, cours,
ateliers, infirmerie, quartier de punition;

b) modalité des sélections entre les pupilles;

c) personnel d'éducation: âge, mode de recrutement effectif;

d) emploi du temps des pupilles;

e) instruction primaire;

- f) enseignement professionnel et pécule;
- g) régime disciplinaire;
- h) régime médical;
- i) placement (nature des placements et surveillance des mineurs placés).

Deux exemplaires des statuts s'il y a lieu et un règlement intérieur sont joints.

D'après toutes ces dispositions il ressort très nettement que ce n'est pas sans renseignements que l'on autorise une institution à recevoir des mineurs. Toutes ces mesures sont, en effet, indispensables pour permettre au juge de pouvoir confier, en toute sécurité, un mineur qu'il a estimé susceptible d'amendement.

*
**

Reste à connaître maintenant comment fonctionnent ces institutions. Ont-elles une indépendance absolue ou, au contraire, sont-elles soumises à certaines formalités de contrôle ? Il est bien évident qu'en leur ayant exigé certaines conditions de sécurité pour leur désignation, on n'allait pas s'en tenir là, et on allait leur imposer de tenir au courant les pouvoirs publics de la conduite du mineur qui leur avait été confié. Le décret du 15 janvier 1929 décide, en effet, dans son article 10 « que tous les six mois (1^{er} avril - 1^{er} octobre) et toutes les fois qu'ils y sont invités, la personne, le représentant de l'institution ou l'inspecteur départemental de l'assistance publique, fait parvenir, en double exemplaires, au président de la chambre du conseil ou du président du tribunal pour enfants qui a été appelé à statuer, des renseignements sur chaque mineur qui lui a été confié, les renseignements portent, notamment, sur l'amendement du mineur, sur sa santé, sur les progrès accomplis en matière d'instruction et d'apprentissage professionnel, sur le chiffre brut de son gain, les sommes imputées à son compte et le solde à son actif qui doit obligatoirement être versé au moins tous les six mois à son livret de caisse d'épargne ».

Conformément à la circulaire du 15 février 1929, le parquet adressera un exemplaire des dits bulletins à la Direction de l'administration pénitentiaire (3^e Bureau).

A titre d'exemple nous reproduisons ci-contre le bulletin semestriel de l'œuvre de l'enfance délaissée de Saint-Tronc, près de Marseille.

Œuvre de l'Enfance Délaissée de Saint-Tronc MARSEILLE

Reconnue d'utilité publique
(*Relèvement de l'enfance*)

BULLETIN SEMESTRIEL DE RENSEIGNEMENTS

concernant le mineur :
né le :
confié à l'œuvre jusqu'à : par :
de : en date du :
pour :

Education morale :
Conduite et moralité :
Progrès accomplis :
Rapports avec la famille :
Santé :
Etat de santé à l'arrivée :
Etat de santé actuel :
Instruction professionnelle :
Nature du métier enseigné :
Habilité au travail :
Le métier enseigné au mineur convient-il aux aptitudes de ce
dernier :
Somme réelle réservée pour le pécule du mineur durant le semestre :
.....
Montant effectif du Livret de Caisse d'Epargne :
Enseignement primaire :
Degré d'instruction :
Assiduité :
Observations du Directeur sur l'amendement du mineur :
.....
.....
.....
.....

A Monsieur le

Le Directeur de l'Œuvre.

Ces renseignements fournis par les instructions privées sous forme de bulletin semestriel sont d'une grande utilité pour le juge qui, pouvant se rendre compte de l'efficacité du placement prononcé par lui, pourra, le cas échéant, retirer l'enfant pour le confier à un autre établissement s'accommodant mieux à sa personne et pouvant, par conséquent, donner de meilleurs résultats. Ce droit n'appartient d'ailleurs qu'au juge qui a statué sur la garde de l'enfant. Une institution ne peut, en aucun cas, sous sa propre initiative, remettre le mineur qui lui a été confié à une autre institution. Lorsque le directeur de l'établissement juge bon de renvoyer un enfant, il doit en aviser le président du tribunal compétent qui prendra alors toutes mesures utiles.

Ce droit de surveillance sur les institutions privées ne s'arrête pas là. Chaque année, le président de l'institution adresse au préfet qui le transmet au ministre de la justice un rapport sur le fonctionnement général de l'institution au point de vue moral et financier (art. 19 du décret du 15 janvier 1929). En outre, l'article 20 du même décret décide que « les juges d'instruction désignés en exécution de « la loi du 22 juillet 1912, les présidents de la chambre du conseil « du tribunal et de la cour, le président du tribunal pour enfants et « adolescents, le procureur général et le procureur de la Républi- « que ont le droit par eux-mêmes, ou par un magistrat désigné par « eux :

« 1° De visiter les locaux ou établissements publics ou privés
« dans lesquels sont placés provisoirement ou définitivement les
« mineurs visés au présent décret;

« 2° De vérifier le fonctionnement des dits établissements;

« 3° D'examiner individuellement chaque mineur dans son lieu
« de placement...

« Concurrément à ce contrôle, ajoute le même article, les ins-
« pecteurs généraux des services administratifs et les fonctionnaires
« ayant une délégation du ministre de la justice ont le même droit ».

*
**

Il est incontestable, à présent, qu'un établissement privé puisse se contenter de ses propres ressources et vivre uniquement de bonnes œuvres et il est très naturel que l'Etat vienne lui porter secours. Les secours sont bien insuffisants comme nous allons le voir, et il serait souhaitable de les voir augmenter afin d'encourager et d'aider les hommes charitables qui se sont sacrifiés pour une si noble cause.

Le taux des indemnités allouées aux institutions privées est fixé, ainsi qu'il suit dans l'article 23 du décret du 15 janvier 1929.

1° Si l'institution à laquelle le mineur a été remis pourvoit à son entretien complet, on lui fait donner les soins que nécessite sa

santé; une indemnité sera attribuée par mineur et par jour, conformément au taux ci-après:

- a) 6 francs jusqu'à l'âge de 13 ans;
- b) 4 fr. 50 pendant la période postérieure.

2° Si l'institution a été autorisée dans les conditions de l'article 14, à placer un mineur à gages ou au pair, les allocations suivantes lui seront attribuées :

- 1 fr. 50 par mineur et par jour pour les 50 premiers enfants;
- 1 franc par mineur et par jour du 51^e au 100^e enfant;
- 0 fr. 75 par mineur et par jour du 101^e au 200^e enfant;
- 0 fr. 50 par mineur et par jour du 201^e au 300^e enfant;
- 0 fr. 25 par mineur et par jour au-dessus du 300^e enfant.

Ce dernier alinéa nous montre aussitôt la distinction que nous pouvons faire parmi les institutions privées chargées de recevoir les mineurs délinquants. Les unes seront des patronages de gardes, les autres de placement seulement. Nous voyons aussitôt les périls que peut courrir un enfant dans certains patronages de placement qui se serviront de lui pour accroître leurs revenus. Il est dangereux, en effet, de confier pareille mission à un simple particulier. Aussi, la loi du 14 janvier 1933 est-elle venue régler les patronages afin d'éviter certains abus. Aux termes des articles 5 et 6 de la loi le directeur, de tout établissement hospitalisant des mineurs, doit leur faire donner l'enseignement primaire jusqu'à 13 ans et l'enseignement professionnel. Selon l'article 7, ces établissements doivent aussi constituer un pécule à l'enfant. La surveillance de ces établissements est enfin assurée par les inspecteurs départementaux de l'Assistance publique (art. 18 et suivants).

C'est pour ce motifs, de même, qu'à été institué un tarif d'allocations dégressif afin d'écarter l'intérêt que peut avoir un établissement de placement à accaparer un grand nombre d'enfants.

Eclairés par ces quelques idées générales, nous pouvons voir maintenant, quels ont été les efforts de l'initiative privée et à quels résultats pratiques ils ont abouti.

Section II. — Ce que nous devons à l'initiative privée

Sans vouloir méconnaître les institutions d'Etat, nous devons constater néanmoins, qu'en cette matière l'initiative privée a mieux fait. Auxiliaire de la justice, elle a compris son rôle et a répondu scrupuleusement à ce qu'on lui demandait. Auxiliaire de l'accusé, elle lui a offert la possibilité de se redresser et de devenir un homme. C'est ainsi que 119 établissements destinés à recevoir des mineurs délinquants ont été créés. Les uns pour les garçons, d'autres pour les filles, d'autres enfin mixtes. Nous en reproduirons la liste en annexe à la fin de cet ouvrage ; liste importante qui nous soutient et qui nous permet de dire que rien n'est perdu encore pour réagir et apporter de nouvelles réformes.

Pourvus de règlements plus souples, ces différents établissements se mettent davantage à la portée des enfants qui leur sont confiés. Le personnel est recruté parmi les personnes les plus compétentes et le Directeur de l'établissement étant grand maître, pourra choisir et éliminer ceux qui lui paraîtront inaptes à de telles fonctions. Tous ces établissements n'offrent pas tous les mêmes avantages, leur grande majorité d'ailleurs demande de grandes réformes, mais il y en a, par contre, sur lesquels nous pouvons porter toute notre attention.

En effet, comprenant qu'on avait à faire plutôt à des malades qu'à des coupables, certains ont pensé à l'élaboration de véritables écoles-cliniques et non à des prisons. Il faut ajouter évidemment qu'ils furent aidés dans leur tâche par le juge lui-même qui, comprenant leurs désirs de guérir les âmes en perdition, ne leur ont adressé que des enfants vraiment susceptibles de pouvoir être traités avec l'espoir d'un résultat positif.

Il serait trop long d'examiner, les unes après les autres, toutes ces différentes maisons. Pour rendre hommage, cependant, aux efforts fournis par ces hommes d'élite, signalons en passant « l'Etablissement Oberlin », à Schirmeck-Labroque (Bas-Rhin). M. Henry Van Etten, qui nous a fourni toute notre documentation à propos de l'Internat approprié de Chanteloup, nous dit, après une visite à Oberlin : « C'est un établissement modèle ». C'est cette raison qui nous pousse à examiner maintenant ce modèle, pour nous montrer le chemin à suivre dans l'avenir.

§ I. — *L'Etablissement Oberlin, à Schirmeck-Labroque.*

Nous allons essayer, par une simple analyse de cet établissement privé, d'en dégager les principes fondamentaux et de faire ressortir par conséquent les gros progrès réalisés ici.

« L'Etablissement Oberlin » avait été conçu sur le système pavillonnaire, lorsque fut offert au comité de l'Enfance, à Strasbourg, un sanatorium composé de plusieurs bâtiments. C'est ainsi que l'ancienne œuvre, connue sous le nom de « Englischer Hof », fut transférée à Schirmeck-Labroque.

L'établissement se compose de plusieurs pavillons : pavillon des dortoirs, le quartier des difficiles, le pavillon dit « Maison principale », où se trouve le bureau du directeur ainsi qu'un laboratoire médical et psychologique très complet, un bâtiment spécialement affecté à la menuiserie, un autre pour la forge, enfin la ferme et ses greniers. Indiquons que le pavillon des dortoirs, qui comprend un rez-de-chaussée et deux étages, joue le rôle de deux pavillons distincts où les enfants sont classés d'après leur âge et leurs aptitudes. C'est dans ce même pavillon où nous trouverons les classes. Quant aux dortoirs, ce ne sont en réalité que de très grandes chambres de cinq lits où seraient classés les enfants. Ce système peut paraître fort dangereux à première vue. Il ne l'est pas si l'on exerce une surveillance très étroite et si l'on élimine dans des chambres indépendantes les garçons vicieux. Au contraire, après un triage habilement opéré, l'enfant n'a plus l'impression de la contrainte, il vit une vie de famille et ses compagnons deviennent pour lui des frères. Indiquons enfin que les nouveaux arrivants occupent, eux aussi, des chambres spéciales et sont soumis à un isolement de nuit absolu, jusqu'à ce que l'examen médical et psychologique auxquels ils seront soumis indiquent dans quelle catégorie ils doivent être classés.

Signalons en dernier lieu le confort moderne de cet établissement : chauffage central, électricité dans tous les locaux où sont appelés à vivre les enfants.

L'effectif est très restreint, il se compose en moyenne de 25 garçons de huit ans et demi à 19 ans.

*
**

Comme à Eysses, le mineur est soumis à son arrivée à un examen très sérieux, tant au point de vue physique qu'au point de vue mental. Un dossier est ainsi constitué pour chaque sujet, comprenant des renseignements au point de vue physique, mental, pédagogique, enfin moral. Un graphique est alors établi, et donne une physionomie du mineur. Ce graphique pourra être, par contre, modifié par les notes hebdomadaires qui varient entre 600 et 1.000 points comme suit :

600 points reçus dans la semaine : mauvais.				
600 à 750	»	»	»	passable.
750 à 900	»	»	»	bon.
900 à 1000	»	»	»	meilleur.

Ainsi l'enfant qui peut demander communication de son graphique, peut se rendre compte par lui-même de sa position et s'efforcera de la rendre meilleure s'il l'estime mauvaise.

*
**

Quant au personnel, spécialisé en la matière, n'est recruté que parmi les personnes ayant une certaine expérience de l'éducation des enfants. Se réunissant deux fois par semaine sous l'autorité d'un Directeur, il étudie séparément chaque enfant, mentionnant les progrès accomplis. Tout le personnel doit collaborer au redressement de l'enfant, aussi le contremaître même est-il tenu de se rendre à ces réunions pour faire part de ses remarques.

*
**

D'après l'enquête de M. Henry Van Etten, l'établissement Oberlin est surtout un centre d'orientation professionnelle. On ne force pas l'enfant à produire, on essaye avant tout de lui laisser le choix de son métier et de lui en montrer les avantages et les inconvénients, on lui apprend en somme à se servir des outils ; on ne lui demande pas de rendre compte de son activité dans l'atelier, c'est un stage qu'il accomplit et pas autre chose.

A côté de ce centre d'orientation professionnelle, on trouvera une éducation scolaire très poussée. Un instituteur public, attaché à l'établissement par le Ministère de l'Instruction publique, opérera lui-même un triage parmi les enfants et fera, selon les catégories, des cours s'adaptant au développement intellectuel de chacun.

Il est bon de mentionner aussi que, pour les « plus de treize ans », il y a des cours obligatoires de langue française, de géométrie, de dessin ornemental, de commerce et de comptabilité. Enfin mentionnons l'existence de Cercles d'études sur l'hygiène, les premiers secours en cas d'accidents et sur certaines lois ouvrières.

L'enfant peut donc à sa libération entrer dans la vie avec des connaissances suffisantes qui lui permettront de suivre sans trop de difficultés le chemin qui lui aura été préalablement tracé.

*
**

Ces quelques idées suffisent pour nous montrer la différence qu'il y a entre un établissement privé comme celui-ci et une Maison d'Education surveillée comme Anianè. A Oberlin, on ne cherche pas à punir, on essaye avant tout de guérir un malade. Pour cela aussi, a-t-on placé à la tête de cette maison un Directeur spécialisé qui s'occupe lui-même du laboratoire psychologique. M. Tobler, directeur de l'Etablissement Oberlin, est diplômé de l'Ecole du Service social de Bruxelles, et fut attaché pendant quelques années au Service Anthropologique de la Prison-Ecole de Merxplas (Belgique).

Ceci nous amène alors à cette conclusion : pourquoi ne pas exi-

ger du personnel de toutes les Maisons d'Education Surveillée, un diplôme témoignant de la valeur de l'éducateur et un stage indispensable dans une institution préalablement désignée comme étant un modèle. Sans nul doute, l'établissement Oberlin pourrait, à cet effet, être pris en considération et pourrait servir de stage à tout candidat moniteur. Un récent décret-loi, en date du 27 Octobre 1935, est bien venu modifier le recrutement du personnel, mais comme nous serons amenés à le voir plus loin, cette réforme est incomplète. Nous envisageons d'ailleurs plus loin cette réforme importante touchant le personnel dans notre troisième partie.

Ces quelques données sont suffisantes pour nous montrer que l'initiative privée contribue dans une large mesure au redressement de l'enfance coupable. Poursuivant son véritable but, et abandonnant tout système répressif, elle a recours seulement à un système éducatif.

Là ne se sont cependant pas arrêtés ses efforts. Elle a voulu aussi aider le juge dans son travail avant l'application même d'une peine, en créant des centres de triage destinés à étudier l'enfant pendant l'instruction de son crime ou de son délit. Aussi, sans crainte de sortir de notre sujet, allons-nous consacrer un paragraphe spécial au centre de triage de Lyon qu'il nous a été donné de visiter et de voir fonctionner, sous l'autorité de M. le professeur Etienne Martin, de la Faculté de Médecine de Lyon.

§ II. — *Le centre de triage de Lyon.*

Afin d'aider le juge à rendre sa sentence, une enquête sociale est faite durant l'instruction du dossier du mineur. Cette enquête, quoique très sérieuse, n'apporte pas de renseignements suffisants pour déterminer le Tribunal à prendre telle ou telle décision. Aussi quelquefois constate-t-on un placement malencontreux de l'enfant. Ce qu'il manquait avant tout, c'était un rapport sur la physionomie mentale et physique de l'enfant. Pour remédier à cette lacune, il fallait confier le sujet à des spécialistes.

C'est dans ce but que fut créé à Lyon un centre de triage. Ayant pu assister à un examen physique et mental d'un groupe de jeunes délinquants aux côtés de M. le professeur Etienne Martin, nous indiquerons en quelques lignes comment fonctionne ce centre de triage.

Accompagné d'un membre de sa famille, soit le père, soit la mère, ou, à leur défaut, un autre parent, l'enfant se présente avec la feuille convocation qui lui fut remise par le juge d'instruction. Avant de passer à l'examen de l'enfant, le père ou la mère est interrogé minutieusement : maladies héréditaires, nombre d'enfants, si-

tuation pécuniaire, etc..., renseignements qui vont servir maintenant à déceler les tares du mineur.

Examen physique d'abord : recherche des grandes maladies comme la tuberculose, la syphilis, l'alcoolisme. M. le professeur Etienne Martin nous indique trois moyens pour les dépister :

1° Manifestations morbides dont le jeune délinquant aura été atteint dans son enfance (ce qui sera indiqué par les enquêtes sociales).

2° Les réactions biologiques qui décèlent les modifications humo-
rales relevant de l'hérédo-syphilis ou de l'hérédo-tuberculose.

3° L'examen physique proprement dit qui comprend plusieurs séries d'épreuves que nous mentionnerons très brièvement afin de nous en donner une idée.

Le poids, la taille, les périmètres thoraciques indiquent si le développement physique de l'enfant est en rapport avec son âge.

L'examen des glandes à sécrétion interne : testicules, glandes thyroïdes, peut démontrer un développement physique complet ou non, avancé ou vicié. On provoquera de même les réactions du sympathique : réflexes oculo-cardiaques, troubles vaso-moteurs, brady-cardie.

Enfin l'examen du système nerveux.

Cette première partie terminée, le médecin passe alors à l'étude anthropométrique de son sujet : asymétrie cranienne, examen des oreilles avec dissymétrie des deux pavillons, asymétrie faciale, étude des dents, rapports de la taille debout avec la taille assise.

Tous ces renseignements sont alors consignés sur une fiche anthropométrique.

Le médecin ayant terminé son rôle, le psychiatre va prendre sa place pour étudier l'état mental du mineur et son degré d'instruction. De nombreux « tests » sont alors posés, dans le genre de ceux que nous avons cité dans notre étude sur la Maison d'Education Surveillée d'Eysses. Le schéma du profil mental de l'enfant est alors dressé, basé sur sa mémoire, son attention, sa volonté, son jugement, sa sensibilité, son émotion et son activité (impulsion, paresse, atonie).

Toutes ces épreuves terminées, il ne reste plus qu'à consigner les résultats obtenus dans une notice qui sera adressée aussitôt au juge d'instruction compétent qui la versera lui-même au dossier. Indiquons enfin que sur cette même notice sera consigné le résultat de l'enquête sociale, ce qui facilitera la tâche du tribunal qui trouvera ainsi groupés tous les renseignements concernant le mineur.

Nous reproduisons ci-contre un modèle de notice.

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

DIRECTION
DES AFFAIRES CRIMINELLES
DES GRACES
ET DE
L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Administration pénitentiaire
3^e BUREAU
11, Rue Cambacérès PARIS (8^e)

PUPILLES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRET
du 15 Janvier 1929

NOTICE

établie par : Le Comité Lyonnais pour le Dépistage,
l'Observation et l'Orientation professionnelle
des Enfants anormaux et délinquants

CENTRE DE TRIAGE

sur le jeune
transféré le
au Patronage de
à

1^o Identité. = Nature du délit

1^o Noms et prénoms.

2^o Date et lieu de naissance.
État civil.

3^o A quelle religion appartient-il ?

4^o Date de l'arrêt ou du jugement
et désignation de la Cour ou du
Tribunal qui l'a prononcé.

5^o Dispositif du jugement ou de
l'arrêt (indiquer la durée de l'édu-
cation corrective).

Dire s'il y a eu appel.

6^o Dans quelle prison le mineur
était-il ?

7^o Exposé succinct des faits qui
ont motivé les poursuites.

8^o A quelles causes peut-on attri-
buer le délit ou le crime commis ?

9^o L'Enfant avait-il des complices ?
quels complices ? a-t-il été complice
lui-même ?

10^o Peut-on supposer qu'il ait été
excité au crime ou au délit par ses
parents ou par ses maîtres ou par
d'autres personnes ayant eu auto-
rité sur lui ?

2° Antécédents héréditaires et situation familiale.

PARENTS :

Age, date de mariage, profession,
domicile, ressources manières de
vivre, état de santé, moralité,
condamnations.

11° Père

12° Mère :

13° Autres parents :

14° Frères et sœurs ;

Age, situation, travail et conduite

3° Examen médical

Examen physique

15° Antécédents personnels :

(Infirmités constitutionnelles
et maladies graves).

16° État actuel.

Examen psychique

17° Instruction, métier, allure en
prison :

18° Tempérament :

Caractère, mœurs, conduite.

CONCLUSIONS

LYON, le

*Le Professeur de Médecine légale,
Directeur du Centre de triage,*

LYON, le

Le Procureur de la République :



En résumé, nous pouvons déduire de ces données que les établissements privés répondent mieux aux nécessités actuelles que les Maisons d'Education Surveillée, Institutions d'Etat. Ils ont évolués et appliquent de nouvelles méthodes susceptibles de donner d'excellents résultats. Une place prépondérante est faite au médecin. Afin de nous donner une idée des résultats vraiment remarquables obtenus par des établissements privés, nous mentionnerons ici-même, à titre de conclusion, les résultats obtenus par la Société Dauphinoise de Sauvetage de l'Enfance, à Grenoble, à l'Asile du Chevallon de Voreppe.

M. Boccaccio, Conseiller honoraire à la Cour d'Appel et président du Comité Central de la Société Dauphinoise du Sauvetage de l'Enfance, nous fournit, lors d'une visite, le tableau suivant, concernant les pupilles rayés de l'œuvre au cours de l'année. Leur nombre a été de 254 et le pourcentage établi donne :

1) amendés	82 %
2) amendables	13 %
3) non amendés	2 %
4) sans appréciation	3 %

Décomposition du nombre des sorties :

1) Pupilles considérés comme amendés :

Rendus à leurs familles	23
Libérés après bonne conduite	177
Engagés volontaires	8 208

2) Pupilles dont l'amendement peut encore être obtenu :

Confiés à d'autres œuvres par le Tribunal.....	14
Reconfiés à l'œuvre par Tribunal (délit)	11
Rendus à leurs familles (suite de délit ou incident à la liberté surveillée)	9 34

3) Non amendés :

Envoyés en colonie pénitentiaire	5
--	---

4) Divers :

Décédés	3
En infraction à la liberté surveillée	4 7

Total	254
-------------	-----

Ces quelques chiffres sont suffisamment éloquentes par eux-mêmes pour nous dispenser de tout commentaire et nous faire conclure à la bonne organisation intérieure des établissements privés.

CONCLUSION SUR LES INSTITUTIONS PENITENTIAIRES EN FRANCE

Arrivé à la fin de cette première partie et après avoir étudié les Institutions publiques et privées destinées à recevoir nos mineurs délinquants, il nous incombe maintenant de conclure sur ce système pénitentiaire.

De grandes réformes s'imposent. Centre de triage, centres d'observations à l'arrivée des pupilles dans la colonie, recrutement meilleur de personnel, en un mot un régime éducatif et non répressif ; exception faite pour les mineurs condamnés et les insubordonnés des autres colonies, pour lesquels la Maison d'Education Surveillée d'Eysses répond parfaitement.

Voulant préciser, nous dirons :

Régime purement éducatif pour les mineurs acquittés ayant agi sans discernement.

Régime répressif pour les mineurs condamnés.

Nous traiterons d'ailleurs de ces différentes réformes dans notre troisième partie.

Comprenant très bien l'inefficacité de notre système actuel, l'administration pénitentiaire, depuis quelques années, étudie très sérieusement cette question et il semble que sous peu le problème de l'Enfance coupable soit complètement résolu.

C'est d'abord une circulaire en date du 7 Décembre 1934 adressée à MM. les Procureurs généraux incitant les Tribunaux pour enfants à ne pas toujours renvoyer le mineur jusqu'à sa majorité dans une colonie pénitentiaire. C'est la circulaire du 8 Mai 1935 demandant aux magistrats délégués « de s'efforcer de créer au chef-lieu de la « Cour d'appel, et, s'il y a lieu, dans les centres importants du ressort, un comité de protection de l'enfance... Ce comité aura pour « objet de solliciter, par tous les moyens en son pouvoir, l'appui « des autorités locales et surtout le concours de la générosité publique afin de créer, à l'aide des ressources locales, des Maisons « d'accueil distinctes pour les garçons et pour les filles... Les juges « d'instruction, les Parquets pourraient placer provisoirement les « catégories de mineurs (mineurs simplement vagabonds, auteurs « de petits délits, ou ceux en danger moral) dans ces maisons d'accueil jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue les concernant, et la maison d'arrêt serait ainsi évitée à la plupart... »

C'est ainsi que le Comité local de l'enfance coupable à Montpellier, estimant de toute nécessité l'organisation d'un service régulier destiné à assurer l'examen au point de vue psychiatrique, notam-

ment des mineurs traduits en justice, aussi bien que des pupilles confiés à la Maison d'Education Surveillée d'Aniane, accueillit avec enthousiasme le projet de M. le Conseiller Loup sur la création d'une maison d'accueil.

Signalons enfin les nouveaux décrets-lois sur l'enfance coupable.

Décret du 27 Octobre 1935 sur le personnel des colonies pénitentiaires. Ce décret décide que, dans la mesure des vacances d'emploi, les surveillants des colonies pénitentiaires doivent (dans la proportion d'une nomination sur trois) être recrutés parmi les candidats titulaires d'un diplôme d'Etat de service social ou du diplôme pour l'enseignement des arriérés ou qui justifient du stage réglementaire dans une classe ou une école de perfectionnement. Ce nouveau décret constitue donc, comme nous pouvons le voir, un pas en avant vers l'évolution des conceptions relatives à l'enfance coupable, un passage de l'idée de répression à l'idée d'éducation.

Décret du 31 Octobre 1935 modifiant la loi de 1921 sur le vagabondage des mineurs. Décret du 31 Octobre 1935 modifiant la correction paternelle en supprimant l'emprisonnement dans tous les cas et n'autorisant qu'un placement sur désignation du Président du Tribunal Civil, soit dans une Maison d'Education Surveillée, soit dans une institution charitable (une œuvre privée), soit même chez un simple particulier. Cette réforme est cependant incomplète puisqu'elle laisse encore au père le droit d'exiger du Tribunal une mesure d'internement si son enfant a moins de 16 ans sans que le Tribunal puisse s'y opposer, à moins que le mineur possède une fortune personnelle ou exerce un métier.

Enfin mentionnons seulement le projet général de réforme de M. Louis Rollin sur les Maisons d'Education Surveillée dont nous serons amenés à parler plus loin.

Notre système pénitentiaire en matière d'enfance coupable tend donc à évoluer et à changer d'aspect. Les pays étrangers nous ont donné l'exemple, il ne reste plus qu'à les imiter et, profitant de leurs expériences, il suffira de savoir choisir pour instaurer chez nous ce qui nous manque, c'est-à-dire des cliniques pour les malades, des écoles pour ceux qui sont encore susceptibles de pouvoir être redressés et des prisons pour les autres.

DEUXIÈME PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

**Des Institutions Pénitentiaires
pour Mineurs Délinquants
à l'étranger**

Après avoir étudié chez nous les différents établissements destinés à recevoir les mineurs délinquants, il nous a paru nécessaire, afin de compléter cette étude, de jeter un regard sur les autres et de voir comment la question avait été résolue à l'étranger. Trouvons-nous peut-être là des renseignements utiles pouvant nous aider à réformer ce que nous avons estimé comme devoir l'être. Aidés par la Société des Nations qui nous a fourni une documentation sur 44 pays étrangers et par le Comité de l'Enfance coupable, à Paris, nous ne parlerons que de ceux qui ont pu attirer notre attention.

Nous résumerons cette deuxième partie à l'étude de cinq pays étrangers :

L'Allemagne.

La Belgique.

L'Italie.

La Grande-Bretagne.

Les Etats-Unis d'Amérique.

CHAPITRE I

L'ALLEMAGNE

Sont considérés comme mineurs, aux yeux de la loi pénale allemande, tous les enfants de 14 à 18 ans. Conformément à la loi du 16 Février 1923, les mineurs délinquants sont jugés par des tribunaux spéciaux pour enfants. (Jugendgericht) ; cependant, pour certains délits qui ne présentent qu'un faible degré de gravité, leurs auteurs souvent peuvent être jugés par le juge du tribunal pour enfants (Jugendrichter) sans le concours de tribunaux d'échevins ; on simplifie en somme la procédure. (Décret du Président du Reich du 14 Juin 1932).

Quelles vont être les mesures prises par le Tribunal à l'égard des mineurs délinquants ? Deux partis pourront être envisagés par lui :

Ou bien le mineur qu'on lui emmène est un malade que l'on peut rééduquer et sauver et, dans cette hypothèse, il le remettra dans une institution à cette fin,

ou bien le mineur n'est susceptible d'aucun amendement et sa conduite nécessite une peine que l'enfant purgera dans une prison.

On comprend dès lors combien est lourde la responsabilité du juge dont dépend la vie d'un enfant. Aussi s'entoure-t-il, avant de prendre une décision, des garanties les plus sûres. Ces garanties lui seront données par la loi du Reich sur la protection de l'enfance

qui, dans son article 65, indique que le « tribunal avant d'ordonner des mesures administratives d'éducation (Fürsorgeerziehung) peut également prescrire un examen médical, et l'hospitalisation du mineur, pour une durée de six semaines au maximum, dans une clinique de psychiatrie ou un établissement analogue aux fins d'observation ». Le décret du Président du Reich en date du 4 Novembre 1932 est venu par ailleurs renforcer ces prescriptions au sujet de l'examen du mineur avant les mesures d'éducation en décidant « qu'aucune mesure administrative, d'éducation ne peut être ordonnée si manifestement elle ne présente aucune chance de bons résultats. » Ainsi cet examen auquel va être soumis le mineur délinquant permettra au juge de pouvoir se prononcer sans crainte et d'ordonner selon les résultats donnés par les médecins experts, soit des mesures éducatives, soit des mesures répressives.

Nous indiquerons aussitôt très brièvement que, lorsque le juge adopte cette dernière solution et prononce contre le mineur une peine privative de liberté, celle-ci est subie dans une véritable prison d'Etat et non dans les mêmes établissements que les autres mineurs reconnus susceptibles d'amendement.

Toutefois, il ne s'agit là que de pénitenciers spéciaux aux mineurs où les adultes n'ont point accès.

Ces quelques idées générales exposées, il nous appartient maintenant de connaître les institutions chargées par le Tribunal des tutelles de la garde et de l'éducation des mineurs délinquants.

Des institutions d'éducation

Ces institutions d'éducation sont de deux sortes : publiques et privées et groupent les mineurs d'après le sexe, l'âge, les aptitudes physiques ou intellectuelles. Il importe cependant, avant de parler de leur organisation, de signaler l'existence à leurs côtés d'établissements spéciaux ou sections d'observation dans lesquels l'on place chaque mineur soumis au régime de la « Fürsorgeerziehung ». Ces établissements sont de véritables centres de triage où le mineur sera soumis à un examen pédagogique et psychologique qui permettra de le placer dans telle ou telle institution appropriée.

Placées en dehors des villes, ces institutions adoptent de plus en plus les systèmes pavillonnaires permettant ainsi une nouvelle sélection parmi les mineurs qui se trouvent ainsi parqués par famille d'après leur âge et leurs instincts.

§ I. — *Le personnel*

Le personnel employé dans les institutions pour enfants délinquants est un personnel spécialisé qui a reçu une formation afférente à ses occupations. Ce sont des agents diplômés du service de prévoyance sociale, des personnes sortant des écoles normales d'éducateurs qui seront à même de surveiller et d'éduquer les en-

fants qui leur seront confiés. Ce personnel est presque toujours un personnel homme. Les femmes sont cependant employées comme éducatrices de tout jeunes garçons. Sans vouloir faire maintenant l'énumération du personnel employé dans les institutions, nous citerons à titre d'exemple la composition du personnel des institutions de Berlin qui comprend :

- 20 agents diplômés du service de prévoyance sociale.
- 20 personnes sortant des écoles normales d'éducateurs.
- 17 personnes ayant reçu une autre formation (infirmiers-instituteurs).
- 30 maîtres artisans.
- 15 personnes sans préparations spéciales.

§ II. — *Les pupilles*

Comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, les mineurs se trouvent groupés dans les institutions d'éducation d'après leur âge, leur sexe et leurs aptitudes physiques ou intellectuelles. La durée de leur séjour dépendra des résultats obtenus. En effet, bien que légalement les mesures administratives d'éducation doivent cesser lorsque le mineur atteint l'âge de dix-neuf ans, il arrive quelquefois que l'on maintient le régime éducatif jusqu'à 21 ans, pour compléter et perfectionner le redressement moral du sujet. De même dès que le Directeur de l'institution constatera d'heureux résultats, il pourra, antérieurement à la libération, placer un pupille dans une famille. Il pourra ainsi se rendre compte de l'amendement complet de l'enfant.

§ III. — *Mesures rééducatives*

Au point de vue éducation morale et religieuse et au point de vue enseignement scolaire, nous ne relèverons ici rien de particulier qui puisse attirer notre attention. Nous indiquerons au contraire une heureuse initiative sur l'enseignement professionnel. On attache, avec juste raison d'ailleurs, une grande importance à l'enseignement professionnel pour les pupilles. N'est-ce pas lui, en effet, qui leur permettra, à leur sortie de l'institution, de pouvoir se créer une situation et de ne point sombrer dans le désœuvrement ? L'enseignement d'un métier comme : menuisier, forgeron, boulanger, cordonnier, etc..., est poussé dans les institutions jusqu'à l'examen de compagnon. Afin maintenant de pouvoir attribuer à cet examen une certaine valeur, on rend cet apprentissage équivalent à l'apprentissage libre ; de telle sorte que lorsque le mineur n'accomplit dans l'établissement qu'une partie de son apprentissage, on tient compte de cette période après sa mise en liberté. Nous indiquerons enfin que l'enfant est libre de choisir la profession qui lui convient et ce n'est que lorsque celui-ci n'aura aucune préférence ni aucun goût marqué pour telle ou telle profession qu'on l'orientera, après l'avoir soumis à un examen psychologique et psychiatrique qui permettra de déterminer ses tendances.

Au point de vue discipline et punition, chaque institution possède un règlement intérieur qui les détermine en tenant compte de la nature des enfants qui lui sont confiés. Les sanctions consistent en la suppression de certains privilèges, en l'obligation d'effectuer des travaux spéciaux, exceptionnellement des châtiments corporels pour les garçons de 8 à 14 ans.

Enfin signalons que les sports sont pratiqués dans toute les institutions. Ils occupent dans le système éducatif allemand une place prépondérante. On en est arrivé même à permettre les pupilles à former des groupes sportifs et à organiser des matches avec des sociétés sportives libres.

CONCLUSION

Après ce bref exposé du régime allemand sur les institutions chargées de recueillir les mineurs délinquants, nous mentionnerons ici, à titre de conclusion, les différents points qui nous ont frappé et qui nous paraissent susceptibles de pouvoir être appliqués chez nous :

1° La possibilité qu'a le juge avant de prendre sa décision de remettre l'enfant entre les mains d'un psychiatre, qui lui indiquera les possibilités d'amendement ou non du sujet.

2° La création de ces sections d'observations qui permettront un triage parmi les mineurs et qui les grouperont dans telle ou telle institution.

3° L'équivalence à l'apprentissage libre donnée à l'apprentissage du mineur dans l'institution, au point de vue de l'enseignement professionnel.

4° Spécialisation du personnel.

5° Enfin pour préparer les pupilles à la vie sociale, nous soulignerons la faculté qu'ils ont, par l'intermédiaire des sports, d'avoir des relations avec l'extérieur.

CHAPITRE II

LA BELGIQUE

Que ce soit du point de vue des adultes, ou du point de vue des mineurs, la Belgique est bien en avance sur la France, en ce qui concerne le régime pénitentiaire. La réforme se manifesta en 1919, grâce à l'initiative de M. Vanderverde, ministre de la Justice. En Juin 1920 fut créé le Conseil Supérieur des Prisons et, à cette même époque, fut créé aussi le Service Anthropologique des prisons (S. A. P.). Cet examen anthropologique, qui est à la base de

tout le système pénitentiaire belge, est appliqué à tous les condamnés primaires et condamnés récidivistes, et que les condamnés soient adultes ou mineurs. Les docteurs Vervaeck et Heger-Gilbert estimaient que cet examen anthropologique était aussi nécessaire aux prévenus qu'aux condamnés, mais les juges d'instruction, craignant peut-être de perdre leur indépendance pendant l'instruction, avaient fait opposition à l'instauration d'une telle mesure. Donc seul le condamné sera soumis à cet examen anthropologique qui sera par la suite l'objet d'un long rapport très détaillé comportant environ 1.500 questions. (Renseignements généraux et administratifs - passé criminologique - renseignements criminologiques - renseignements formés par les enquêtes - renseignements sociologiques hérédité - passé médical - état actuel - examen médical - mensuration - anomalie - exploration du système nerveux - organes des sens examen psychologique - analyse psychologique - classification des caractères (normaux et anormaux) - renseignements pénitentiaires - traitement médico-psychiatrique - fiche d'orientation professionnelle - instruction générale, etc...).

Un dossier étant ainsi constitué pour chaque cas, il suivra le détenu dans toutes les prisons où il passe, il appartiendra au Directeur d'appliquer d'accord avec le médecin, le traitement à suivre. A la libération du condamné le dossier est renvoyé au laboratoire central, d'où il sera extrait de nouveau en cas de récidive, ce qui, par conséquent, facilitera la tâche du nouvel examen, et permettra, par l'application d'autres méthodes, de rechercher les moyens les plus sûrs d'amendement des coupables.

Comme nous l'avons d'ailleurs indiqué, mineurs et adultes sont assujettis aux mêmes mesures; l'établissement seul changera. Si nous nous sommes permis ici d'empiéter dans un autre domaine et de parler en quelques mots du traitement des condamnés adultes, c'est pour bien montrer combien fut grande la réforme réalisée en Belgique, au cours de ces dernières années et pour mettre en lumière aussi le parallélisme de traitement entre adultes et mineurs.

Toute cette évolution subie depuis 1920 par le système pénitentiaire belge, a eu pour but essentiel de donner à la prison un caractère psychiatrique et éducatif nettement prononcé. C'est dans ce sens que s'est prononcée la loi dite de défense sociale du 9 avril 1930. Le législateur de 1930 adoptant un régime de sentence indéterminée décide:

1° Que les délinquants adolescents seraient envoyés à la prison-école par mesure éducative (cette partie concernant l'enfance coupable n'a pas été soumise au Sénat et demeure à l'état de projet):

2° Que les récidivistes, à l'expiration de leur peine, seront placés pour un temps indéterminé dans une colonie de travail par mesure de défense sociale;

3° Que les criminels jugés responsables, seront, par une sorte de sentence thérapeutique, confiés à un organisme nouveau, placés

dans les mêmes conditions dans des établissements et colonies à caractère médical et psychiatrique et, lors de leur mise en liberté, durant un certain temps soumis au contrôle de l'aliéniste (1).

La loi belge du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance avait déjà résolu le problème des mineurs de 16 ans. Jusqu'à cet âge, la loi ne considère pas le mineur comme un coupable et ne lui inflige pas une peine et n'édicte, à son égard, que des mesures de garde et d'éducation. Mais, dès qu'il aura atteint sa seizième année, l'adolescent qui se rendra coupable d'une infraction est assimilé à un adulte avec ce seul correctif: s'il a moins de dix-huit ans lors du jugement, le délinquant condamné sans sursis à l'emprisonnement peut être mis à la disposition du Gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité (art. 37 L. 15 mai 1912). Ce système devait paraître plutôt critiquable, car peu après l'entrée en vigueur de la loi, fallut-il prescrire aux parquets de suspendre l'exécution de la peine d'emprisonnement pour faire, sans délai, la mise à la disposition du Gouvernement.

C'est ainsi que, sur l'initiative de M. le Ministre Vandervelde, furent créées en 1921 les prisons-écoles pour adolescents.

Le projet de loi de défense sociale, prévoyait pour les délinquants âgés de seize à vingt-et-un ans la suppression de l'emprisonnement correctionnel comme peine principale et il le remplaçait par la détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis (art. 24 du projet). Si ce projet a été renvoyé à plus tard, il est heureux de constater cependant qu'en pratique les parquets suspendent toute exécution de peine d'emprisonnement pour diriger l'enfant sur la prison-école.

§ 1. — *Des institutions chargées de recevoir les mineurs délinquants*

En vertu de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, les mineurs peuvent être placée dans des institutions de charité ou d'enseignement, dans des asiles ou dans des établissements spéciaux pour anormaux, enfin, dans des établissements disciplinaires de l'Etat. Il n'existe pas de prisons pour enfants. L'enfant est considéré comme un malade que l'on doit soigner et non comme un coupable que l'on peut punir. Il ne faut pas cependant pousser ce raisonnement à l'extrême et croire en l'absence de toute répression, la répression joue son rôle comme partout, mais elle n'est employée qu'en dernière extrémité.

Les établissements destinés à recevoir les mineurs de justice sont publics ou privés.

Comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, dans les idées générales sur le système pénitentiaire belge, les mineurs ne sont pas

(1) Voir sur ce point une étude complète de la loi de défense sociale du 9 avril 1930, thèse Toulouse 1930, Jean Buffelan: *La réforme pénitentiaire en Belgique* et la loi de défense sociale du 9 avril 1930.

soumis avant toute décision du juge à un examen médical et anthropologique quel qu'il soit. Ce n'est que lorsque la sentence est prononcée que l'enfant sera dirigé obligatoirement sur un centre d'observation où il sera étudié, ce qui permettra de le placer dans tel ou tel établissement suivant les cas.

Ces établissements d'observation sont au nombre de deux :

Etablissement d'observation à Moll pour les garçons ;

Etablissement d'observation à St-Servais pour les filles.

Indiquons qu'à côté de ces deux établissements se trouvent deux établissements d'éducation, mais ils sont tout à fait indépendants des premiers.

L'examen physique du mineur est alors effectué à son entrée dans l'établissement d'observation, on pourra avoir recours, dans certains cas, au psychiatre, ce sera assez rare car l'examen psychologique incombe spécialement à la Direction de l'école, aux instituteurs, chefs de sections.

Cet examen terminé, l'enfant sera dirigé sur un établissement d'éducation convenant le mieux à sa constitution. Ces établissements seront :

1° Pour les garçons :

Etablissement d'Education à Moll (pour les plus mauvais) ;

Etablissement d'Education à Ruysselede ;

Etablissement d'Education à Saint-Hubert.

Ces deux derniers, pour ceux qui ont affirmé leur amendabilité, au cours de leur séjour à l'établissement d'observation.

2° Pour les filles :

Etablissement d'Education à Saint-Servais.

A côté de ces divers établissements que nous venons d'énumérer, signalons l'existence :

D'un établissement pour garçons anormaux avec colonie familiale à Moll ;

D'un asile clinique pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes et la section de disciplines à Bruges ;

Enfin, des établissements privés comme la prison-école de Hoogstraeten.

§ 2. — *La vie des pupilles dans ces différents établissements.*

A l'arrivée de l'enfant dans l'établissement d'éducation, il appartient dès lors au Directeur de connaître le mineur au point de vue mental. L'enfant va donc être soumis à une série d'épreuves (tests de tous genres) qui permettront de le classer dans sa catégorie.

Les mineurs sont en effet, répartis en groupes d'après leur âge physiologique : les enfants, les adolescents, et les jeunes gens. Cha-

que groupe se subdivise en sections où les enfants sont classés d'après leur degré d'amendement: les moins bons constituent la section d'épreuve; les meilleurs la section d'Honneur; la section intermédiaire est la section de récompense.

La moyenne de la durée d'internement n'atteint pas deux ans et ne s'étend pas au-delà de la vingt-et-unième année.

Comme chez nous, l'enfant reçoit un enseignement scolaire et un enseignement professionnel. Pour ce dernier, signalons la création dans chaque établissement d'un comité d'orientation professionnelle déterminant le choix du métier en tenant compte des goûts, des aptitudes, du désir des parents et de l'avis des autorités judiciaires, et une innovation très heureuse, touchant à la délivrance d'un certificat de capacité. A la fin de leur internat, les jeunes apprentis, à la suite d'examen, peuvent obtenir un certificat de capacité. Ce certificat de capacité est très important, car il aidera plus tard l'enfant à se trouver un emploi assez facilement.

Le personnel est diplômé et offre par conséquent toutes les conditions requises pour obtenir de bons résultats chez les enfants dont ils ont la garde. Le personnel féminin est peu employé; dans les établissements pour garçons on ne recrute que des ravaudeuses et des lessiveuses qui sont employées à l'entretien du linge.

CONCLUSION

Le système pénitentiaire belge en matière d'enfance coupable est excellent et semble répondre de façon parfaite au redressement du mineur délinquant.

L'enfant est en effet protégé d'abord par les établissements d'observation qui ne le placeront que dans un établissement approprié: ensuite il n'aura pas le moindre contact avec d'autres enfants plus mauvais et plus pervers, puisque, après examen, il sera classé suivant sa catégorie.

Si, comme nous l'avons vu, on s'efforce de guérir l'enfant de ses mauvaises tendances, on pense aussi à lui assurer un métier et un avenir par la création d'un Comité d'orientation professionnelle et par le certificat de capacité qui lui sera remis à sa sortie de l'établissement.

Enfin, l'enfant n'aura pas l'impression de subir une peine puisque son internement ne dépassera pas, en général, deux ans. Ainsi, il ne se laissera pas décourager par la perspective d'un internement de longue durée, et luttera plus facilement par conséquent contre ses mauvais instincts.

CHAPITRE III

L'ITALIE

Comme en Allemagne, ou bien le mineur est jugé incapable de pouvoir être redressé et condamné il subira sa peine dans une prison, ou bien au contraire on estimera pouvoir le redresser et en pareil cas, on le soumettra à un régime spécial convenant à sa personne. Dans ce dernier cas, l'enfant sera confié à des maisons de réforme ou « Réformatorii ». Celles-ci seront soit des établissements d'Etat ou des institutions privées.

Nous n'avons rien de bien particulier à signaler sur l'organisation intérieure de ces « Réformatorii ». Les mineurs y sont classés selon l'âge, le sexe, l'état de santé, (il existe des institutions en pleine campagne, à la mer, à la montagne) ; suivant l'état mental (il existe des établissements pour anormaux). Ils y reçoivent comme partout ailleurs une éducation scolaire et professionnelle. Notre attention a été cependant attirée par la création toute nouvelle de centres d'observation. Il en existe peu : deux à Rome et plusieurs sont en voie de création dans d'autres grandes villes.

Ayant obtenu quelques renseignements (1) sur le centre d'observation de Rome nous l'exposerons en quelques lignes car comme nous allons le voir, il représente en somme, par sa centralisation, tout le système pénitentiaire italien en matière d'enfance coupable.

Le Centre d'observation pour enfants difficile et délinquants à Rome

Ce centre d'observation et de triage existait depuis quelques années à Rome, mais depuis 1934 il s'est complètement transformé, en ce sens qu'il a groupé autour de lui d'autres organismes tels que : le Tribunal pour enfants, la prison préventive et la maison de rééducation. En un mot on a tout centralisé.

Indiquons cependant aussitôt une lacune, c'est que ce centre d'observation est uniquement réservé pour les garçons. Rien n'a encore été prévu pour les filles.

L'enfant subit, à son arrivée dans le centre, des examens médicaux, afin de rechercher les maladies infectieuses ou héréditaires et pour déceler également ses capacités physiques pour son orientation professionnelle. Il subit ensuite un examen psychologique (pratique des tests), mais sur ce point et avec juste raison d'ailleurs, on préfère l'observation directe au cours du travail et des jeux, l'enfant agissant beaucoup librement et sans contrainte. Pour obtenir ce résultat, durant son séjour dans le centre, l'enfant est soumis à un travail intellectuel et manuel. L'enseignement est individualisé, bien entendu. Quant aux travaux manuels, étant donné la courte période

(1) Revue : *L'Enfance coupable*, n° 5, Septembre-Octobre 1935.

que passe le mineur au centre, il ne pourra être question de travail en atelier. Aussi, se contentera-t-on de quelques travaux insignifiants comme le dessin ou le modelage.

Tous les résultats de ces diverses observations sont joints au dossier du mineur et permettent au Directeur du centre d'observation de conclure, soit à une mise en liberté surveillée, soit remise aux parents, soit placement dans une maison de rééducation, etc... Le Tribunal pour enfants est alors saisi et statué sur la proposition qui lui est faite.

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, nous allons trouver maintenant à côté du centre d'observation, la prison préventive. Le terme est, ici, impropre, car la vie menée par les mineurs dans la prison préventive est la même que celle qu'ils pourraient mener « au centre ». D'ailleurs le mineur qui sort de la prison préventive pour passer à l'observation ne restera que quelques jours au centre d'observation. Nous signalerons cependant ici une lacune : les enfants pendant la nuit sont en dortoirs.

C'est ensuite la Maison de rééducation où sont envoyés les mineurs susceptibles de pouvoir être rééduqués et sur laquelle nous n'insisterons pas, n'offrant rien de particulier. Enfin c'est le Tribunal pour enfants qui se trouve, lui aussi, compris dans le même bloc. L'enfant est jugé en dehors du palais de justice et sera jugé par une personne étrangère à la magistrature, soit le médecin-directeur du centre d'observation, soit le directeur de la Maison de rééducation. L'instruction est cependant confiée à un magistrat.

Que conclure de toute cette organisation ? L'Italie a réalisé là un très gros progrès dans le domaine pénitentiaire. Tout se trouve centralisé et groupé en un seul bloc : centre d'observation, Tribunal pour enfants, prison préventive et Maison de rééducation, mais ce qui doit surtout frapper notre attention, c'est l'étroite collaboration qu'il y a ainsi entre le médecin, le magistrat et le pédagogue, pour le redressement de l'enfance coupable.

Ce centre d'observation n'existe qu'à Rome, mais il en sera prochainement créé d'autres dans tous les ressorts de Cour d'Appel.

CHAPITRE IV

LA GRANDE-BRETAGNE

Avant d'aborder l'étude des institutions chargées de recevoir les mineurs délinquants, nous éliminerons aussitôt une catégorie d'enfants sur lesquels nous ne dirons que quelques mots : il s'agit des mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement. Chez nous, nous avons vu, un mélange entre acquittés et condamnés. Ici, au contraire, séparation bien nette entre eux. Tout mineur condamné à une

peine d'emprisonnement (à moins de dispositions spéciales) ira purger sa peine dans une prison comme un adulte. Mais, d'après la loi de 1933, concernant les enfants et adolescents (*Children and Young persons act*) il faut que le tribunal atteste de façon formelle que la dépravation de l'enfant est telle qu'il ne peut être remis à une institution.

Si l'enfant est conduit dans une prison, il n'aura cependant aucun contact avec les adultes, car un quartier spécial lui est réservé. Lorsque la peine est de longue durée, c'est-à-dire à partir de trois mois et au-delà, les mineurs sont transférés dans des prisons tout à fait spéciales pour eux et connues sous le nom de « Centres pour jeunes prisonniers. »

Ceci indiqué, nous passerons alors à une autre catégorie de mineurs, c'est-à-dire ceux qui ont été reconnus par le Tribunal comme susceptibles de pouvoir être redressés et réadaptés à la vie sociale.

DES INSTITUTIONS CHARGÉES DE RECUEILLIR LES MINEURS DELINQUANTS

Ces institutions sont au nombre de quatre. Nous trouvons :

1° *Les écoles agréées*, pour les mineurs de 10 à 17 ans.

2° *Les foyers et « hostels » agréés* : institutions bénévoles pour les mineurs de 16 à 21 ans ayant fait l'objet d'une ordonnance de mise en liberté surveillée. Le mineur est tenu de résider pendant environ 6 mois dans une de ces institutions avant de jouir d'une liberté beaucoup plus complète. Il travaillera au dehors mais sera tenu de réintégrer son « hostel » à la fin de ses occupations journalières.

Ces institutions sont surveillées par un inspecteur principal. Quant aux frais d'entretien, jusqu'à concurrence d'un maximum de 15 shillings par semaine, ils peuvent être mis à la charge de l'autorité locale de la circonscription de laquelle vient l'adolescent et, dans ce cas, 50 % de ces frais sont recouvrables sur l'Etat.

3° *Les foyers privés* : foyers d'enfants, foyers de rééducation et de relèvement, refuges, etc..., analogues à nos institutions privées.

4° *Les institutions Borstal* : pour les mineurs de 16 à 21 ans condamnés par une cour supérieure (Assises par exemple). Cependant, un mineur qui se sera évadé d'une maison agréée pourra se voir interné dans une de ces institutions sur jugement d'un tribunal ordinaire.

Cette énumération nous montre que les deux plus importantes institutions chargées du redressement des mineurs délinquants sont les écoles agréées et les institutions Borstal. Aussi ne parlerons-nous que de ces deux.

Section I. — Les Ecoles agréées

Nous avons déjà indiqué que les mineurs envoyés dans ces écoles étaient des enfants de 10 à 17 ans, nous en trouverons cependant au-dessous de 10 ans, mais comme nous le verrons bientôt, ils seront rangés en dehors de toute influence des plus âgés. La durée de détention dans ces écoles varie suivant leur âge. Si le mineur a plus de 16 ans, il ne pourra être maintenu plus de 3 ans dans l'école. (Cette période peut cependant être prolongée de 6 mois avec le consentement du Secrétaire d'Etat). Si, au contraire, il a moins de 15 ans à l'expiration de son internement de 3 ans dans l'établissement, sa détention pourra, selon les circonstances, être maintenue jusqu'à ce qu'il est atteint sa quinzième année.

Tous les mineurs dont nous parlons en ce moment ne seront pas mélangés dans les mêmes établissements. Les écoles agréées se répartissent en général en trois grandes catégories :

Les écoles pour les mineurs d'âge scolaire.

Les écoles pour mineurs ayant dépassé l'âge scolaire.

Les écoles pour jeunes travailleurs.

La classification est la même pour les garçons et les filles — signalons à côté de ces établissements l'existence de maisons spéciales pour mineurs arriérés et souffrant d'une infirmité physique.

*
**

Le mineur ayant déjà été soumis à une visite médicale devant le tribunal, il ne sera examiné qu'au point de vue mental à son arrivée dans l'école agréée à laquelle il est affecté. Des « tests » lui sont alors posés pour vérifier s'il correspond bien au niveau mental des autres mineurs de l'école, mais il n'y aura pas de centre d'observation proprement dit. Il recevra alors une éducation scolaire et un enseignement professionnel et touchera un salaire pour son travail. Signalons toutefois sur ce point que l'épargne est facultative afin « d'apprendre à l'enfant à manier l'argent lui-même et à le dépenser aussi bien qu'à l'économiser ». (1) Cette conception est discutable et il paraîtrait préférable de voir une épargne obligatoire afin d'assurer au mineur un pécule de sortie.

Mentionnons enfin qu'au point de vue de l'enseignement professionnel, les écoles agréées n'ont point la prétention d'apprendre un métier aux mineurs pendant le court séjour qu'ils y passent, mais recherchent surtout à orienter l'enfant vers telle ou telle profession pour lui permettre par la suite de se spécialiser et se perfectionner.

(1) Société des Nations: *Les Institutions pour enfants dévoyés et délinquants*, page 76.

Section II. — Les institutions Borstal

Sous les conditions que nous avons précédemment indiquées, ces institutions ne reçoivent que les mineurs de 16 à 20 ans. Leur séjour dans ces établissements varie entre deux ans au minimum et trois ans au maximum. Comme pour les écoles agréées, nous remarquons une détention relativement courte. En nombre restreint, on ne compte que six institutions de ce genre pour garçons et une pour filles.

Adoptant le système pavillonnaire, chaque institution est divisée en quatre ou cinq « maisons » comprenant 60 à 70 garçons. L'institution Borstal pour jeunes filles étant moins importante par son effectif, groupe toutes les mineures dans les mêmes bâtiments. Etant donné ici le caractère plus difficile des mineurs, le personnel sera sélectionné et on ne prendra que les candidats les plus aptes à remplir de telles fonctions. Ils doivent d'ailleurs tous effectuer un stage.

Les six institutions Borstal qui existent en Grande-Bretagne pour recevoir les mineurs délinquants sont toutes différentes les unes des autres. Les unes seront pour les arriérés mentaux, les autres pour les plus âgés et les plus endurcis, d'autres enfin pour ceux qui paraissent les plus facilement amendables. Une question se pose alors : comment va-t-on répartir les mineurs dans ces différentes institutions ?...

*
**

Afin d'obtenir de meilleurs résultats, il est indiscutable qu'il faut avant tout opérer un centre de triage parmi les mineurs et les grouper par catégories dans telle ou telle institution les concernant. Aussi, avant même d'affecter un mineur dans une institution Borstal, le conduit-on sur un centre de rassemblement à Londres. Il s'agit d'un centre d'observation et de triage où l'enfant sera examiné assez longuement au point de vue médical et au point de vue mental. Pendant le temps qu'il passera dans ce centre, une enquête sera faite de même auprès de ses parents afin de mieux connaître encore et de pouvoir le diriger aussi sans crainte vers une institution donnée.

Ce centre de rassemblement n'existe que pour les garçons, il n'existe pas pour les filles.

Amené dans une institution Borstal, le mineur reçoit un enseignement scolaire suffisant, il peut même, s'il le désire, suivre des cours par correspondance. Quant à l'enseignement professionnel, il se divisera en trois stades. L'enfant sera d'abord affecté aux travaux domestiques, il passera ensuite dans un groupe de manœuvres pour travailler en plein air, enfin il sera placé dans une section professionnelle : coupe, agriculture, jardinage, cuisine, menuiserie, maçonnerie. A titre indicatif, notons que l'institution Borstal, à Lowdham-Grange, a été construite par les garçons d'autres institutions Borstal.

Nous n'avons pas ici de salaire fixe, le mineur peut cependant recevoir une rémunération basée sur sa bonne conduite. Signalons ici une nouveauté digne d'être retenue : dans une ou deux institutions de Borstal, on a introduit des projets de rémunération collective par équipes. Cette nouvelle méthode peut donner d'excellents résultats, mais elle offre en elle-même trop de dangers pour nous permettre de la proposer chez nous.

Avant même de conclure, et quoiqu'en dehors de notre sujet, nous nous permettrons de citer ici une information parue dans la « Revue pour l'Enfance coupable » du mois de novembre 1935 sur les sanctions à appliquer aux parents pour les délits commis par leurs enfants :

« Les magistrats de Sunderland ont décidé le 27 septembre dernier, s'appuyant sur le paragraphe 35 de la loi des mineurs, de punir les parents aussi bien que les jeunes délinquants. Désormais, mais, si les enfants récidivent, après que leurs parents auront donné caution de leur bonne conduite future, les parents pourront être poursuivis et être punis d'emprisonnement ou de saisie.

« Toutefois, ils pourront faire appel.

« Jusqu'ici il ne semble pas que cette mesure ait reçu beaucoup d'application et chaque cas devra être étudié particulièrement. »

CONCLUSION

Ce qui doit attirer tout particulièrement notre attention dans le système pénitentiaire de la Grande-Bretagne sur les mineurs délinquants, c'est de voir cette séparation absolue entre mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement et mineurs confiés à une institution. Nous ne devons pas rester insensibles non plus aux résultats obtenus par les Institutions Borstal : un pourcentage de 60 % de mineurs amendés environ.

Enfin la Grande-Bretagne nous montre que l'on peut obtenir de meilleurs résultats en ne détenant les mineurs que pendant une période assez courte. A quoi bon maintenir en effet un mineur pendant des années et des années lorsqu'en trois ans seulement on peut obtenir son amendement ? Si l'on ne l'obtient pas, pourquoi conserver ce délinquant, corrompre les autres et compromettre par là même leurs possibilités de redressement ?

CHAPITRE V

LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Ne nous attendons pas à trouver ici un système pénitentiaire digne d'être envié chez nous. Si pour les adultes l'organisation des

prisons est bonne, pour les enfants nous allons voir qu'elle est loin de pouvoir atteindre son but.

Nous indiquerons d'abord que dans les prisons fédérales ou des Etats, où peuvent être détenus des mineurs, il n'existe pas de bâtiments spéciaux ni même de quartiers distincts pour ces derniers. D'après notre documentation, « l'expérience a démontré que dans l'intérêt des jeunes détenus, il n'est pas toujours opportun de les séparer des adultes. » (1)

Quant aux institutions destinées à recevoir les mineurs délinquants, elles se classent en deux catégories : la première catégorie comprenant les établissements uniquement réservés aux mineurs délinquants de moins de 21 ans, la seconde comprenant les établissements réservés surtout aux adultes, mais dans lesquels peuvent être placés des mineurs.

Section I. — Institutions ne recevant principalement que des mineurs délinquants

Cette catégorie d'institutions se divise elle-même en deux groupes. Le premier comprenant que des établissements ne prenant les mineurs que jusqu'à l'âge de 18 ans, le second destiné à recevoir les mineurs de 18 à 21 ans et même au-dessus de cet âge comme nous le verrons.

I. — Institutions réservées aux mineurs de 10 à 18 ans

Les différents établissements que nous pourrions y rencontrer sont :

- des écoles industrielles ou « industrial schools » ;
- des écoles d'instruction générale ou « training schools » ;
- des écoles professionnelles ou « vocational schools ».

Ces établissements sont tous conçus d'après le système pavillonnaire. Ce sont soit des institutions fédérales (National training school for boys et National training school for girls), soit des institutions des Etats, soit des institutions locales (à la charge des comités et des villes), soit enfin des institutions privées (il en existe très peu).

II. — Institutions réservées aux mineurs de 18 à 21 ans

Les établissements compris dans cette catégorie sont connus sous le nom de Maisons de réforme ou « Reformatories ». Cette séparation entre jeunes enfants et mineurs plus âgés serait bonne et donnerait sans nul doute les meilleurs résultats si malheureusement on ne trouvait dans cette dernière catégorie des adultes. On

(1) Société des Nations: *Les Institutions pour enfants dévoyés et délinquants*, page 137.

prétend en effet que l'on doit essayer de rééduquer un homme lorsqu'il s'agit de son premier délit. Aussi pour arriver à ce résultat, sans souci de compromettre le sort des jeunes délinquants, mêle-t-on avec eux des adultes délinquants primaires (âge maximum 35 ans). Ce procédé est évidemment très critiquable. La même critique s'adressera de même à ce qui va suivre.

Section II. — Institutions ne recevant que des adultes mais parmi lesquelles pourront se trouver des mineurs

Ce sont les prisons fédérales et les prisons des Etats, les Maisons de détention ou « fails » et les maisons de travail ou « Workhouses ». Parmi ces différents établissements qui ne devraient être réservés qu'aux adultes, on trouve néanmoins quelques mineurs. Les prescriptions légales concernant l'internement des mineurs dans des prisons varient d'un Etat à l'autre. En règle générale n'y seront conduits que les mineurs ayant commis un délit très grave.

Nous comprenons difficilement pareil système répressif pour un enfant. On ne cherche donc pas à savoir si l'enfant est susceptible ou non d'amendement, on le punit plus sévèrement même qu'un adulte puisque ce dernier, s'il est délinquant primaire et s'il n'a pas plus de 35 ans, sera envoyé dans une maison de réforme.

Section III. — Organisation intérieure des institutions réservées aux mineurs

Indiquons aussitôt qu'il n'existe aucune règle uniforme concernant les titres exigés du personnel des institutions.

Contrairement à la plupart des autres pays, on remarque ici l'emploi assez fréquent du personnel féminin.

Si l'examen médical est assez sérieux pour déceler les maladies contagieuses ou infectieuses, par contre l'examen psychologique du mineur délinquant paraît être négligé. Il n'y a pas de centre d'observation proprement dit.

Si nous paraissons critiquer dans son ensemble le système pénitentiaire des Etats-Unis d'Amérique, nous devons cependant reconnaître que l'enseignement professionnel est excellent. On laisse le choix à l'enfant du métier qui lui convient le mieux.

Pour les filles :

Travaux de ménage.
Couture.
Cuisine.
Blanchissage.
Questions agricoles.
Service domestique.

Confection.
Mode.
Puériculture.
Floriculture.
Travaux industriels.
Soins de beauté.

Pour les garçons :

Imprimerie.	Automobiles (mécanicien).
Plomberie.	Musique d'ensemble.
Electricité.	Métier de barbier.
Charpenterie.	Cordonnerie.
Peinture.	Confection.
Mécanique.	Blanchissage.
Bâtiment.	Agriculture.
Forge.	Boulangerie.
Machines et chaudières.	Service de cuisine et de table.

La variété de tous ces métiers permettra à l'enfant, lors de sa libération, de se trouver un emploi assez facilement et suivant ses goûts. C'est le seul avantage que nous avons trouvé ici.

Comme nous venons de le voir, il y a beaucoup à faire. D'abord, éviter cette promiscuité, trop souvent dangereuse, entre adultes et mineurs, ensuite, organiser des centres de triage et d'observation. Des projets de réforme sont, d'ailleurs, à l'étude en ce moment pour réorganiser l'ensemble de toutes ces institutions.

On peut se demander, maintenant, pourquoi nous avons consacré ces quelques lignes à ce système puisqu'il ne nous apporte aucun élément susceptible de pouvoir nous aider à corriger le nôtre. Si nous lui avons fait, ici, une place, c'est uniquement pour montrer que, malgré tout, notre organisation pénitentiaire, de l'enfance coupable, n'est pas si mauvaise qu'on a pu le dire quand on la compare à celle-ci.

Après ce bref aperçu, sur quelques pays étrangers, nous nous apercevons que, si nos Maisons d'Education surveillée ne sont pas les pires, elle ne sont pas cependant les meilleures. Les pays, que nous venons de citer, nous montrent quelle voie nous devons suivre.

Il nous faut évoluer, comme les autres l'ont fait. Le mineur délinquant est un malade ou un coupable qu'il faudra soigner ou punir. La Grande-Bretagne opère nettement cette distinction comme, d'ailleurs, les autres puissances que nous avons étudiées.

Pour arriver à de bons résultats, qu'ont fait toutes ces puissances? Elles ont, d'abord, confié l'enfant au médecin, ensuite au psychiatre, enfin, elle a laissé le soin, à l'éducateur, de remplir sa mission, c'est-à-dire, de rééduquer son sujet d'après le diagnostic qui lui a été fourni.

Le chemin nous a été tracé, nous n'avons qu'à le suivre, en tenant tous nos efforts à le perfectionner.

TROISIÈME PARTIE

Projets de Réformes

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

IDÉES GÉNÉRALES

Arrivé au terme de cette étude sur les différentes institutions spécialement destinées à recevoir des mineurs délinquants et sans avoir la prétention de résoudre ce problème de l'enfance coupable, nous nous permettons dans cette troisième partie d'émettre quelques projets de réformes.

Comme nous l'avons vu, nos maisons d'éducation surveillée *ne peuvent pas* remplir la mission qui leur a été confiée, leur organisation intérieure étant défectueuse.

Quelques institutions privées seulement répondent aux besoins de rééducation et de sauvegarde des enfants qui leur sont confiés. Il est donc de toute nécessité d'agir, c'est un devoir pour notre société. M. Louis Rollin écrivait en ces termes au comité de l'enfance coupable à Paris :

« Il me faut, disait-il, souligner avec tristesse le fait que l'enfance
« a été trop souvent laissée à sa propre misère par des hommes qui
« ont longtemps refusé de croire à la possibilité d'un redressement
« moral des jeunes déficients ou coupables.

« Le rôle et le devoir d'une société digne de sa mission est de tenir
« compte de tous les facteurs psychologiques et physiologiques qui
« ont su engendrer le mal dans une âme d'enfant et utiliser ces
« mêmes facteurs pour opérer un redressement salutaire de l'individu. La science doit être mise au service de la rééducation morale, surtout lorsqu'il s'agit d'êtres jeunes et malléables.

Et il ajoutait plus loin :

« Il nous faut, hélas, reconnaître que la France est loin d'avoir
« réalisé un effort comparable à celui de certains pays étrangers
« où elle pourrait trouver de multiples exemples de redressement
« et des méthodes qui, à cet égard, ont fait pleinement leurs preuves ».

Ce devoir qui nous incombe, nous l'avons compris. Il nous a fallu des années pour nous apercevoir de nos erreurs ; à l'heure actuelle, nous sommes en bonne voie pour réaliser une réforme générale. Espérons qu'elle ne tardera pas à rentrer en application. Un projet de réforme du statut de l'enfance délinquante fut remis, en effet, à la fin de janvier dernier à M. Pernot, Ministre de la Justice, par M. Louis Rollin, Président du « Centre de Réadaptation sociale ». Disons, en quelques mots, ce que contient ce projet.

CHAPITRE I

LE PROJET LOUIS ROLLIN

Sans entrer dans le détail, nous nous contenterons d'en indiquer les grandes lignes.

Ce projet de réforme prévoit :

- 1° La création de maisons d'observation pour enfants inadaptés, prédélinquants et délinquants ;
- 2° La réorganisation du régime de la liberté surveillée ;
- 3° La transformation des patronages ;
- 4° La transformation des établissements d'Etat ;
- 5° L'économie de la réforme.

Quelques mots seulement sur chacun de ces points.

I.. — *Création de Maison d'Observation*

Ces maisons d'observation seraient chargées de procéder à des enquêtes sur tous les cas qui leur seraient déférés et d'examiner l'enfant au point de vue médical et mental. Le mineur pendant son séjour y recevrait une éducation scolaire et professionnelle. La France serait alors divisée en huit régions : Paris, Lille, Nancy, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Lyon. Chacune de ces régions serait le siège d'une maison d'observation. Ceci peut nous paraître critiquable, il serait préférable, en effet, à faire une telle réforme, d'étendre le principe et de créer une maison d'observation près de chaque Cour d'Appel. On peut s'étonner de même de ne voir fonctionner ces centres d'observation que pour une certaine catégorie de mineurs. Ces maisons d'accueil ne recevraient en effet :

- 1° Que les enfants mal adaptés, signalés par leurs parents, l'école, les patronages, pour trouble du caractère et de la conduite ;
- 2° Les enfants arriérés ou anormaux ;
- 3° Les enfants en danger moral dont les parents doivent être l'objet de mesures judiciaires, signalés par les tribunaux ;
- 4° Les délinquants ayant commis un premier petit délit (vol de récolte, vol à l'étalage, vol de bicyclette) ;
- 5° Les vagabonds.

Pourquoi ne pas y comprendre les autres mineurs délinquants puisqu'il ne s'agit ici que d'un centre d'observation et non d'une maison de rééducation ?

II. — *Réorganisation du régime de la liberté surveillée*

Le projet de réforme ne prévoit ici que de faibles mesures. Il imposerait d'abord un stage obligatoire des délégués bénévoles auprès d'un délégué professionnel et limiterait à 10 le nombre de pupilles

qui pourrait être placé sous la surveillance d'un délégué. Comme nous n'en reparlerons pas plus loin, indiquons aussitôt que cette réforme est incomplète. Il est un fait indéniable que l'enfant placé sous le régime de la liberté surveillée jouit, malgré tout, d'une liberté trop grande. Il serait bon, à notre avis, avant de confier l'enfant à un délégué de s'assurer si cet enfant peut être soumis à cette mesure. Pour cela, il conviendrait d'établir comme en Angleterre une maison spéciale où le mineur serait tenu de résider pendant une certaine période. Ce n'est qu'après cette épreuve qu'on le confierait à un délégué.

III. — *La transformation des patronages*

Nous avons vu que certaines institutions privées étaient très perfectionnées et arrivaient à d'excellents résultats. Mais il en est d'autres qui, peu soutenues par les dons bénévoles, arrivent péniblement à faire vivre leurs pupilles. Pour celles-ci, on prévoit une augmentation des allocations qui leur sont destinées pour chaque pupille, afin de leur permettre de modifier leur régime intérieur et de donner plus de confort aux enfants.

IV. — *La transformation des établissements d'Etat*

Ici le projet Louis Rollin prévoit d'abord une spécialisation des établissements (maisons spéciales pour anormaux et pervers) et un recrutement plus sérieux du personnel.

M. Louis Rollin conclue en indiquant l'économie de la réforme : 27.600.000 francs.

**

Ce projet de réforme est en ce moment à l'étude au Ministère de la Justice. L'acceptera-t-on ? Restera-t-il lettre morte, au milieu d'autres dossiers ? Souhaitons qu'il sera mis un jour en exécution, car quoique incomplet, il marquerait un grand pas vers le progrès.

Aussi puisque rien n'a encore été fait, qu'il nous soit permis de poser, à notre tour, le problème de l'enfance coupable, tel que nous l'envisageons et essayer de lui donner une solution.

CHAPITRE II

ESSAIS DE RÉFORMES

Comme nous venons de le voir au cours de cette étude, des mesures s'imposent. Il est de toute nécessité d'abord d'examiner le mineur avant de le soumettre à un régime de rééducation quel qu'il soit, il serait bon, ensuite, que l'établissement où il sera transféré, réponde au but poursuivi, c'est-à-dire, son redressement; enfin, il

est un devoir pour nous d'assurer à ces enfants un avenir convenable et de protéger la société contre une libération trop souvent dangereuse.

Section I. — Mesures à prendre avant l'internement du mineur

Nécessité du Centre d'observation

Doit-on voir chez un enfant qui vient de commettre un délit ou un crime, un malade ou un coupable. Doit-on le soigner ou le punir ? L'éducation doit-elle l'emporter sur la répression ?

Pour répondre à toutes ces questions, il faut, avant tout, connaître l'enfant, ses antécédents, le milieu dans lequel il vit, son état physique et mental. M. Lacassagne disait : « La société est le bouillon de culture de la criminalité. Le microbe est le criminel. Les sociétés ont les criminels qu'elles méritent » (1). Il est certain que si l'on place dans un milieu criminogène un homme normal, maître de lui-même et de ses actes, il ne succombera pas et ne se laissera pas entraîner vers le mal. Placez au contraire dans le même milieu, un individu de faible constitution physique et mentale, un débile, il se laissera influencer sans s'en rendre compte et nuira un jour à la société. Le délit que commet cet individu, ce débile, ne doit pas lui être imputable, il n'est que la résultante d'une hérédité morbide, d'un milieu social funeste.

Plus particulièrement, l'enfant se laissera influencer et gagner, par de mauvais instincts. Le taudis dans lequel il vivra et qui ne sera pour lui que le théâtre du mal, l'incitera soit à partir et à devenir un vagabond, soit à agir plus tard, comme ceux qui lui ont donné l'exemple : à vivre de rapine et de vols. Si ce même enfant vient un jour devant nos tribunaux pour avoir commis un délit et même un crime, doit-on le juger coupable ? Non. C'est un malade ! Son seul crime, c'est d'avoir des parents alcooliques, c'est d'avoir eu un milieu familial et social funeste, des circonstances de vie déplorable. Son seul crime, c'est d'être né !

A côté du petit mendiant, du jeune vagabond, à côté de tous ces malades, se trouvent alors les vrais coupables, ceux qui, ayant des conditions de vie meilleures, ont agi vers le mal par pur esprit de convoitise et de lucre. Il y a aussi les intraitables, pour lesquels tout traitement éducatif serait inefficace. Ceux-là doivent être punis sévèrement. Ils ne méritent point d'égards, ils doivent subir une peine sans toutefois perdre de vue la valeur éducatrice de la peine. Ils doivent être mis à part pour ne pas contaminer les autres.

On comprend dès lors, combien sera délicate la tâche du Tribunal qui aura à se prononcer. L'enquête sociale faite sur l'enfant et ses

(1) A Lacassagne, Docteur, *Actes du premier congrès d'anthropologie criminelle*, Rome, 1885, page 166. MM. P^r Etienne Martin et D^r Victor Mouret : *Les Enfants en Justice*, page 77.

parents suffit-elle pour guider le juge à rendre sa sentence ? Non, elle lui indique seulement si les parents sont capables de conserver l'enfant chez eux et s'ils sont aptes pour pouvoir le redresser. Sur l'enfant il ignore tout, ce n'est pas en quelques minutes de conversation qu'il pourra se faire une opinion. Sur son état physique, il ne sait rien. Le dossier qu'il a devant lui, ne contient que de la procédure.

Une réforme s'impose : la création de centres d'observation en nombre suffisant, au moins un par Cour d'Appel.

Ces centres d'observation ayant un personnel spécialisé (médecins, psychiatres, éducateurs) auraient pour mission de recevoir des mineurs délinquants et de les garder pendant une certaine période relativement courte mais suffisante toutefois pour pouvoir étudier séparément chaque cas. (Un mois par exemple).

L'enfant arriverait au centre d'observation accompagné d'un membre de sa famille et ceci est d'un intérêt sinon capital, du moins très important. En effet, on a remarqué, au Centre de Triage de Lyon, par exemple, que la personne qui est interrogée sur l'hérédité de la famille de l'enfant, se confie mieux à un médecin qu'à toute personne qui se présenterait chez lui, aurait-elle même toutes qualités requises pour le faire.

Après s'être assuré de la constitution physique de l'enfant, le médecin passerait son sujet entre les mains du psychiatre qui, à l'aide de tests, se rendrait compte du niveau mental du mineur. Nous n'insisterons cependant pas trop sur l'emploi des tests, ils pourront guider le psychiatre dans son travail mais ne suffiront pas par eux-mêmes, à mettre à nu le caractère et le tempérament de l'enfant ni même à indiquer avec une certaine précision son degré intellectuel. Devant un test qui lui sera posé, si l'enfant est émotif, il se troublera et donnera de mauvaises réponses. Aussi, serait-il préférable, comme en Italie, de l'étudier surtout pendant son travail et ses jeux. Il ne serait être question, évidemment, d'un travail en atelier comme on peut le concevoir pour une Maison de rééducation, mais on pourrait créer dans le centre d'observation, de tous petits ateliers où le mineur serait assujéti à des travaux, nécessitant de sa part, une certaine adresse et du goût comme par exemple le dessin, la peinture, le modelage. Les travaux seraient évidemment réduits à leur plus simple expression. Afin de connaître maintenant le degré d'instruction de l'enfant, il serait nécessaire de joindre au travail manuel, un travail intellectuel. Des classes à effectif réduit, pourraient être faites aux mineurs, chaque jour, toutes les matinées par exemple.

Quotidiennement, les éducateurs chargés de la surveillance des mineurs, noteraient leurs observations personnelles, ce qui permettrait d'établir une notice de renseignements très complète et très détaillée.

Au bas de cette notice il appartiendrait alors au Directeur du centre d'émettre son avis sur le placement de l'enfant, s'il le reconnaît comme susceptible d'amendement. Le Tribunal en pareil cas, aurait sa tâche simplifiée, il n'aurait qu'à contrôler et homologuer purement et simplement la décision du Directeur du centre d'observation. Ce n'est qu'au cas où le mineur aurait été reconnu comme vraiment coupable ou comme non susceptible d'amendement que le Tribunal prendrait une décision soit un acquittement pur et simple s'il jugeait ce fait insignifiant soit une condamnation.

Il nous appartient maintenant de voir comment ces mesures vont être exécutées.

Section II. — L'Internement du mineur

§ 1. — *Les prisons pour enfants.*

Si l'on considère que certains enfants doivent être châtiés, on ne doit cependant pas les abandonner tout à fait et les jeter dans une prison sans se préoccuper de leur sort. Pour cette catégorie de mineurs, la répression doit jouer avant l'éducation, mais cette dernière doit cependant avoir sa place. Aussi, sera-t-il nécessaire d'envoyer les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement, dans des établissements spécialement affectés pour eux. On pourrait, en somme, ici, conserver notre régime actuel avec, cependant, quelques modifications.

Pour les mineurs condamnés à moins de six mois d'emprisonnement, ils pourraient être maintenus dans les mêmes établissements que les adultes, en leur réservant toutefois, un quartier tout à fait distinct afin d'éviter tout contact.

Pour les mineurs condamnés à six mois d'emprisonnement et au-dessus, ils seraient tous envoyés dans le même établissement. On supprimerait donc la distinction faite par la loi du 5 août 1850 entre mineurs condamnés de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et mineurs condamnés à plus de 2 ans. La Maison d'Education surveillée d'Eys-
ses pourrait donc conserver ses attributions pour les condamnés et les insubordonnés des autres colonies. Une sélection serait cependant indispensable pour les mineurs qui par la durée de leur peine, dépasseraient leur vingt-et-unième année. Ceux-là devraient alors être séparés complètement des autres et occuper un quartier indépendant. Cette réforme est d'ailleurs amorcée par nos tribunaux qui, prononcent très rarement une peine variant entre 6 mois et 2 ans d'emprisonnement. Ou bien, ils se montrent très indulgents et acquittent, prononçant ou non l'internement dans une maison d'éducation surveillée, ou bien, constatant la culpabilité du mineur, et estimant son amendement, plutôt difficile, préfèrent prononcer une peine d'emprisonnement assez forte pour éviter ce contact entre acquittés et condamnés.

Cependant, cette pratique ne constitue pas une règle fixe et il arrive, quelquefois que des mineurs soient condamnés à une peine supérieure à 6 mois d'emprisonnement sans dépasser 2 ans.

Il serait donc préférable qu'une loi vienne réformer cet état de choses et tirer le juge d'embarras, lui permettant ainsi de prononcer des peines d'emprisonnement beaucoup plus en rapport avec la gravité des faits.

On éliminerait ainsi des autres maisons d'éducation surveillée toute cette population de condamnés de six mois à deux ans d'emprisonnement, et on éviterait tous les inconvénients que nous avons déjà signalé à ce propos.

Adopter ce système est en somme adopter le système que nous avons rencontré en Grande-Bretagne.

§ II. — *Des institutions destinées à rééduquer des mineurs délinquants*

Avant d'aborder ce problème, deux questions se posent à nous : doit-on créer un grand nombre d'établissements pour recevoir les mineurs délinquants ? Doit-on donner la préférence à l'initiative privée plutôt qu'à l'Etat ?

Nous répondrons plus facilement à la première question. Il apparaît, *a priori*, de toute nécessité de créer un grand nombre d'établissements afin de pouvoir ainsi répartir toute la population des jeunes délinquants qui, ainsi clairsemée, permettrait une surveillance plus facile. Ce principe est évident et nul ne saurait le contester. Ne doit-on pas cependant atteindre le même but grâce au système pavillonnaire ? Nous verrons en effet que l'effectif d'un établissement se trouve réparti, grâce à ce système, en divers pavillons distincts les uns des autres. Le même but peut donc être atteint à moins de frais.

Quant à la deuxième question, nous resterons bien hésitants pour lui donner une solution. Donner la préférence aux établissements privés serait sans conteste un danger pour le mineur qui risquerait d'être considéré par certains comme une source de revenus. Faire pleine confiance aux établissements publics, n'est-ce pas aussi compromettre le sort des jeunes délinquants ? En réalité, les établissements publics seraient les seuls vraiment susceptibles de pouvoir remplir de façon vraiment désintéressée l'œuvre du redressement de l'enfance coupable si leur organisation répondait à tous nos désirs. Malheureusement, les crédits manqueront sans doute pour réaliser toutes les réformes indispensables. Sur ce point, au contraire, la charité de chacun de nous suffira pour permettre aux établissements privés de se transformer.

La seule solution qui puisse donc être adoptée à notre avis, c'est de maintenir les établissements d'Etat et de les stimuler en encourageant l'initiative privée.

A. — *Classification des Institutions*

La question que nous allons envisager maintenant est de beaucoup la plus importante. Tous les enfants soumis à des mesures de rééducation ne doivent pas se trouver tous réunis dans les mêmes établissements. Un triage doit être opéré parmi eux, ce qui doit amener alors une certaine spécialisation des institutions. Les uns seront pour les mineurs de 13 ans, les autres pour les mineurs plus âgés. Sur ce point, nous avons vu que notre régime pénitentiaire actuel avait réparti avec beaucoup de compréhension les institutions pour mineurs en tenant compte du sexe, de l'âge et des aptitudes physiques. Il ne faut pas oublier non plus que nous avons des quartiers réservés pour tuberculeux et syphilitiques. Mais il est un point important à notre avis, et dont il n'a pas été tenu compte, c'est la création d'établissements pour enfants anormaux. En effet ceux-ci ne peuvent pas recevoir de traitements appropriés si on continue à les laisser parmi les autres. Il serait au contraire de toute nécessité de conduire les anormaux dans des établissements tout à fait spéciaux où ils seraient traités et rééduqués comme il conviendrait de le faire. Les pays étrangers nous ont donné l'exemple ; à nous de les imiter.

Ayant ainsi une liste à peu près complète d'établissements chargés de recevoir des mineurs délinquants, le centre d'observation dont nous avons parlé plus haut pourra, sans trop d'hésitation, diriger un enfant vers une institution donnée selon les résultats obtenus.

B. — *Nécessité dans l'institution d'un centre de triage*

On peut être étonné à présent de voir fonctionner un centre de triage dans l'établissement même où le mineur sera admis, puisque l'enfant sera accompagné d'un dossier très complet concernant ses aptitudes, son état physique et mental. Mais il ne s'agit plus ici, à proprement parler, d'un centre d'observation. Ce que nous demandons c'est un centre de triage, c'est-à-dire un organisme tout à fait distinct du reste de l'institution qui permettrait d'indiquer les réactions de l'enfant en détention. Les uns se plieront facilement à la discipline, d'autres, au contraire, se soumettront difficilement et essayeront d'entraîner les autres à la révolte. Le centre d'observation, tel que nous l'avons compris, ne peut atteindre ce but.

La discipline y étant très souple, on n'a pas pu déceler les caractères. Et c'est là, pourtant, un point qu'il ne faut point négliger. Nous en comprendrons d'ailleurs mieux son importance lorsque nous étudierons tout à l'heure le système pavillonnaire des établissements.

Comment devra fonctionner ce centre de triage ?

A son arrivée, l'enfant ne sera pas affecté immédiatement à tel ou tel atelier, mais devra passer obligatoirement par le centre de triage

pour une durée assez courte, trois mois par exemple. La discipline devra y être assez dure. L'enfant devra se rendre compte qu'il se trouve dans un endroit où, bon gré mal gré, il s'agit de renoncer aux incartades. Comme dans le reste de l'institution, l'enfant recevra un enseignement scolaire et un enseignement professionnel. L'enseignement scolaire que recevra l'enfant ne nous apprendra rien de nouveau puisque déjà le centre d'observation nous a fourni tous renseignements utiles à ce sujet. Il en va autrement pour l'enseignement professionnel. L'enseignement professionnel du centre d'observation n'a pas eu pour but d'orienter l'enfant, mais est venu compléter la méthode des tests pour analyser l'enfant. Ici, au contraire, il s'agit de savoir vers quelle voie il faudra orienter l'enfant. Les ateliers du centre de triage nous permettront cette tâche d'orientation professionnelle.

On peut être étonné de voir travailler des enfants en commun dans un centre de triage. Ceci a pourtant encore son utilité. Il est bon, à notre avis, de savoir comment se comportera l'enfant lorsqu'il sera affecté définitivement dans un atelier. A-t-il bon ou mauvais caractère ? Recherche-t-il auprès de ses jeunes camarades une amitié un peu trop intime ? Est-ce un garçon timoré ou bien au contraire est-ce un chef de bande dangereux ? On ne pourra répondre à toutes ces questions que lorsque l'enfant aura eu la possibilité d'extérioriser son caractère, c'est-à-dire de vivre en contact avec d'autres enfants.

Il est certain que pour arriver à de bons résultats, il sera indispensable d'avoir un personnel de tout premier ordre, psychiatre et surveillants, éducateurs à la hauteur de la tâche. Si la discipline du centre de triage doit être dure, il faut néanmoins que l'enfant ne vive pas continuellement sous le régime de la crainte, car il risquerait alors de se contraindre et ne dévoilerait pas son véritable caractère. Il faudrait pouvoir laisser l'enfant agir selon son tempérament. Le surveillant se contenterait de noter ses observations et en fin de journée seulement prendrait toutes sanctions utiles. L'enfant serait amené devant le Directeur du Centre de triage qui, en dehors de la présence des autres mineurs, appliquerait une peine. La discipline du centre de triage, quoique rigoureuse, ne devrait donc pas avoir un but d'intimidation collective.

Après ce séjour au centre de triage, le mineur pourrait être ainsi affecté dans la catégorie des enfants de son espèce. Nous en sommes ainsi amenés à l'organisation intérieure des institutions.

C. — *Organisation intérieure des Institutions*

Avant d'entrer dans le détail de l'organisation intérieure des Institutions chargées de la rééducation des mineurs délinquants, nous jugeons utile d'indiquer quelques idées générales qui nous aideront dans cette étude.

Indiquons d'abord que le système qui nous a paru le meilleur ici

est le système pavillonnaire ; ce qui répond à l'idée de la nécessité du centre de triage. Il importe maintenant de mentionner que le séjour du mineur dans l'institution ne devrait pas être de très longue durée comme, à l'heure actuelle, les mineurs délinquants le sont dans les maisons d'éducation surveillée. En Angleterre, on estime qu'en deux ou trois ans environ, on peut rééduquer un enfant, si on n'y arrive pas pendant cette période, c'est que le traitement est inopérant. Ce principe ayant donné d'excellents résultats en Angleterre, nous pensons qu'il pourrait être adopté chez nous sans difficultés.

1. — *Du système pavillonnaire*

Il a toujours été admis qu'il était beaucoup plus aisé, pour un éducateur, d'exercer son autorité et sa surveillance sur un nombre restreint d'enfants que sur un grand nombre. Demander des établissements à effectif réduit ne pourrait répondre aux nécessités actuelles. On pourrait donc concevoir un établissement composé de plusieurs pavillons distincts les uns des autres et nettement séparés. On diviserait ainsi le nombre de pupilles en plusieurs fractions et on faciliterait ainsi la tâche des éducateurs.

Comment concevoir le système pavillonnaire ?

Plusieurs solutions pourraient être adoptés ici. Créer des pavillons d'après l'âge des pupilles ? Ceci nous paraît inutile puisque déjà il a été tenu compte de ce facteur dans le classement de nos institutions. Organiser des pavillons d'après la spécialisation du mineur vers telle ou telle profession ? Ce serait méconnaître l'utilité du centre de triage.

Une seule solution nous paraît pouvoir être adoptée : créer des pavillons selon le caractère, le tempérament des enfants et d'après leurs possibilités d'amendement.

On pourrait ainsi avoir un premier pavillon pour les mineurs qui ont paru pleins de bonne volonté dans l'exercice de leurs travaux et qui ont manifesté l'intention de s'amender.

Un deuxième pavillon pour les mineurs qui, au contraire, paraissent s'acclimater assez mal au régime de la détention et qui risquent, en conséquence, de troubler et de gêner les autres.

Un pavillon intermédiaire, qui serait destiné à recueillir les mineurs du deuxième pavillon qui, par leur bonne conduite, se seraient rachetés. Ce serait en somme, pour eux, un essai avant de passer au premier pavillon.

Enfin on pourrait instituer un pavillon de récompense où les pupilles du premier pavillon pourraient être admis après avoir obtenu des notes suffisantes de bonne conduite. Quant aux pupilles du deuxième pavillon, ils ne pourraient y accéder qu'après un stage au pavillon intermédiaire et au premier pavillon. Etant un pavillon de récompense, des avantages pourraient être alors accordés aux pu-

pilles : salaire supérieur, régime de semi-liberté à l'intérieur du pavillon (l'enfant pourrait par exemple se rendre dans son atelier individuellement sans être contraint d'y aller en rang avec ses camarades), enfin une innovation que nous trouvons en Belgique dans la prison-école de Merxplas, transférée aujourd'hui à Hoogstraeten, la création d'un Club. M. Henry Van Etten, sur une étude de cette prison-école, nous dit : « Le trait peut-être le plus surprenant de « cette école-prison, c'est le cercle fondé par les détenus en 1923. « Ce club est administré par les jeunes gens, en dehors de toute « ingérence de l'Administration. Les réunions sont tenues hors de « la présence des gardiens qui peuvent y assister à titre personnel « s'ils le désirent.

« Faire partie de ce cercle constitue une suprême récompense et « la meilleure des notes. Il a pour but de permettre aux membres « de s'aider mutuellement dans l'œuvre de régénération morale et « sociale, de se développer au point de vue moral, intellectuel, cor- « porel, comme de rechercher les meilleures méthodes susceptibles « d'amélioration.

« On fait confiance complète aux membres du cercle, ils s'enga- « gent à être loyaux et honnêtes envers tous.

« Le cercle organise de petites fêtes sportives, musicales, des soi- « rées littéraires, il possède un poste de T. S. F. qui permet une « bonne et saine récréation au point de vue psychologique et mo- « ral. » (1) Un cercle de ce genre pourrait être, à notre avis, institué dans le pavillon de récompense et, comme nous le dit M. Henry Van Etten, « constituerait une suprême récompense et la meilleure des notes. »

Les pupilles étant ainsi répartis à l'intérieur de plusieurs pavillons, verraient leur sort bien amélioré. Le traitement des pupilles varierait alors selon le pavillon. Tandis que l'un aurait un caractère éducatif, l'autre aurait à la fois un caractère éducatif et répressif.

Afin qu'il n'y ait aucun rapport entre pupilles des différents pavillons, il serait indispensable que chaque pavillon possède ses ateliers, son dortoir, son réfectoire et même son infirmerie.

Il y aurait évidemment à ce système pavillonnaire un inconvénient matériel, car il nécessiterait des ateliers fort nombreux qui seraient, par contre coup, moins perfectionnés que s'il n'existait qu'un seul atelier du même genre. Nous pouvons cependant répondre à cette objection qu'étant donné la durée relativement courte (trois ans au maximum) que passerait le pupille dans l'établissement, il ne serait être question de lui apprendre à fond un métier mais plutôt de l'orienter vers une profession. L'outillage pourrait donc, en l'espèce, être réduit assez sérieusement.

(1) Rapport de M. Henri Van Etten sur la prison-école de Merxplas, 1928.

Ainsi compris, le système pavillonnaire, tout en aidant le personnel dans sa tâche, aiderait les pupilles dans leurs efforts de redressement moral et contribuerait dans une large mesure au but poursuivi : la rééducation des mineurs délinquants.

2. — *Le personnel*

Les quelques notions que nous avons pu dégager lors de notre étude sur les Maisons d'Education Surveillée sont suffisantes pour nous montrer que, là aussi, il y a lieu à réformes. Si nous ne voulons pas méconnaître les bonnes intentions du personnel existant, nous sommes cependant obligés de reconnaître son inexpérience.

Sur le personnel de Direction, nous ne dirons rien, quoiqu'il nous paraisse indispensable qu'un bon Directeur de Maison d'Education Surveillée devrait avoir au moins quelques notions de psychiatrie. Il est vrai qu'à côté de lui se trouvera le centre de triage et, par conséquent, un psychiatre susceptible de l'aider dans ses fonctions. Aussi n'insisterons-nous pas davantage sur ce sujet.

C'est sur le personnel de surveillance surtout que notre réforme porterait. Il est incontestable, en effet, que du point de vue de l'éducation le rôle du surveillant est primordial. C'est lui qui vivra avec les pupilles, c'est lui qui sera amené à leur donner des conseils, c'est lui, en un mot, à qui incombe le devoir de faire respecter la discipline. A côté de ce genre de garde, le surveillant est juge aussi. Il sera chargé de suivre l'évolution du pupille et d'indiquer ensuite au Directeur les progrès ou les défaillances des uns et des autres. Ses fonctions seront donc très délicates à remplir et il ne pourra y prétendre que s'il a une certaine expérience des enfants. Aussi devrait-on leur imposer, à côté des diplômes particuliers ayant trait aux moyens à employer pour la rééducation des mineurs délinquants, un stage obligatoire dans un établissement. Ce n'est qu'à la suite de ce stage et d'un concours que le candidat surveillant pourrait être admis dans un établissement donné. Désormais, le certificat d'études imposé à l'heure actuelle au candidat ne suffirait plus, il faudrait qu'il y ajoute d'autres connaissances plus approfondies sur la délinquance juvénile.

Ce recrutement du personnel de surveillance devrait être imposé à tous les candidats et non limité, comme le fait le décret-loi du 27 octobre 1935, dans la proportion d'une nomination sur trois.

3. — *Enseignement scolaire et professionnel*

Nous n'aurons ici que très peu de choses à dire, il nous paraît cependant opportun de faire quelques remarques sur notre régime actuel et de proposer quelques modifications.

Il nous paraîtrait préférable que l'enseignement scolaire ait lieu de préférence le matin avant tout effort physique ; de même qu'il serait indispensable de créer des études surveillées pour permettre

aux pupilles de faire des devoirs et d'apprendre des leçons. L'enseignement scolaire aurait ainsi une valeur qu'il n'a pas à l'heure actuelle.

Quant à l'enseignement professionnel, on pourrait lui demander beaucoup plus de variété et on pourrait prendre modèle sur ce point sur les Etats-Unis d'Amérique. Ajoutons enfin qu'il serait normal d'intéresser le pupille à son travail en lui allouant un salaire obligatoire dont une partie serait placée sur un livret de Caisse d'épargne, l'autre partie lui restant comme argent de poche.

4. — *Rapports avec l'extérieur*

Il peut paraître étrange et surprenant de demander que les pupilles aient des rapports avec l'extérieur, après tout ce que nous venons de demander pour lui. S'il nous a paru nécessaire de les écarter du milieu social dans lequel ils vivaient et de les mettre à l'abri de toute contamination possible dans des institutions particulières, nous ne voudrions pas cependant les exclure tout à fait du monde civilisé. Ce qui est à craindre, en effet, chez ces jeunes délinquants, c'est un laisser-aller, une soumission un peu trop passive, qui se traduirait par cette pensée : « Arrivera ce qui arrivera ». Ils ne connaissent rien de ce qui se passe au dehors. Le visiteur est pour eux un événement, c'est un peu de liberté qu'il lui apporte. Aussi faudrait-il s'efforcer de faire naître en eux un goût de vivre, et on ne pourra y arriver qu'en leur donnant l'occasion d'avoir des rapports avec l'extérieur. L'Allemagne, sur ce point, nous a donné l'exemple en autorisant les jeunes détenus à organiser des manifestations sportives avec des équipes extérieures. Ne pourrait-on pas accorder la même autorisation à nos pupilles ?

On a pu constater aussi que, parmi nos Maisons d'Education Surveillée, beaucoup d'enfants étaient abandonnés à leur triste sort, les premiers temps les parents écrivent, font quelques rares visites, puis, peu à peu, ne donnent plus de signe de vie : l'enfant se retrouve seul ; il ne les intéresse plus, ne leur rapportant rien. Il y a aussi des enfants qui n'ont plus de famille, la mère est morte, le père a quitté la maison cherchant fortune ailleurs sans se préoccuper de son fils. Il n'y aura pas de visites pour eux, pas de lettres, c'est l'isolement le plus complet. Ne pourrait-on pas alors leur ôter cette impression de vide qui les entoure en leur donnant quelqu'un qui pense un peu à eux ? Pendant la grande guerre, nos soldats avaient tous une marraine, cela les aidait à surmonter quelquefois leurs heures de lassitude. Les sans famille avaient au moins quelqu'un à qui écrire. Ils se sentaient moins seuls. Pourquoi ne pas instituer pareille chose pour nos jeunes délinquants ? Ne trouverait-on pas chez nous des âmes charitables pour prendre sous leur protection un filleul ? Parrains et marraines suffiraient quelquefois pour retenir l'enfant à se laisser glisser vers le découragement. Quelqu'un s'intéresserait à lui, cette seule pensée le soutiendrait et

l'aiderait à mieux faire. L'enfant prendrait goût à la vie et n'aurait qu'un seul désir : se racheter pour obtenir sa libération.

5. — *Punitions*

Nous n'aurons que quelques mots à dire ici. Une mesure semblerait devoir s'imposer : la suppression de la mise en cellule. Ne serait-il pas en effet préférable d'établir de très nombreuses récompenses dont la suppression constituerait, à notre avis, la pire des punitions. La cellule pourrait néanmoins être maintenue pour des cas très graves et en dernière ressource.

Section III. — Mesures à prendre à la libération du pupille

Sa libération, c'est-à-dire sa liberté, mais ici beaucoup de prudence s'impose. Lorsqu'un malade sort d'une longue maladie, le médecin ne l'autorise pas aussitôt à faire ce qu'il lui plaît, il y a la convalescence. Pour les jeunes délinquants, il devrait exister aussi une convalescence, c'est-à-dire une période d'adaptation à la vie libre. Aussi demanderons-nous ici avec insistance, le régime de la liberté surveillée obligatoire pour tous les mineurs, à leur sortie de leur institution. On s'assurerait ainsi si l'enfant est complètement rééduqué et s'il est digne de vivre en société. Ce serait une sage mesure qui éviterait bien souvent à l'enfant de commettre de nouveaux délits.

Il serait bon aussi de continuer à conseiller aux pupilles l'engagement volontaire qui, comme nous l'avons vu, constitue une période d'adaptation à la vie libre.

Le placement provisoire chez des particuliers étant d'une application fort délicate, il serait opportun, à notre avis, de le supprimer en partie et de ne l'autoriser qu'autant que la surveillance du pupille puisse s'exercer quotidiennement. (Placement aux alentours de la colonie).

Quant à la libération provisoire, quoique paraissant plus dangereuse que les autres modes de libération, elle nous paraît suffisamment protégée pour qu'on puisse l'accorder d'après les conditions que nous avons précédemment indiquées.

CONCLUSION

Après cette étude générale sur nos établissements pénitentiaires des mineurs délinquants, une seule pensée nous anime : tout est à faire. Les pays étrangers, comme nous l'avons vu, nous ont donné l'exemple et nous ont montré quelle était la voie que nous devrions suivre. Le médecin, le magistrat, doivent faire œuvre commune pour assurer la défense de ces enfants. On brûlait autrefois les épileptiques parce que leurs crises étaient considérées comme des indices diaboliques ; un arrêt du Parlement de Paris, datant du xvii^e siècle, ordonnait de fouetter les syphilitiques qu'on amenait à l'hôpital. Nous avons évolué depuis. Tout cela est déjà de l'histoire ancienne, nous n'en parlons plus si ce n'est qu'en nous moquant des gens de cette époque. Si nous sommes à présent moins cruels et si, au cours des siècles, nous nous sommes civilisés dans beaucoup de domaines, ne le sommes-nous pas restés dans le domaine pénitentiaire ? Sans vouloir jeter la pierre à ceux qui nous ont devancé, il est un devoir pour nous, leur succédant, de rebâtir sur leurs expériences, non seulement dans l'intérêt de notre société mais aussi par amour-propre national.

Toutes les réformes que nous nous sommes permis d'envisager nécessiteraient de notre part un effort pécuniaire sérieux. A l'époque où nous vivons, demander de nouveaux sacrifices pourrait paraître chose impossible. Si notre budget national se ressent de la crise économique qui sévit en ce moment sur notre pays et ne peut en conséquence nous être que bien faible secours, il existe encore chez nous toute une élite d'hommes charitables pour subvenir aux besoins immédiats. Pour réaliser une telle réforme, il faut des millions, dirons-nous. L'argent doit-il compter, lorsque la vie d'un enfant est en jeu ? Quel est celui qui refuserait son obole pour une pareille œuvre ? Si nous fournissons l'effort que l'on nous demandera, il faudrait tacher d'aller plus avant encore pour compléter notre réforme, en essayant par tous les moyens possibles de prévenir nos maux et, comme le dit M. Pierre Lespinasse, « suivre l'enfant dès sa naissance et aller de la goutte de lait à la police des taudis. » (1)

(1) Revue : *L'Enfance coupable*, N° 1, Mars 1935.

Nous en aurions terminé, si avant même de conclure, une revue intitulée « Pour l'enfance coupable » venait nous apporter le mot de la fin et l'expression de la réalité :

« Le grand péché de notre société c'est de négliger ses enfants et de les punir ensuite d'avoir été négligés. »

Vu :

Montpellier, le 11 Janvier 1936.

Le Président de la thèse,

A. LÉGAL.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 14 Janvier 1936.

Le Recteur,

TAILLIART.

Vu :

Montpellier, le 14 Janvier 1936.

Le Doyen,

G. MORIN.

ANNEXE

Liste des œuvres autorisées à recevoir des mineurs en application de la loi du 22 Juillet 1912

I. GARÇONS

Aisne. — Asile Evangélique, à Lemé.

Alpes-Maritimes. — Patronage des enfants abandonnés traduits en justice, Nice (mixte).

Aube. — Société de patronage des libérés et de l'enfance coupable et abandonnés, Troyes (mixte).
— Colonie viticole à Bar-sur-Aube.

Bouches-du-Rhône. — Œuvre de l'enfance délaissée, Marseille.
— Société marseillaise de patronage contre le danger moral.

Charente. — Patronage des enfants en Charente, Montmoreau.

Charente-Inférieure. — La Protectrice, Rochefort-sur-Mer (mixte).
— Association nationale pour la protection des veuves et orphelins de la guerre, Royan (mixte).

Côte-d'Or. — Société de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance, Dijon (mixte).

Gironde. — Œuvre du Refuge des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde, Bordeaux.

Hérault. — Ligue de la moralité publique et de la protection de l'Enfance, Béziers (mixte).

Ille-et-Vilaine. — Société de patronage des libérés et des enfants moralement abandonnés d'Ille-et-Vilaine, Rennes (mixte).

Indre-et-Loire. — Colonie agricole, Mettray.

Isère. — Société dauphinoise de sauvetage de l'enfance, Grenoble (mixte).

Loir-et-Cher. — Société de patronage des enfants mineurs de Loir-et-Cher traduits en justice, Blois (mixte).

Loire-Inférieure. — Société de patronage des enfants malheureux ou coupables et des condamnés libérés, Nantes.

Loiret. — Société de défense et de patronage des enfants malheureux de dix-huit ans traduits en justice dans le ressort de la Cour d'appel, Orléans.

.. Société de défense et de protection des enfants traduits en justice dans l'arrondissement de Montargis (mixte).

Lot-et-Garonne. — Maison d'éducation surveillée, Eysses.

Maine-et-Loire. .. Ecole de réforme de Saint-Hilaire, Fontevrault.

— Société de patronage des enfants traduits en justice, Angers (mixte).

Moselle. — Œuvre des orphelins apprentis, Guénange.

— Orphelinat protestant Saint-Jean, Metz-les-Bordes.

Nord. — Société de patronage des enfants moralement abandonnés de la région du Nord, Lille (mixte).

Pas-de-Calais. — Orphelinat Halluin, Arras.

Bas-Rhin. — Asile protestant Sonnenhof, Bischwiller-Oberhoffen (mixte).

— Patronage de l'Enfance et de l'adolescence, Strasbourg.

— Maison d'éducation pour garçons catholiques, Zelsheim.

— Institut médico-pédagogique, Hoerdt (mixte).

— Etablissement Oberlin, Schirmeck-Labroque.

— Œuvre de prévoyance pour la jeunesse protestante et la protection des enfants en danger moral, Directeur, Pasteur Willy Muller, Strasbourg.

Haut-Rhin. — Asile Saint-Jacques, Illzach.

Rhône. — Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance (mixte).

— Société lyonnaise de patronage et de relèvement (mixte).

Haute-Saône. — Ecole Saint-Joseph, Frasne-le-Château.

Seine. .. Patronage de l'enfance et de l'adolescence.

— Patronage des jeunes garçons en danger moral.

.. Société de refuge et de patronage professionnel de jeunes gens.

— Armée du Salut (mixte).

Seine-Inférieure. — Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice, Le Havre (mixte).

Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice, Rouen (mixte).

Seine-et-Oise. — Société de patronage des enfants délaissés et des libérés de Seine-et-Oise, Versailles (mixte).

— Ecole Théophile-Roussel, Montesson.

Var. — Société toulonnaise de patronage contre le danger moral (mixte).

II, FILLES

Allier. — Etablissement du Bon Pasteur, Moulins.

Alpes-Maritimes. — Patronages des enfants abandonnés traduits en justice, Nice (mixte).

— Œuvre de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Cannes.

Ardèche. — Etablissement de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Annonay.

Aube. — Société de patronage des libérés et de l'enfance coupable ou abandonnée, Troyes (mixte).

Belfort. — Institution Sainte-Odile, à Bavilliers, près Belfort.

Bouches-du-Rhône. — Œuvre de N.-D. de Charité, le Cabot, Marseille.

— Œuvre de N.-D. de Charité du Refuge Saint-Michel, Marseille.

— Etablissement du Bon Pasteur, Arles.

Calvados. — Monastère de N.-D. de Charité, Caen.

Cantal. — Etablissement du Bon Pasteur, Aurillac.

Charente. — Etablissement du Bon Pasteur, Angoulême.

— Œuvre des ateliers féminins A Jeanne-d'Arc et du Foyer du Bon Conseil, Cognac.

Charente-Inférieure. — Association nationale pour la protection des veuves et des orphelins de la guerre, Royan (mixte).

— La Protectrice, association de patronage des mineurs des deux sexes, à Rochefort-sur-Mer (mixte).

Cher. — Etablissement du Bon Pasteur, Bourges.

Côte-d'Or. — Etablissement du Bon Pasteur, Dijon.

— Société de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance, Dijon (mixte).

Côtes-du-Nord. — Refuge Montbareil, Saint-Brieuc.

Dordogne. — Orphelinat Saint-Joseph, Bergerac.

Doubs. — Etablissement de N.-D. de Charité du Refuge du Bon Pasteur, Besançon.

Drôme. — Œuvre de N.-D. de Charité du Refuge du Bon Pasteur, Valence.

Gard. — Asiles Evangéliques de Nîmes.

— Œuvre du Refuge Marie-Thérèse, Nîmes.

Haute-Garonne. — Etablissement du Refuge, Toulouse.

Gironde. — Société de Relèvement moral des prisonnières libérées, Bordeaux.

— Refuge de Nazareth, Bordeaux.

Hérault. — Ligue de la Moralité publique et de la Protection de l'Enfance, Béziers (mixte).

— Solitude de Nazareth, Montpellier.

Ille-et-Vilaine. — Refuge Saint-Cyr, Rennes.

-- Société de patronage des libérés et des enfants moralement abandonnés, Rennes (mixte).

Isère. — Société dauphinoise de sauvetage de l'enfance, Grenoble (mixte).
- Etablissement du Bon Pasteur, à la Croix-Rouge, près Grenoble.

Jura. — Etablissement du Bon Pasteur, Dôle.

Loir-et-Cher. — Maison de N.-D. de Charité du Refuge, Blois.

-- Société de patronage des enfants mineurs traduits en justice de Loir-et-Cher, Blois (mixte).

Haute-Loire. — Etablissement du Bon Pasteur, Le Puy.

Loire-Inférieure. — Œuvre de surveillance et de relèvement de la jeune fille, Nantes.

-- Monastère de N.-D. de Charité du Refuge (Maison des Dames Blanches, Nantes).

Loirel. — Société de défense et de protection des enfants traduits en justice dans l'arrondissement de Montargis (mixte).

Œuvre de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Faubourg de Bourgogne, Orléans.

-- Institut de Jésus-Christ Bon Pasteur et de Marie Immaculée, Faubourg Madeleine, Orléans.

Lot. — Miséricorde du Refuge, Cahors.

Maine-et-Loire. — Société de patronage des enfants traduits en justice, Angers (mixte).

-- Etablissement de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Angers.

-- Etablissement du Bon Pasteur, Cholet.

-- Etablissement du Bon Pasteur, St-Hilaire-St-Florent.

Manche. — Monastère du Refuge, Valognes.

Marne. — Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Reims.

Moselle. — Maison d'éducation de Pépinville.

-- Orphelinat protestant Saint-Jean, Metz-les-Bordes (mixte).

-- Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Metz.

Nord. — Société de patronage des enfants moralement abandonnés et des libérés de la région du Nord, Lille (mixte).

-- Etablissement du Bon Pasteur, Lille.

Orne. . . La Solitude des Petits Châtelets, Alençon.

Pas-de-Calais. — Etablissement du Bon Pasteur, Arras.

-- Œuvre de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, St-Omer.

Puy-de-Dôme. — Refuge du Bon Pasteur, Clermont-Ferrand.

Bas-Rhin. — Refuge protestant pour jeunes filles, Neuhoef-Strasbourg.

- Asile protestant Sonnenhof, Bischwiller-Oberhoffen (mixte).

- Maison d'éducation pour jeunes filles catholiques, Strasbourg-Neuhof.

-- Maison du Bon Pasteur, Strasbourg.

-- Institut médico-pédagogique, Hoerdt (mixte).

Haut-Rhin. — Maison d'éducation du Bon Pasteur, Modenheim.

Rhône. — Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance (mixte).

— Société lyonnaise de patronage et de relèvement (mixte).

— Etablissement du Bon Pasteur, Ecully.

Sarthe. — Notre-Dame de Charité du Refuge, dit Bon Pasteur, Le Mans.

Savoie. — Etablissement de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, Chambéry.

Seine. — Armée du Salut, Paris (mixte).

— Association des diaconesses, Paris.

— Etablissement du Bon Pasteur, Conflans-Charenton.

— Œuvre libératrice, Paris.

— Œuvre de préservation et de sauvetage de la femme (libérées de Saint-Lazare), Paris.

— Œuvre de préservation et de réhabilitation pour les jeunes filles (Fondation Lannelongue), Clichy.

— Monastère de N.-D. de Charité, dit Saint-Michel, à Chevilly.

— Société de patronage et de protection de la jeunesse féminine, Paris.

— La Tutélaire, Issy-les-Moulineaux.

Seine-Inférieure. — Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice, Le Havre (mixte).

— Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice, Rouen (mixte).

— Maison de la Providence et du Bon Pasteur, Sanvic.

Seine-et-Oise. — Société de patronage des enfants délaissés et des libérés de Seine-et-Oise, Versailles (mixte).

Somme. — Etablissement du Bon Pasteur, Amiens.

— Solitude Marie-Joseph, Doullens.

Tarne. — Refuge du Couvent Bleu, Castres.

Tarn-et-Garonne. — Œuvre de N.-D. de Charité du Refuge, Montauban.

Var. — Société toulonnaise de patronage contre le danger moral (mixte).

— Etablissement du Bon Pasteur, Toulon.

Vaucluse. — Etablissement du Bon Pasteur, Avignon.

Vienne. — Etablissement du Bon Pasteur, Poitiers.

Haute-Vienne. — Asile Sainte-Madeleine, Limoges.

— Ecole professionnelle de la Faye, Saint-Yrieix.

Yonne. — Maison du Bon Pasteur, Sens.

BIBLIOGRAPHIE

L. BONNEVILLE DE MARSANGY : Moralisation de l'Enfance coupable.

BUFFELAN JEAN : La Réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale du 9 avril 1930. (Thèse Toulouse 1930).

FAVRE HENRY : La Maison d'Education Surveillée d'Eysses. (Thèse Toulouse 1930).

FOX : The Modern English Prisons.

JOLY HENRI : A la Recherche de l'Education correctionnelle à travers l'Europe.

— : L'Enfance coupable.

MAILHOL ANDRÉ : La Colonie industrielle et agricole d'Aniane. (Thèse Montpellier 1927).

P^r ETIENNE MARTIN et D^r VICTOR MOURET : Les Enfants en justice.

PUIBARAUD LOUIS : Essai d'un plan de réforme de la loi du 5 août 1850 sur l'éducation des jeunes détenus.

RAPPORTS de M. Henri Van Eften au Comité de l'Enfance, à Paris.

REVUE : Pour l'Enfance coupable.

ROUBAUD LOUIS : Les Enfants de Caïn.

SOCIÉTÉ DES NATIONS : Les Institutions pour enfants dévoyés et délinquants.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE. — Des Institutions pénitenciaires pour mineurs délinquants, en France	7
TITRE I ^{er} . — Les sources de la Réglementation actuelle	9
Chapitre I ^{er} . — La loi du 5 Août 1850	9
Section I. — Historique de la loi	9
Section II. — Analyse de la loi	11
§ I. — Pour les jeunes garçons	12
§ II. — Pour les jeunes filles	13
Section III. — Mise en application de la loi	14
Chapitre II. — La loi du 22 Juillet 1912	18
TITRE II. — Le Régime pénitentiaire des mineurs délinquants....	21
Chapitre I ^{er} . — Des internats appropriés. — L'internat approprié de Chanteloup	22
Section I. — Descriptions des lieux	23
Section II. — Les pupilles	24
Section III. — Le personnel et les méthodes éducatives....	24
§ I. — Le Personnel	24
§ II. — Education	25
Chapitre II. — Les Maisons d'Education Surveillée. — Les colonies correctionnelles	27
Section I. — Des Maisons d'Education surveillée ; La Maison d'Education surveillée d'Aniane	28
§ I. — Les pupilles	29
§ II. — La vie des pupilles dans la colonie.....	31
§ III. — Le personnel	34
§ IV. — Le Régime disciplinaire	36
Section II. — Les colonies correctionnelles	37

La maison d'éducation surveillée d'Eysses	38
§ I. — Le pupille à son arrivée	38
§ II. — Classement des pupilles	40
§ III. — L'enseignement réservé aux pupilles	41
Chapitre III. — La libération des pupilles	42
Section I. La libération définitive	42
Section II. — Le placement familial	43
Section III. L'engagement militaire	43
Section IV. — La libération provisoire	44
Chapitre IV. — Des institutions privées destinées aux mineurs délinquants	45
Section I. — Idées générales sur les institutions charitables	46
Section II. — Ce que nous devons à l'initiative privée.....	51
§ I. — L'établissement Oberlin	51
§ II. — Le centre de triage de Lyon.....	54
CONCLUSION sur les Institutions pénitentiaires en France	61
DEUXIEME PARTIE. — Des institutions pénitentiaires pour mi- neurs délinquants à l'étranger	65
Chapitre I ^{er} . — L'Allemagne	67
§ I. Le personnel	68
§ II. — Les pupilles	69
§ III. — Mesures éducatives	69
Conclusion	70
Chapitre II. — La Belgique	70
§ I. — Des institutions chargées de recevoir les mineurs dé- linquants	72
§ II. — La vie des pupilles dans ces différents établissements	73
Conclusion	74
Chapitre III. — L'Italie	75
Le centre d'observation pour enfants difficiles et délinquants à Rome	75
Chapitre IV. — La Grande-Bretagne	76
Section I. — Les écoles agréées	78
Section II. — Les Institutions Borstal	79
Conclusion	80
Chapitre V. — Les Etats-Unis d'Amérique	80

Section I. — Institutions ne recevant principalement que des mineurs délinquants	81
Section II. — Institutions ne recevant que des adultes mais parmi lesquelles pourront se trouver des mineurs délinquants	82
Section III. — Organisation intérieure des institutions réservées aux mineurs	82
TROISIEME PARTIE. — Projets de Réformes	85
Chapitre préliminaire : Idées générales	87
Chapitre I ^{er} . — Projet Louis Rollin	88
Chapitre II. — Essais de Réformes	89
Section I. — Mesures à prendre avant l'internement du mineur. — Nécessité du centre d'observation	90
Section II. — L'internement du mineur délinquant	92
§ I. — Les prisons pour enfants	92
§ II. — Des institutions destinées à rééduquer les mineurs délinquants	93
A. — Du nombre des établissements à créer et du conflit entre établissements d'Etat et établissements privés..	93
B. — Classification des Institutions	94
C. — Nécessité dans l'institution d'un centre de triage..	94
D. — Organisation intérieure des institutions	95
1) Du système pavillonnaire	96
2) Le personnel	98
3) Enseignement scolaire et professionnel	98
4) Rapports avec l'extérieur	99
5) Punitions	100
Section III. — Mesures à prendre à la libération du pupille	100
CONCLUSION	101
Annexe	103
Bibliographie	108
Table des Matières	109

Société Anonyme
des Imprimeries
AZÉMARD COUSINS
NIMES
